Antony VIENNE
Rédacteur et Administrateur au "Peuple"

LE QUATRIÈME POUVOIR

La Presse. --- Son Évolution
Son Influence

L'Eglantine - Bruxelles

FLM. 8° 0023

Le Quatrième Pouvoir

Le Quatrième Pouvoir

IL A ETE TIRE DE CET OUVRAGE, CINQUANTE EXEMPLAIRES SUR PAPIER A LA MAIN, NUMEROTES DE UN A CINQUANTE.

EXEMPLAIRE N° 345

1012230

Antony VIENNE
Rédacteur et Administrateur au "Peuple,,

LE QUATRIÈME POUVOIR

La Presse. --- Son Évolution
Son Influence

BRUXELLES
Maison d'Edition "L'Eglantine,,
1930

DU MÊME AUTEUR :

Jean Tousseul, écrivain social (une brochure épuisée).

La réforme du réformisme ? (en collaboration avec Arthur Wauters). — Un vol. « L'EGLANTINE ».

PRÉFACE

Mon cher Vienne,

Vous avez bien voulu me confier le manuscrit de votre nouvel ouvrage. Ai-je besoin de vous dire que je l'ai lu avec intérêt? Vous poursuivez depuis longtemps, avec une merveilleuse obstination, cette grande campagne pour que le Peuple lise, *œuvre à laquelle notre grand Jeck nous avait conviés. Je vous dirais bravo, si les encouragements ne vous étaient pas superflus. Je veux du moins vous assurer de mon concours: dans toute la mesure de mes forces je persisterai à la mener avec vous.*

Nous avons une classe ouvrière admirable de bon sens et de bonne volonté. Mais, hélas, l'habitude de lire s'est développée bien tard dans nos milieux populaires, et encore ne s'est-elle développée que très imparfaitement. Il n'y a pas dix ans que l'enseignement est vraiment obligatoire en Belgique. Nos ouvriers adultes ne savent pas tous lire, et beaucoup ne lisent que difficilement. Est-il étonnant, dans ces conditions, que nos librairies socialistes se soient développées moins vite que nos boulangeries et que notre presse ne soit pas arrivée encore au développement atteint par celle de nos partis frères au Danemarck et en Allemagne ? Mais ce n'est pas en vain que depuis cinquante ans le Parti Ouvrier poursuit son effort. Il a formé d'abord les volontés ouvrières. Voici le moment venu de s'appliquer par dessus tout à ouvrir les intelligences. C'est une œuvre ingrate. On n'y progresse

que lentement. Mais on y progresse, cependant, avec de la persévérance. Des petits journaux insuffisants et peu lus que nous possédions en 1885 nous voici aux six grands quotidiens comparables aux meilleurs dont disposent nos adversaires. Nous comptions nos abonnés par milliers; nous en servons maintenant par centaines de milliers.

Mais ce n'est pas assez. Il faut que le Peuple, *le* Vooruit, *la* Wallonie, *la* Volksgazet *pénètrent dans tous les ménages de travailleurs — et il y en a près d'un million et demi dans notre petit pays ! Il faut qu'ils y pénètrent pour y apporter la lumière et la joie. C'est un très grand bonheur de travailler à la confection de nos journaux, et de se dire que par chacun de ses efforts on contribue à faire des citoyens plus heureux, plus instruits et plus conscients. Mais c'est une lourde responsabilité aussi. Et ce ne sera pas trop de tout le talent des meilleurs, de toute la science des plus savants, de tout le zèle des plus zélés, pour produire la feuille bien pensée, bien renseignée, bien écrite, bien imprimée aussi, plaisante à voir, qui sera digne enfin de la grande tâche à accomplir.*

Votre livre aide à nous montrer comment nous pouvons contribuer à développer notre presse, que nous soyons journalistes ou lecteurs simplement. J'espère qu'on le lira beaucoup, qu'on s'en inspirera souvent et que le Peuple en lira davantage et mieux.

Louis DE BROUCKÈRE.

Bruxelles, le 15 novembre 1929.

UNE MAGNIFIQUE LEÇON DE JOURNALISME

Je fus engagé au *Peuple* le 15 décembre 1919, par Auguste Dewinne, alors directeur-gérant de la Presse Socialiste. Je lui avais été présenté par notre cher et regretté Joseph Wauters.

J'entrai en fonction le 1er janvier 1920. Quatre jours après je recevais, de Joseph Wauters, écrite de sa main, en petites lignes serrées et nerveuses, une longue lettre, charmante, affectueuse, émouvante aussi.

Notre grand camarade, alors ministre du Travail dans le premier gouvernement d'Union Nationale, malgré l'écrasant labeur auquel il était astreint, n'oubliait pas le *Peuple,* son cher *Peuple,* dont il avait dû momentanément abandonner la direction. Et, pour que le profane que j'étais dans un grand quotidien n'y perdît pas son temps et y fît bon travail, il me donnait force conseils, cordialement et simplement, comme il savait le faire — combien de fois par la suite j'ai pu en juger !

Cette lettre, reproduite dans *Le Peuple* lors de la mort de Joseph Wauters, constitue, ainsi que le soulignait alors notre grand quotidien, « une magnifique leçon de journalisme, une grande leçon de choses aussi, de même qu'elle est l'affirmation de la plus belle, de la plus haute probité intellectuelle ».

Aussi est-ce avec fierté que je place ce modeste ouvrage, que je présente à ceux qui voudront bien me faire le plaisir et l'honneur de le lire, sous le patronage de ce haut document, de même que sous celui de la préface que Louis de Brouckère a bien voulu y consacrer.

A. V.

Le 3-1-20.

Mon cher Antony,

Housiaux m'a dit, ce matin, que vous aviez pris vos nouvelles fonctions. J'en suis extrêmement heureux et espère vivement que vous aurez tôt fait la preuve de votre savoir-faire, étant sûr d'avance de votre dévouement.

Cloîtré dans ma petite maison du confin de la ville, je profite de quelques moments de répit pour vous adresser quelques conseils, ou, si ce n'est trop prétentieux, quelques idées au sujet de votre rôle nouveau. Je le fais parce que j'aime le « Peuple ». Je l'ai vécu, je sais ce qui lui manque souvent; je sais aussi qu'il y a loin des conceptions qu'apportent avec eux tous les nouveaux, aux réalités, parfois très brutales, mais inévitables, du métier.

Alors je me permets de vous recommander :

1. D'écrire avec simplicité et clarté; de ne jamais perdre de vue que ce sont des ouvriers qui vous lisent et beaucoup d'ouvriers peu instruits. Dans tout article, il faudrait toujours quelques lignes explicatives pour les pauvres bougres. Rares sont les journalistes qui y pensent ;

2. De travailler avec rapidité; c'est essentiel pour un journaliste. Il doit lire vite, comprendre vite, rendre vite. Il faut pour cela, avec acharnement, le sens de l'observation. C'est aussi très rare ;

3. De ne jamais oublier qu'un journal quotidien doit contenir de tout, chaque jour; que les longueurs sont détestables ; que les lourdeurs sont mortelles; qu'il faut dans le journal de la gaieté, de l'imprévu, de l'original ; que les faits du jour priment toute autre chose. Comme disait Antoine Delporte, quand il quittait le « Peuple », à 5 heures, le journal « doit être partout » ;

4. D'être vrai, même si cela gêne la classe ouvrière ; la suppression d'un argument de l'adversaire est une mauvaise tactique. Et pour être vrai, il faut étudier, se documenter, voir tous les

aspects d'un problème. Depuis que je vois certaines choses de plus près, combien je regrette certaines manières de discuter. Il n'y a qu'une méthode bonne, c'est la méthode scientifique.

Malheureusement, le journaliste est amené à parler de tant de choses, au vol, au jugé, qu'il finit par ne plus s'inquiéter ni de la précision, ni parfois de la stricte exactitude des faits. C'est lamentable. Faites tout pour ne jamais tomber dans ce travers.

Confiez-vous sans restriction à Dewinne et à Housiaux, si vous ne pouvez voir que rarement de Brouckère; ils vous seront précieux pour votre travail quotidien. Pénétrez le plus vite possible, de A à Z, toutes les phases du travail du journal ; ne restez pas confiné dans un compartiment. Voyez le tout. C'est le moyen d'avoir une idée précise de ce qui est possible, de ce qui est bon, de ce qu'on peut faire.

Si on vous confie le mouvement ouvrier, essayez de vous assurer une place fixe dans le journal. Je trouve qu'en dehors des faits de tous les jours il faudrait des articles, en première page, sur un mouvement donné, sur une grève donnée, sur une convention type, sur un effort déterminé, sur un aspect de l'action syndicale, sur les grands problèmes ouvriers, sur les mouvements à l'étranger, leur origine, leur développement, leur technique, leur issue. C'est si rare dans le « Peuple ».

Faites un effort énorme pour apprendre l'anglais. Les journaux anglais et américains sont plus documentés que les nôtres. Lisez les chroniques de l'étranger du « Temps »; il en est qui apprennent beaucoup de choses. Et surtout, en écrivant, essayez toujours d'être facile à lire, « que cela coule tout seul », que ce soit avalé sans le savoir par le lecteur, que ce soit gai, si possible, même dans les choses sérieuses.

Charles Adler reprochait avec raison à nos journaux d'être tristes et hargneux; c'est vrai, et c'est ce qui rend leur pénétration si difficile. Mettez-vous toujours dans la peau du lecteur de la rue et demandez-vous ce qu'il faut lui dire pour l'intéresser et comment il faut le lui dire. C'est la voie du succès.

Je ne sais si tout ce charabia vous sera utile, mais j'ai la fai-

blesse de l'espérer, et d'espérer surtout que vous vous amuserez bien au « Peuple », en y faisant bonne besogne pour notre classe et pour notre idéal.

Affectueusement.

Rue du Japon, 37, Bruxelles.

UN PEU D'HISTOIRE

L'Etat peut être troublé par ce que disent les journaux, mais il peut périr par ce qu'ils ne disent pas. Il existe un remède efficace contre leurs exagérations ; il n'y en a pas contre leur silence.

DE BONALD.

C'est en Belgique que fut créé le premier journal

Où fut publié le premier journal? La question, longtemps, fut controversée. Mais il semble bien, aujourd'hui, que les principaux historiographes de la presse soient d'accord pour reconnaître que c'est à la Belgique que revient l'honneur d'avoir édité le premier périodique, méritant nettement d'être considéré comme un journal.

Cette publication remonte à plus de trois siècles — exactement en 1605 — année où l'imprimeur anversois Abraham Verhoeven obtint, des Archiducs Albert et Isabelle, le droit d'imprimer et de vendre une petite feuille périodique, *De Nieuwe Tijdingen*, dans les territoires relevant de leur autorité.

L'Allemagne réclame toujours cet honneur en faveur d'Augsbourg, où les frères Fugger firent paraître, en 1568, une feuille intitulée *Ordinari Zeitungen*, mais on s'accorde, aujourd'hui, à ne pas reconnaître à celle-ci le caractère de journal, ayant comme but essentiel « d'informer le public de nouvelles importantes susceptibles d'intéresser la vie nationale ».

L'Angleterre, également, a revendiqué l'honneur de la publication du premier journal, en se basant sur le fait que se trouve au Musée britannique, à Londres, le 50e numéro de *The English Mercury*, numéro daté du 25 juillet 1588. Malheureusement on n'avait pas compté sur le filigrane du papier sur

lequel fut imprimé ce journal. Ce filigrane comporte en effet une marque de fabrique qui démontre qu'il y a eu fraude de date d'au moins cent vingt-six ans, ce qui n'empêche que nombre de savants spécialistes, ayant examiné le document, s'y sont laissés prendre !

L'initiative d'Anvers, il convient de le souligner, fut rapidement suivie en divers pays et il apparaît bien que l'Allemagne fut parmi les premiers.

En 1615, notamment, on signale que le libraire francfortois Egenolph Emmel publia une feuille hebdomadaire et numérotée. La Hollande qui, de tout temps, se classa au premier rang dans le domaine de l'édition, ne resta pas en arrière et ses villes principales, Amsterdam, Leyde, La Haye, eurent leur journal respectivement en 1617, 1619 et 1622.

C'est également au cours de cette dernière année que furent créés, en Angleterre, les *Weekley News*, que l'on considéra longtemps, outre-Manche, comme étant le premier organe européen.

L'Espagne eut sa *Gazette* en 1626 et en France, enfin, en 1631, l'érudit médecin Théophraste Renaudot fit paraître *la Gazette de France* qui, rapidement, se classa au premier rang de toutes les feuilles paraissant alors dans les pays voisins.

Nous pourrions, à dater de ce temps, relever dans tous les pays les titres de nombreuses feuilles périodiques, aussi minuscules qu'éphémères, mais nous nous bornerons à souligner que l'initiative de l'Anversois Verhoeven eut rapidement une répercussion extraordinaire, que partout on se rendit très vite compte que le journal était un merveilleux moyen de diffusion de la pensée, un incomparable moyen de répandre des idées — nous disons aujourd'hui la meilleure méthode de propagande.

Des journalistes sans journaux

Evidemment pour en arriver là il fallut Gutenberg et sa magnifique invention, les caractères mobiles, corsée des perfectionnements qu'il apporta à la presse à bras.

Il est cependant extraordinaire, alors que Gutenberg mourut en 1468, de ne voir apparaître le premier journal qu'en 1605, soit cent trente-sept ans plus tard !

La chose paraît d'autant plus anormale que l'on peut affirmer que, bien avant la découverte de l'imprimerie, donc bien avant la naissance du journal proprement dit, il y eut un journalisme sans journal, il y eut des hommes qui, ne disposant pas du merveilleux instrument, possédaient néanmoins toutes les qualités requises pour faire d'excellents journalistes ; des subtils reporters, à l'esprit toujours en éveil ; des polémistes redoutables, capables de porter les plus rudes coups à leurs adversaires; des nouvellistes légers, prime-sautiers, gais, amusants ; des hommes politiques capables de donner le ton à leurs partisans, en de graves articles qui eussent occupé la place d'honneur si le journal avait existé aux époques où ils vécurent.

Dans un remarquable ouvrage, M. Eugène Dubief (1) — qui fut secrétaire général à la direction de la presse au Ministère de l'Intérieur de France — constate qu'à Athènes, au temps de la brillante civilisation grecque, « un Aristophane, un Périclès, un Aristide, un Platon n'eussent pas manqué, s'ils avaient eu des gazettes à leur disposition, de confier à celles-ci *des articles légers, éloquents, pour éclairer ou flageller leurs contemporains* ».

M. Dubief souligne aussi que l'incomparable orateur Démosthènes « n'eût pas manqué d'user avec fougue, dans son admirable campagne contre Philippe, d'un tel instrument de propagande ». Et il ajoute : « Quels articles de fond, comme on dit maintenant, cela aurait produit. »

Chez les Romains on comprit le parti que l'on pouvait tirer d'une propagande écrite et, bien que l'imprimerie n'existât pas, on créa de petites publications, sur parchemin. Elles répondaient au nom d'*Acta Diurna* et étaient collées sur les édifices publics et mises en lecture en des endroits fréquentés par un nombreux public, notamment chez les barbiers !

(1) *Le Journalisme*, par Eugène Dubief. - Librairie Hachette, 1892.

Les *Acta Diurna* étaient aussi expédiées en province. Elles ne donnaient pas de commentaires sur les nouvelles qu'elles contenaient, n'ayant qu'un seul but : « instruire le public de la vérité officielle ».

Elles furent publiées jusqu'à la fin de l'Empire romain, où se perd totalement leur trace, et jouèrent incontestablement un rôle très important. L'historien romain Sempronius Asellio en tira une histoire des Gracques et des guerres puniques, ce qui démontre combien elles étaient complètes sur tous les faits importants de la vie de l'Empire romain.

Ces quelques faits et beaucoup d'autres que nous pourrions citer prouvent à l'évidence qu'il y eut des journalistes en tous temps, mais qu'ils manquèrent — les malheureux ! — du merveilleux instrument que nous possédons aujourd'hui.

Le journal officieux ?

Les hommes politiques, eux aussi, se rendirent compte, très vite, des services que le journal pouvait rendre à leur cause et cela bien que les débuts de la presse aient été très modestes.

C'est, sans aucun doute, ce qui guida le cardinal de Richelieu, ce puissant ministre qui, sous Louis XIII, fut incontestablement le maître de la France, quand il accorda « un privilège exclusif et perpétuel pour l'impression et la vente », à la *Gazette* de Théophraste Renaudot, dont le premier numéro sortit de presse le 30 mai 1631.

Aux termes de ce privilège le Grand Cardinal « se réservait de suivre l'œuvre de près et de n'y laisser passer que ce qui servirait sa politique ». Et, indépendamment des documents, communiqués et nouvelles qu'il faisait transmettre à la *Gazette*, il collabora directement à celle-ci, y donna des articles sur des sujets divers et notamment tendant à défendre et à justifier ses actes.

Le roi Louis XIII suivit cet exemple et donna au journal de nombreuses notes personnelles.

La *Gazette* de Renaudot fut donc, en somme, ce que nous désignons aujourd'hui sous le nom de « journal officieux d'un gouvernement ».

Sous le règne du Cardinal Mazarin comme premier ministre, et particulièrement pendant la Fronde, plusieurs journaux surgirent en France: *le Courrier du Temps; le Courrier Français; le Courrier de la Cour* et même une gazette rimée, *la Muse historique*, publiée par Jean Loret.

Ces journaux, naturellement, firent concurrence à la *Gazette*, ce qui n'empêcha point celle-ci de sortir de la Fronde en conservant le privilège lui accordé à ses débuts par Richelieu.

Enfin la *Gazette* abandonna son caractère officieux en 1762, mais ce fut, non pour devenir indépendante, mais... organe officiel du gouvernement!

Les premiers organes quotidiens

Dans la plupart des pays le privilège dont jouissait en France la *Gazette* fut accordé à des organes dont la direction était soumise à leur gouvernement.

Mais, néanmoins, malgré les ennuis et les difficultés créés à ceux qui les lancèrent, des journaux nouveaux virent le jour. En France citons notamment, parmi les principaux, *le Mercure* et le *Journal de Paris*.

Vers 1680 apparurent les premiers journaux commerciaux, s'occupant de la vie économique : commerce, industrie, agriculture. Ces journaux acquirent très vite une grosse importance et se multiplièrent dans tous les centres où existait une certaine activité économique.

Toutefois il s'agit toujours, jusqu'alors, de feuilles soit hebdomadaires, bi-mensuelles ou mensuelles.

Ce n'est que le 11 mars 1702 que fut lancé le premier journal quotidien, le *Daily Courant*, édité à Londres. Il parut sur un format réduit de moitié sur celui des organes de l'époque. Dès son premier numéro il annonce au public « qu'il se propose de

donner les nouvelles aussitôt l'arrivée de chaque courrier ».

C'est ici qu'apparaît, pour la première fois, cette notion de la rapidité dans l'information, notion qui depuis lors a été poussée jusqu'à des limites inimaginables et qui s'est traduite souvent, chez certains maîtres journalistes, par des exploits vraiment remarquables.

En France le premier journal quotidien, le *Journal de Paris*, parut seulement en 1777, soit trois quarts de siècle après le *Daily Courant* ! C'est qu'en France le journalisme se confina très longtemps dans les domaines de la littérature et des arts, négligeant le côté information qui, de nos jours, dans tous les pays du monde, constitue, pour la plupart des grands quotidiens, l'activité principale.

La liberté de la presse

Les entraves, les difficultés, les brimades de toutes espèces furent connues, à un degré inouï, par les premiers journaux et cela dans tous les pays. On peut dire que le premier siècle du journalisme fut tout de luttes âpres et rudes. Il faut arriver à la Révolution française pour que la liberté soit proclamée en faveur de la presse. Mais ce ne fut pas pour longtemps. Et en France, comme en Allemagne, il faut 1848 pour que les journaux connaissent une vie indépendante et pour que cessent les multiples batailles que durent mener les premiers journalistes en ce pays. Certes, par la suite il y eut encore bien des combats et l'on sait qu'en Allemagne, sous Bismarck, la presse de la social-démocratie connut encore de bien sombres périodes.

En France la plupart des hommes qui illustrèrent leur nom sous la Révolution, les Marat, Mirabeau, Robespierre, Saint-Just, Rivarol, Danton, Camille Desmoulins, ce dernier journaliste d'un incomparable talent, usèrent de l'arme de la presse avec une rare impétuosité, un éclat remarquable, une abondance extraordinaire.

Ce fut Mirabeau qui publia le premier organe adoptant

toute liberté d'allure : le *Journal des Etats-Généraux*. Mais il fut supprimé dès... son second numéro, daté du 5 mai 1789, par arrêt du Conseil. Cela ne découragea pas le grand orateur et il en continua, le lendemain, la publication, en changeant simplement de titre. Et le *Journal des Etats-Généraux* devint *Lettres du comte de Mirabeau à ses commettants*. Soutenu par l'Assemblée des Electeurs de Paris, on n'inquiéta plus celui-ci.

Après la prise de la Bastille la liberté de la presse est proclamée et, aussitôt, les feuilles imprimées sortent de presse, en légions, tout comme les champignons sortent de terre. C'est *l'Ami du Peuple*, de Marat ; *l'Ami du Roi*, de Royan ; *l'Ami de l'Ordre; l'Ami des Français; l'Ami de la Vérité; la Savonnette; les Sans-Culottes ; le Diable ; les Glaneurs ; les Postillons ;* le fameux *Père Duchesne*, etc., etc.

Les polémiques abondent, les injures s'entrecroisent, la bataille des idées bat son plein, atteignant des diapasons effarants.

Mais, après le 10 août, les organes royalistes furent interdits et la fanfare, du coup, devint moins bruyante.

Elle se tut complètement à l'arrivée du premier Consul qui n'aimait pas les journalistes ! Aucun journal, devant lui, ne trouva grâce. Seul, pendant tout un temps, le *Moniteur*, officiel, chargé de défendre la politique de Bonaparte, et de proclamer sa grandeur, fut toléré.

Les journaux français, jusqu'en 1814, subissent de nouveau un régime de fer : « Jusqu'au 30 mars de cette année, rédigés sous l'œil et le sabre des agents du gouvernement, ils retentirent de leurs protestations de dévouement à l'Empire. » (1)

L'arrivée de Louis XVIII s'accompagne d'une nouvelle période d'apaisement. Et de 1814 à 1824 les journaux réapparaissent nombreux. Charles X rétablit la censure et celle-ci sévit encore pendant six ans. Nouvelle éclipse de la presse.

La République de 1848 supprime le droit de cautionnement et timbre qui, jusque-là, pesait lourdement sur la presse. C'est de

(1) *Journaux et Journalistes*, par Alfred Siervin. - 1865. Cournol, éd.

nouveau la liberté rendue aux journaux. Pas pour longtemps encore ; car le coup d'Etat de Louis Bonaparte les fait disparaître et l'homme du 2 décembre exile les journalistes en masse et tente de baillonner ceux qui sont tolérés. Toutefois toutes ces mesures ne résistèrent pas devant l'audace de certains journalistes qui tournèrent les lois et firent paraître des feuilles d'une féroce ironie et dont l'influence fut déterminante en faveur de la liberté.

Sous la Commune également la presse joua son rôle et des hommes comme Varlin, Lissagaray et Jules Vallès se signalèrent par la bataille ardente qu'ils menèrent dans les journaux. Vallès tout particulièrement s'y illustra par un talent qui le place au premier plan parmi les journalistes de tous les temps.

Aussitôt que fut vaincue la Révolution parisienne, le sinistre, l'abominable Thiers supprima tous les journaux qui le gênaient. Le régime d'état de siège qu'il instaura se prolongea de nombreuses années. La presse d'opposition qui, malgré tout, vit le jour, fut, pendant cette période, frappée aveuglément. Le seul fait suivant le démontre à l'évidence : une amnistie du 14 décembre 1877 annula 2.700 condamnations pour délits de presse ! !

En Allemagne, de 1848 à 1874, date où fut votée la loi sur la presse encore actuellement en vigueur, les mêmes persécutions continuèrent pour les journaux. Et même après 1874, la presse socialiste, frappée par la loi d'exception de 1878 contre la social-démocratie, connut toutes les rigueurs d'une justice de classe qui pendant douze ans, c'est-à-dire jusqu'en 1890, s'abattirent sur les militants du parti. C'est cette histoire, douloureuse, mais combien héroïque, que rappela, en 1928, à l'Exposition Internationale de la Presse, à Cologne, un film projeté au stand élevé par le consortium des journaux socialistes allemands qui édite aujourd'hui 197 quotidiens.

***

De nos jours dans presque tous les pays la presse jouit de la plus large liberté et il faut connaître des périodes de guerre ou

de troubles très graves pour que des entraves soient apportées à cette liberté et que la censure sévisse.

Evidemment, dans les pays où règne la dictature, la presse est encore ligotée, mais cela ne peut durer bien longtemps. On imagine difficilement un grand peuple civilisé vivant dans l'atmosphère d'une seule presse officieuse, chantant les louanges du régime établi et se trouvant dans l'impossibilité d'exercer le moindre contrôle sur les actes de ce pouvoir.

Néanmoins, actuellement encore, en Italie, en Russie et en Espagne notamment, la presse libre est inexistante. C'est là une situation contre laquelle tous les journalistes dignes de ce nom devraient protester avec la dernière énergie.

Au cours de la troisième Conférence de l'Internationale Ouvrière Socialiste pour les questions techniques de la presse, conférence tenue à Bruxelles, le 11 août 1928, la situation de la presse socialiste dans les pays à dictature fasciste et bolchéviste fut envisagée et finalement, à l'unanimité, on adopta la résolution suivante :

« La troisième Conférence pour les questions techniques de la presse, tenue dans l'I. O. S., déclare sa conviction inébranlable que la liberté de la presse est un des besoins essentiels de la lutte pour la démocratie sociale. La Conférence flétrit l'oppression de la presse, surtout de la presse socialiste ouvrière dans quelque pays qu'elle se fasse, et de quelque gouvernement qu'elle provienne, surtout dans les pays à dictature fasciste ou bolchéviste.

« Elle attire l'attention sur les sommes élevées que l'Internationale communiste consacre dans différents pays au soutien de la propagande communiste par la presse ; ce procédé a pour but d'entraver les partis ouvriers socialistes et les syndicats affiliés à Amsterdam dans la lutte politique et économique visant à vaincre le capitalisme par le socialisme. » (1)

---

(1) Troisième Congrès de l'Internationale Socialiste. Volume II. En vente à l'*Eglantine*, Bruxelles.

La création des journaux à bon marché

En 1730 Bayle écrivait : « Le nombre de gazettes qui se publient en Europe est prodigieux. » Or il ne s'agissait alors que de quelques centaines de petites feuilles minuscules, hebdomadaires ou mensuelles.

Près d'un siècle plus tard, en 1822, la presse parisienne tout entière comptait encore à peine 60.000 abonnés. Et cependant c'est ce petit nombre de lecteurs qui eurent raison de la volonté de Charles X et obligèrent celui-ci à desserrer les liens dont il avait baillonné la presse.

Jusqu'alors celle-ci ne possédait encore que de faibles moyens techniques, tant au point de vue de la composition qu'à celui du tirage.

Mais après 1830 des perfectionnements sérieux furent apportés aux machines d'impression. Des presses plus rapides furent inventées, à *retiration* tout d'abord, à *réaction* ensuite. Et finalement la *rotative,* permettant d'atteindre de très gros tirages en quelques heures (1), apporta une véritable révolution dans le domaine de la presse.

Cette facilité d'obtenir les gros tirages amena tout naturellement les directeurs de journaux de l'époque à l'abaissement des prix de vente, afin d'augmenter le nombre de leurs lecteurs. Ils calculèrent d'ailleurs que cette mesure serait compensée par un accroissement de la publicité, celle-ci étant restée un luxe jusqu'alors. Ils ne se trompèrent pas.

C'est M. Emile de Girardin, directeur de la *Presse,* qui, le premier, se lança dans cette voie, en abaissant le prix de l'abonnement à son journal de 80 à 40 francs ! Le 1er juillet 1836 la *Presse* comptait 10.000 lecteurs. Trois mois après elle en avait 20.000 et affermait sa publicité pour 150.000 francs par an, somme considérable pour l'époque.

---

(1) *Les Machines d'Imprimerie, hier et aujourd'hui,* par Antoine Seyl. Imprimerie Scientifique et Littéraire, Bruxelles, 1928.

La vente au numéro elle-même constituait un luxe : 30 centimes. Ce prix ne tarda pas à tomber à 15 centimes, puis à 10 centimes. Vers 1860, en France, furent mis en vente les premiers journaux à un sou. Du coup, les tirages montèrent dans d'énormes proportions et cela d'autant plus qu'une innovation, faisant immédiatement fortune auprès de l'élément féminin, était introduite dans la presse : le roman-feuilleton.

Le télégraphe, inventé en 1844, apporta une nouvelle force au journal en lui permettant d'étendre considérablement son champ d'activité et d'informer ses lecteurs, en quelques heures, sur les événements mondiaux.

Depuis lors que de progrès ! Machines à composer merveilleuses, rotatives géantes permettant des tirages fantastiques et la confection de journaux de 48, de 64, de 96 pages ! La photogravure permettant la reproduction en image de tous les événements importants. Le télégraphe perfectionné et reliant les deux mondes. Le téléphone avec la même évolution. La télégraphie sans fil ; la reproduction à des milliers de kilomètres en quelques heures de documents photographiques, etc., etc.

Aussi le journal moderne n'a-t-il plus rien de commun avec celui qui existait il y a un siècle. Aux petites feuilles modestes, au champ d'action réduit, ont succédé de véritables géants qui exercent une formidable influence sur l'opinion publique, de merveilleux outils de la pensée dont on peut dire aussi que rien de ce qui est humain ne leur est inconnu.

Le prix du numéro lui-même constituait un luxe : 20 centimes. Ce prix ne tarda pas à tomber à 15 centimes, puis à [illegible]. Vers [illegible] furent mis en vente les premiers journaux à un sou. Du coup, les tirages augmentèrent dans d'énormes proportions et cela d'autant plus qu'une innovation, [illegible] immédiatement [illegible] auprès de l'élément féminin, était introduite dans la presse : le roman-feuilleton.

Le télégraphe, inventé en 1844, apporta une nouvelle force au journal en lui permettant d'étendre considérablement son champ d'activité et d'informer les lecteurs, en quelques heures, sur les événements mondiaux.

Depuis lors que de progrès ! Machines à composer, machines rotatives géantes permettant des tirages fantastiques et la confection de journaux de 48, 64 et de 96 pages ! La photogravure permettant la reproduction en image de tous les événements importants. Le télégraphe perfectionné et reliant les deux mondes. Le téléphone avec la même évolution. La télégraphie sans fil ; la radiodiffusion à des milliers de kilomètres en quelques heures de documents photographiques, etc., etc.

Aussi le journal moderne n'a-t-il plus rien de commun avec celui qui existait il y a un siècle. Aux petites feuilles anodines, au champ d'action réduit, ont succédé de véritables géants qui exercent une formidable influence sur l'opinion publique, de merveilleux outils de la pensée dont on peut dire aussi que rien de ce qui est humain ne leur est inconnu.

[illegible]

(1) [illegible]

LE JOURNAL MODERNE

Le malheur veut que, chez nous, il n'y ait pas d'opinion : il n'y a que des journaux. Dans le silence public, eux seuls élèvent la voix et ils jurent qu'ils expriment ce que pourrait penser ce peuple qui se tait.

Robert DE JOUVENEL.

(*Le Journalisme en vingt leçons.* — PAYOT, éd., Paris.)

Des milliers de journaux

Le Bureau International du Travail, en 1928, a édité une intéressante étude sur *Les conditions de travail et de vie des journalistes* (1). Cette étude est précédée d'une introduction où, en quelques pages vivantes, est esquissée la puissance de la presse moderne, tant au point de vue du nombre, de la variété des journaux répandus dans le monde qu'à celui de la puissance de certains organes qui, à eux seuls, représentent une imposante industrie.

On y constate que de nos jours un grand journal est une entreprise considérable ayant, comme une mine ou une fonderie, une société anonyme pour propriétaire. Des sommes extraordinaires y sont maniées chaque jour. Les dépenses en matières premières y sont énormes. Le personnel, parfois, y est de plus d'un millier de personnes !

Certes tous les journaux n'ont pas cette envergure, mais il n'en est pas moins vrai que nombre de quotidiens, dans tous les pays, constituent des entreprises industrielles et commerciales respectables.

Mais le phénomène le plus marquant de l'histoire de la presse moderne est certes la quantité de journaux publiés. Nous

(1) Edition du B. I. T. — Etudes et Documents, Série I. Travailleurs Intellectuels, N° 2.

sommes loin de 1730 où Bayle s'enthousiasmait en constatant l'efflorescence d'une presse qui, cependant, alors, ne s'adressait encore qu'à un public très restreint, on peut dire même à un public de privilégiés.

Le Bureau International, au sujet du nombre des journaux, a publié des chiffres récents et qui donnent une idée très nette de la place tenue par la presse dans la vie moderne. Ces statistiques nous apprennent que l'on a édité, en 1926 :

En Allemagne, 3.812 quotidiens et 4.309 hebdomadaires ; 1.100 périodiques en Belgique; 1.500 au Canada; plusieurs milliers en Chine; plus de 2.000 en Espagne. Au Danemark, à côté de 750 périodiques, hebdomadaires et mensuels, 320 journaux tirant à 1.100.000 exemplaires, soit un exemplaire pour trois habitants. Aux Etats-Unis, 2.400 quotidiens et 14.800 hebdomadaires en 1920. Le tirage total des quotidiens de ce pays, de 28.700.000 exemplaires en 1914, passait à 35.730.000 en 1923. Cette même année, l'industrie des journaux comptait 10.267 établissements occupant 238.550 employés.

En France, même prodigieux développement ; à Paris seul, il paraît une centaine de quotidiens, dont plusieurs ont un tirage de plus de 500.000 exemplaires. En Grande-Bretagne, 2.400 journaux, dont certains tirant à plus d'un million d'exemplaires.

Un millier de périodiques en Italie et aux Pays-Bas ; plus de 3.000 au Japon et plus de 5.000 en Pologne, à la fin de 1924. En Suisse, 2.000 journaux et revues, soit un périodique pour 2.000 habitants. En Tchécoslovaquie, 2.000 également, dont 710 pour la seule ville de Prague.

Immédiatement on se pose la question: que de papier il faut consommer pour imprimer tous ces organes?

Cette consommation est fantastique. Et elle augmente d'année en année, avec une rapidité prodigieuse. Elle était, en 1913, toujours d'après les statistiques du B. I. T., pour les seuls quotidiens américains, de 1.519.000 tonnes. En 1925, elle passait à 2.980.000 tonnes et il n'est pas exagéré de dire que, depuis lors, elle a augmenté encore d'un million de tonnes, le journal quoti-

dien, en Amérique, prenant une extension inimaginable, surtout dans ses proportions.

En 1927, l'Europe consomma 6 millions de tonnes de papier journal. Mais ce chiffre est certainement très inférieur à la réalité, les renseignements faisant défaut pour divers pays.

Cette formidable consommation de papier pourra-t-elle être soutenue, si on ne trouve pas de nouveaux moyens pour fabriquer celui-ci? On sait que le papier journal est fabriqué à l'aide du bois tiré des forêts. Or celles-ci ne sont pas inépuisables.

Dans un article paru dans la revue *Je sais tout*, M. Montorgueil (1) signalait déjà, avant-guerre, qu'un seul journal américain consommait, par an, pour 3 millions 750.000 francs d'arbres. Et il ajoutait qu'un grand quotidien parisien absorbait, également, en un an, 120.000 gros arbres!

Voyons comment cette consommation se répartit, par tête d'habitants, dans divers pays. Voici les chiffres de 1927 :

Amérique, 62 kgs; Angleterre, 32 kgs; Allemagne, 26,5 kgs ; France, 21,5 kgs; Suisse, 20 kgs; Italie, 8 kgs; Russie, 3 kgs.

Les statistiques, malheureusement, sont muettes en ce qui concerne la Belgique. Nous croyons cependant pouvoir dire, à notre grand regret d'ailleurs, qu'elles ne doivent pas être très brillantes, si l'on tient compte de ce que représente la presse belge quand on la compare à celle des pays qui nous entourent.

Un autre domaine où les chiffres sont intéressants est celui relatif aux dépenses et aux recettes des journaux.

On signale à ce sujet que les frais de publication des journaux anglais, en 1926, atteignirent un total de *1.550.000.000 de francs-or !!*

Mais par contre les seules ressources de publicité font véritablement rêver. En 1925, les grands journaux des Etats-Unis ont encaissé pour 750 millions de dollars d'annonces, ce qui représente en francs-papier de Belgique *plus de 30 milliards!!*

---

(1) *La Voix du Monde*, par Georges Montorgueil. (Revue *Je sais tout*, 15 décembre 1908, pp. 553 à 563.)

Les géants de la presse

C'est en Angleterre et en Amérique surtout que l'on rencontre les entreprises de presse les plus gigantesques, encore que des pays comme la France et l'Allemagne comptent également de très grands organes, aux tirages énormes. Mais dans ces deux derniers pays le journal compte un petit nombre de pages.

Ce qui caractérise en effet les journaux américains et anglais, c'est la quantité de papier servie quotidiennement à leurs lecteurs : 24 et 32 pages de grand format, ce qui représente la matière de très gros volumes !

En Amérique les numéros du dimanche dépassent souvent 100 pages. En consacrant toute la journée à leur lecture, on ne pourrait en sortir. Mais, bien entendu, personne ne se livre à pareil exercice, chaque lecteur se contentant de rechercher dans la diversité, la multiplicité des rubriques, celles lui plaisant particulièrement, soit qu'elles intéressent sa profession, son métier, ou satisfont ses goûts artistiques, littéraires, sa curiosité scientifique ou autre.

L'organisation de ces journaux est souvent une pure merveille. M. Montorgueil, dans l'article que nous avons déjà cité, de la revue *Je sais tout*, signale notamment comment est organisée *la Prensa*, le plus grand organe de l'Amérique du Sud.

Son installation à Buenos-Ayres a coûté, avant la guerre, plus de 13 millions. Les locaux y sont somptueux. Une des grandes salles de fêtes fut copiée sur un salon du Palais de Fontainebleau.

La Prensa a créé des consultations gratuites : médicales, juridiques, agricoles, pour les indigents ; des cours d'enseignement, des récompenses au mérite et au dévouement.

Elle reçoit, tous les jours, jusqu'à 10.000 mots de dépêches venant d'outre-mer et, avant la guerre déjà, elle avait 10 pages d'annonces par jour, ces dernières valant alors de 8 à 12 francs le centimètre carré ! !

Nous avons eu l'occasion, au début de 1928, de visiter à Londres le *Daily Mail,* l'un des maîtres-journaux appartenant au trust Nortcliffe. Les locaux en sont spacieux, imposants. Ce grand organe anglais tire à plus de 2.200.000 exemplaires de 24 pages par jour. Il est roulé par 48 rotatives jumellées en quatre énormes rangées d'acier, se trouvant dans une immense salle. Cinq clicheries ultra-modernes alimentent ces rotatives en « formes » — pages du journal — ces dernières arrivant automatiquement sur un plan roulant, devant chaque machine.

On reste confondu devant une telle puissance et l'on pense immédiatement à l'accumulation de capitaux qu'elle nécessite. Une seule rotative coûte, en effet, de 1 1/2 à 2 millions.

Et il faut ajouter les linotypes s'alignant là, en rangs serrés. Plus de 50 machines à composer coûtant, chacune, de 175.000 à 200.000 francs, selon sa perfection.

La consommation de papier, calculée à raison de 14 grammes au feuillet et de 168 grammes au journal de 12 feuillets ou de 24 pages, est, au *Daily Mail,* fantastique. Quatre cents bobines de plus de 900 kgs sont dévorées chaque jour et représentent 370 tonnes. Mais ici, les intermédiaires n'interviennent pas, car le trust Norcliffe fabrique le papier consommé par ses nombreux journaux, tout comme il possède ses fabriques de pâte à papier au Canada.

Le personnel technique employé à la confection du *Daily Mail* comprend *1.300 personnes !* Il y a plus de *cent rédacteurs* à Londres, des correspondants dans toutes les villes d'Angleterre et en nombre de capitales. Il faut ajouter le personnel des services administratifs et de l'expédition, cette dernière occupant 200 personnes, et alors on se rend compte de ce que représente en efforts, multiples et variés, musculaires et cérébraux, la confection d'un organe semblable.

La publicité du *Daily Mail* est naturellement une mine d'or. Les pages d'annonces sont aussi nombreuses, parfois plus nombreuses que celles contenant les articles et informations. Et les tarifs, naturellement calculés en raison de l'importance du

tirage, y sont extraordinairement élevés. Une seule page, et encore ne faut-il pas que ce soit la première (1), est louée, pour un seul jour, à raison de 1000 livres, soit 175.000 francs !!

Si on admet que chaque jour le *Daily Mail* a huit pages d'annonces, ce qui est un minimum, on constate que chaque année il encaisse 540 millions de francs en publicité.

N'oublions pas toutefois qu'il dépense quotidiennement près d'un million, en papier seulement.

Dans l'étude du Bureau International du Travail sur les conditions de vie des journalistes, on signale le cas d'un quotidien de Londres — on ne dit pas lequel — qui, en 1927, réalisa un bénéfice de 5.650.000 francs-or, soit 39.550.000 francs-papier belges et qui put ainsi distribuer un dividende de 12 1/2 %.

Parmi les journaux français que l'on peut classer parmi les géants de la presse, il faut citer *le Petit Parisien* qui, fondé en 1876, tire aujourd'hui 1.750.000 exemplaires par jour, et *le Petit Journal* dont le tirage dépasse 1.200.000 exemplaires et dont le capital nominal était déjà, en 1914, de 25 millions de francs, ce qui représente aujourd'hui 125 millions, au taux de la stabilisation française et 175 millions au taux de la stabilisation belge.

M. Georges Duplat, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, dans son livre si intéressant et si documenté, *Le Journal* (2), signale que M. de Noussane a publié de curieuses statistiques sur la composition graphique d'un journal, basant ses chiffres sur une moyenne quotidienne de 63.900 lignes et les établissant d'après les dix plus grands journaux de Paris :

Politique intérieure	Lignes	4575	soit	7.15	p. c.
Informations intérieures	»	8415	»	13.15	p. c.
Politique extérieure	»	1145	»	1.80	p. c.
Informations extérieures	»	5350	»	8.35	p. c.

(1) Les journaux anglais font de la publicité en première page.

(2) *Le Journal*. Sa vie juridique ; ses responsabilités civiles ; le droit de réponse, par Georges Duplat, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, docteur en Sciences politiques et sociales. — Librairie Albert Dewit, Bruxelles.

Œuvres morales		»	1710	»	2.65 p. c.
Sciences		»	1165	»	1.80 p. c.
Voyages, explorations		»	520	»	0.80 p. c.
Littérature utile		»	2500	»	3.90 p. c.
Littérature inutile		»	6355	»	9.95 p. c.
Arts		»	2870	»	4.50 p. c.
Spectacles		»	4050	»	6.45 p. c.
Sports		»	2040	»	3.20 p. c.
Faits-divers	Accidents	»	1500	»	2.35 p. c.
	Crimes	»	3485	»	5.45 p. c.
	Scandales	»	635	»	1.00 p. c.
Réclames et Annonces	Déguisées	»	2300	»	3.60 p. c.
	Avouées	»	15285	»	23.90 p. c.

Ces chiffres marquent la place énorme que tient aujourd'hui la publicité dans un grand organe moderne. Plus d'un quart du journal pour les grands quotidiens de Paris ! Et cette proportion est largement dépassée par les grands quotidiens américains et anglais.

De grands régionaux français, comme *le Progrès de Lyon* et la *Dépêche de Toulouse* constituent également des entreprises géantes, pouvant rivaliser avec nombre de journaux de Paris.

La *Dépêche de Toulouse* rayonne sur 30 départements français, qu'elle a divisés en 17 secteurs. Pour chacun de ceux-ci, elle publie une édition complète. Elle a donc ainsi 17 éditions quotidiennes. Le grand organe radical a une rédaction entière à Paris, qui lui fournit un journal complet sur tous les grands événements se passant en France et dans le monde. Elle a une rédaction entière à Toulouse qui coordonne le travail des 17 agences régionales que nécessitent les 17 éditions. Et ces 17 agences sont desservies elles-mêmes par 1200 correspondants locaux ! ! On se rend compte, par ces seules indications, de l'importance de la *Dépêche*. Et l'on sent aussi, par la forme de son organisation, que s'il est utile de fournir au lecteur un organe contenant tous les grands événements mondiaux, il ne

l'est pas moins de lui décrire, par le menu, la vie, la petite vie de son arrondissement ou de sa province !!

La rédaction d'un grand quotidien

La confection d'un grand quotidien moderne n'est pas une petite affaire et l'on comprend que les géants de la presse occupent une légion de rédacteurs.

C'est que l'information varie à l'infini et que l'organe se respectant ne doit rien rater. Le lecteur, de plus en plus, devient exigeant. S'il ne désire plus, comme jadis, avoir de larges développements sur chaque question, sur chaque fait digne de retenir l'attention, il désire, par contre, qu'aucune question, qu'aucun fait ne lui soient étrangers. Il faut donc des rédacteurs partout (1) parcourant la ville, flairant l'affaire intéressante. Il faut des rédacteurs au Palais de Justice, au Parlement, dans les ministères, dans les conseils provinciaux et communaux, dans les théâtres, aux conférences, aux manifestations, aux salons d'art, à l'arrivée de grands personnages, au départ d'un grand navire, sur les lieux d'un drame, d'une catastrophe, à l'inauguration d'un monument, au départ d'un aviateur célèbre, aux courses cyclistes, aux matches de boxe, de lutte, à l'inauguration d'une ligne de chemin de fer, au lancement d'un train international nouveau, etc., etc.

Et ce n'est pas tout. Il faut aussi suivre de près toutes les questions politiques, économiques et sociales : faire de la politique, écrire l'éditorial sur le fait saillant de la politique du jour, suivre les conflits entre ouvriers et employeurs : grèves, lock-out, mouvements de salaires et autres.

---

(1) *Le Monde des journaux*, par André Billy et Jean Piot. — G. Crès et Cie, éd., Paris.

Par Fil spécial, par André Baillon. - Rieder et Cie, éd., Paris.

Les grands et petits Mystères du Palais Bourbon, par P. Vigné d'Octon. Radot, éd., Paris.

Aventures et Rancunes d'un journaliste timide, par Jean Lurquin. H. Desœr, éd., Liége.

Tout cela nécessite un temps inouï. Et un journaliste ne peut être partout à la fois. Négliger une affaire pour l'autre sera toujours un mauvais système, car bien souvent il est malaisé, par avance, de déterminer celle qui sera la plus intéressante, qui passionnera le plus l'opinion. Il faut les suivre toutes. Et pour cela il faut un nombre suffisant de rédacteurs connaissant bien leur métier.

Nous disons *connaissant bien leur métier*, car n'est pas journaliste qui veut et surtout n'est pas journaliste celui n'ayant pas de bonnes antennes lui permettant de sentir vite et profondément, de deviner rapidement où se trouve le point central d'une affaire, à quelle porte il devra frapper pour obtenir les meilleurs renseignements.

Tout ce travail des rédacteurs doit, naturellement, être organisé, agencé, pour donner le maximum de rendement.

Indépendamment du directeur, on rencontre dans un grand journal moderne un rédacteur en chef qui, souvent, dirige le département politique. C'est lui qui, dans ce domaine, prend la responsabilité du journal et accepte ou rejette tous les articles. Il connaît les principaux hommes politiques, il les fréquente, fait des apparitions au Parlement les jours de grandes séances.

Le rédacteur en chef est, lui-même, secondé par un ou plusieurs secrétaires de rédaction, chargés de faire « la cuisine » du journal, c'est-à-dire de grouper les articles, les informations multiples venant de tous les coins et de présenter le tout sous l'aspect le plus agréable et le plus accessible au lecteur. Leur rôle est ingrat, car, ayant toujours trois fois trop de copie pour faire leur journal du jour, ils doivent, impitoyablement, tailler dans la copie, raccourcir les articles et les informations, à la grande colère de ceux qui les ont rédigés ou apportés.

Les secrétaires de rédaction ont aussi pour mission d'orienter les rédacteurs vers les affaires intéressantes, de les mettre sur des pistes pouvant permettre de fournir de la bonne copie.

Il faut ajouter, à toute la copie concernant l'intérieur du pays et qui sera fournie par les rédacteurs, les petits correspon-

dants, les collaborateurs bénévoles et autres, tout ce qui est d'un certain intérêt et qui se passe dans les pays étrangers.

Les grands journaux ont, généralement, des représentants dans les principales capitales. Les autres journaux, eux, se servent de la copie leur adressée par les agences télégraphiques qui, ayant des correspondants dans toutes les parties du monde, centralisent les nouvelles leur adressées par ceux-ci et les transmettent aux journaux qui sont leurs abonnés. C'est ainsi que les journaux d'importance moyenne, et qui ne peuvent se payer le luxe de rédacteurs parcourant l'univers, peuvent, néanmoins, rapidement, informer leurs lecteurs de tous les faits marquants se passant dans le vaste monde.

Les moyens d'information des grandes agences sont, évidemment, perfectionnés. Elles ont, généralement, des fils spéciaux entre les principales capitales. Elles utilisent aujourd'hui, on le conçoit, ce merveilleux et rapide moyen d'obtenir des informations venant de milliers de kilomètres, la T. S. F.

Parmi ces agences télégraphiques, il convient de noter, car elles sont les plus importantes :

Reuter ; Exchange Telegraph Co ; Central News, à Londres;
Havas ; Radio ; Information, à Paris ;
Wolf et *Hirschbureau*, à Berlin ;
Stefani, à Rome ;
Fabre, à Madrid ;
Agence des Balkans, à Vienne ;
Associated Press et *Laffan*, à New-York.

La République russe des Soviets a également ses agences internationales, *Rosta* et *Tass*, qui, comme les autres agences d'ailleurs, ne sont en somme que des organismes officieux du gouvernement.

A part les géants de la presse dont nous signalons la puissance par ailleurs, on peut dire que la plupart des journaux quotidiens du monde entier dépendent, dans une large mesure, des agences internationales télégraphiques. D'autre part, la plupart de celles-ci ont établi des accords, des ententes, réalisé

des fusions. L'agence *Reuter*, aujourd'hui, coordonne et centralise les informations de diverses autres agences.

Dans une belle brochure publiée en 1926, à l'occasion de l'inauguration de ses nouveaux locaux, *la Wallonie* (1) constate que l'agence *Havas*, qui fut fondée ne 1835, se fusionna en 1856 avec une agence d'annonces. Elle échangea des nouvelles contre paiement en publicité. Elle fournit aujourd'hui à la presse départementale française des flans entiers, c'est-à-dire des pages entières de composition.

En Belgique, nous avons aussi l'agence *Belga* qui travaille en relation directe avec de grandes agences comme *Reuter* et *Havas* pour ce qui concerne l'étranger. Elle a également de nombreux petits correspondants en Belgique, ce qui lui permet d'alimenter tout particulièrement la presse de province.

Les trusts de la presse

La presse, devenant de plus en plus une entreprise industrielle et commerciale, ne devait pas échapper, on le conçoit, à l'emprise capitaliste. Et celle-ci conduisit, rapidement, à la trustification.

Le trust anglais Nortcliffe-Rothermere, fondé en 1922, contrôle près de cent journaux. Tous ne sont évidemment pas de l'importance du *Daily Mail*, mais on conçoit tout de même que, réunis, ils constituent une puissance considérable et peuvent exercer, sur l'opinion publique anglaise, une énorme influence.

Il n'est pas le seul d'ailleurs tendant à la suprématie de la presse en ce pays.

Emile Vandervelde, dans un article consacré à l'examen d'un livre de Sydney et Béatrice Webb : *La Décadence de la*

(1) *Un Journal moderne*. - *La Wallonie*, éd.

Civilisation capitaliste (1), a aussi souligné la trustification de la presse d'opinion dans le Royaume-Uni.

Citons, de cet article, le long extrait suivant, qui marque l'ampleur de cette trustification :

« On se souvient, peut-être, de ce mot de Fletcher of Saltouns, disant que les capitalistes se souciaient assez peu de savoir qui ferait les lois, aussi longtemps qu'ils seraient maîtres des music-halls et des cinémas.

« Mais qu'est-ce que le film ou la chanson au regard de l'énorme pouvoir d'influencement que donnent aux classes riches, d'une part, la propriété des plus grands journaux, d'autre part, le monopole presque exclusif des annonces largement payées.

« Il y a quelques années, malgré tout, les journaux d'opinion parvenaient, tant bien que mal, à tenir le coup.

« Mais, étant donné les dépenses colossales qu'exige aujourd'hui la publication d'un journal bien outillé, bien informé, bien adapté aux exigences de ses lecteurs, nous voyons partout, dans ce domaine comme dans les autres, la concentration capitaliste à l'œuvre.

« Le *Daily Herald* nous apporte à cet égard, pour ce qui concerne l'Angleterre, de très instructives précisions.

« Deux grandes combinaisons viennent de se constituer : le groupe Starmer (libéral) et le groupe Berry (conservateur).

« Le chef du premier groupe est Sir Charles Starmer, ancien député libéral de Cleveland. Il était, jusqu'en ces derniers temps, directeur de la *Westminster Gazette*. Le groupe qu'il vient de constituer absorbe trente journaux libéraux de Birmingham, Bradford, Nottingham, Sheffield, ainsi que des autres districts textiles et du bassin houiller de Durham. Quand on étudie la liste des dirigeants du nouveau trust, on constate qu'ils sont, en même temps, directeurs ou membres des conseils d'adminis-

(1) *Le Capitalisme et les Journaux d'opinion en Angleterre*, par Emile Vandervelde. — *Le Peuple*, Bruxelles, 19 février 1928.

tration de sociétés se rattachant aux industries suivantes : banques, fabriques de biscuits, produits chimiques, ateliers de construction, vêtements, cacao et chocolat, assurances, restaurants, imprimeries, pharmacies, industrie de la laine et autres produits textiles (y compris la plus grosse firme de West Riding).

« Remarquez le chocolat. En Angleterre, le chocolat est, généralement, libéral ; la bière et le gin sont conservateurs.

« Après le groupe Starmer, voici le groupe Berry.

« Les Berry, qui sont, en même temps, à la tête de « concerns » groupant des charbonnages, des ateliers de construction et des aciéries, ne prennent le contrôle que de trente « journaux d'opinion » ; mais il y a, parmi eux, quelques-uns des plus importants et des plus répandus de Londres : le *Daily Telegraph*, par exemple, le *Daily Sketch*, le *Sunday Times*.

« Songez, d'autre part, à la formidable puissance pour le mal dont disposent des groupes plus importants encore, tels que celui de lord Rothermere, et vous comprendrez à quel point les Webb ont raison lorsqu'ils écrivent que « la masse de la population, en régime capitaliste, est à peu près incapable de se protéger elle-même contre le flot de suggestions, d'informations tendancieuses, ou, simplement, de fausses nouvelles, qui est répandu par la circulation géante de la presse. »

En Allemagne le grand industriel Hugo Stinnes tendit à une trustification géante de la presse au cours des années où son pays connut les horreurs de l'inflation. Le trust, à un moment donné, contrôla, dans toute l'Allemagne, un nombre important de grands quotidiens. L'écroulement du magnat mit fin à son entreprise journalistique.

Néanmoins existent en Allemagne des entreprises du même genre, parmi lesquelles il convient de placer au premier plan les groupes Morse, Ulstein et Hugenberg.

Le groupe Ulstein, l'un des plus puissants des trois, consomme 870.000 tonnes de papier par an ; ce qui représente environ 2.140 tonnes par jour. Pour la fabrication des clichés

nécessaires à ses illustrations il consomme, chaque année, près de 50.000 kilogrammes de cuivre et de zinc.

L'Amérique ne devait pas non plus, on le conçoit, rester en arrière dans le domaine de la trustification de la presse. Aussi on y rencontre des entreprises gigantesques. Et demain, aux Etats-Unis, à côté des rois du pétrole et de l'automobile, on pourra sans doute citer ceux de la presse.

Ne peut-il déjà mériter ce titre, cet homme qui, en 1887, recevait en héritage de son père un journal de San-Francisco et qui possède actuellement *24* grands quotidiens, *14* hebdomadaires et *11* magasines qui, réunis, atteignent un tirage de *13* millions d'exemplaires, ce qui représente certainement *40 millions* de lecteurs !

38.000 personnes sont occupées aux seuls quotidiens du trust.

Malheureusement de telles entreprises enlèvent à la presse tout caractère moral. Il s'agit, en Amérique surtout, d'affaires purement commerciales *où la pensée n'est guère considérée que comme un produit devant prendre, suivant les régions, la forme la plus apte à en assurer l'écoulement*. Il en résulte fatalement un ravalement du niveau spirituel de la presse.

Le journal américain *The Journalist*, en mars 1927, soulignait que le trust précité ne se faisait aucun scrupule de souffler froid à Chicago et chaud à Boston, au gré de ses intérêts.

Dans *Visage de la Nouvelle Amérique*, M. Scheffauer, après avoir indiqué « que presque toute la presse des Etats-Unis porte une empreinte capitaliste », écrit les lignes suggestives suivantes : « La presse américaine crée le climat mental et sentimental de la Nation. Qui donc, vivant dans un pays, peut échapper à l'influence du climat ? Qui trouverait facile de s'affranchir de l'habitude d'une drogue qu'on aurait appris à absorber presque avec le lait maternel? » (1)

En France aussi une concentration s'est opérée dans le domaine de la presse, mais sous des formes différentes. Signa-

(1) *Visage de la Nouvelle Amérique*, par Herman George Scheffauer, traduit de l'anglais par Marguerite Gay. — Rieder, éd., Paris.

lons notamment l'influence des Messageries Hachette, toutes dévouées aux cinq plus grands journaux parisiens. Ces Messageries disposent du monopole du transport des journaux, de la concession des aubettes à Paris, de celle des bibliothèques des gares. Elle a en mains des milliers et des milliers de marchands de journaux français. Elle peut ainsi, quand la chose lui agrée, saboter le lancement d'un journal nouveau ou simplement la vente d'un journal existant qui ne consentirait pas à passer par ses conditions de vente.

Lors du lancement du *Quotidien* — organe de gauche, qui depuis lors a déçu bien des Français ayant placé en lui leur confiance — il eut à surmonter bien des difficultés pour triompher de l'hostilité des Messageries.

M. Coty lui-même, malgré ses nombreux millions, dut faire de très gros efforts et aussi d'énormes sacrifices, les cinq grands journaux parisiens ayant mis les Messageries Hachette en demeure d'ignorer l'organe du parfumeur. Il ne s'agissait ici, en réalité, que d'une simple question de boutique, sur laquelle nous estimons ne pas devoir insister autrement et que nous signalons simplement à titre documentaire. (1)

Si de grands journaux de Paris ont des intérêts dans certains organes de province il n'y a pas, à vrai dire, en dehors du trust de la Presse régionale, fondé au capital de 3.350.000 francs, de grands trusts en France comme en Angleterre, en Allemagne ou en Amérique.

Le trust de la Presse régionale n'en constitue pas moins une très puissante entreprise. Fondé par des industriels du Nord, il englobe 11 quotidiens et 14 hebdomadaires. Son influence s'étend sur 63 départements — les deux tiers de la France — et il a à son service plus de 1.000 rédacteurs, 5.000 correspondants et 1.500 dépositaires, sans compter la multitude de marchands qui dépendent de ces derniers.

---

(1) M. Louis Latzarus, dans un livre terrible qu'il a consacré au parfumeur Coty, estime que ce dernier a dépensé 100 millions de francs pour le lancement et le maintien de *L'Ami du Peuple* au cours de sa première année d'existence.

Les journaux du trust sont alimentés par un bureau central de rédaction se trouvant à Paris. La copie adressée à ceux-ci est naturellement orientée dans la voie de la lutte anti-ouvrière, de la lutte contre les réformes sociales. Mais ici aussi, on agit habilement, afin d'obtenir une grosse clientèle de lecteurs. C'est goutte à goutte que l'on déverse le poison dont on attend des résultats efficaces pour les intérêts patronaux.

Un danger terrible

On comprend aisément, quand on sait l'influence de la presse sur l'opinion publique, que les puissances d'argent s'efforcent d'accaparer les grands organes qui, dans chaque pays, atteignent de larges masses.

En agissant ainsi ils acquièrent des armes puissantes, pouvant les servir merveilleusement en toutes circonstances, en même temps qu'ils constituent pour eux d'excellentes affaires financières.

Car les trusts, disposant de capitaux gigantesques, peuvent outiller chacun des organes qu'ils contrôlent de la façon la plus moderne : rotatives ultra-rapides, linotypes nombreuses, ateliers de photogravure perfectionnés, fils spéciaux, etc., etc.

Ils peuvent aussi avoir une véritable armée de rédacteurs, s'attacher des écrivains et des dessinateurs de talent, leur permettant de donner à leurs journaux le maximum de relief.

Aucune dépense ne peut les arrêter pour obtenir l'information la plus rapide, tant celle concernant l'intérieur du pays que celle venant de tous les coins du monde. Leurs fils spéciaux, leurs appareils de télévision leur permettent de recevoir, en un temps extrêmement réduit, des nouvelles et des photographies d'un continent à l'autre.

Ils peuvent aussi avoir des rédacteurs dans toutes les grandes capitales ou consacrer des sommes fabuleuses au grand reportage en faisant suivre les grands événements mondiaux par des journalistes de race, transformés en globe-trotters, réalisant

souvent de merveilleux tours de force, qui leur sont d'ailleurs facilités par le nombre imposant de dollars ou de livres sterling qu'ils peuvent y consacrer.

On comprend, dans ces conditions, que de tels journaux obtiennent la faveur du public, qui n'en entrevoit que le côté information.

Mais qui ne se rend compte que cette trustification de la presse constitue, précisément par cet aspect, un danger terrible, le plus terrible peut-être menaçant la démocratie?

M. Paul de Sury d'Aspremont, professeur du cours privé de journalisme à l'Université de Fribourg, dans un livre intitulé *La Presse à travers les Ages* (1), n'hésite pas à considérer le trust de presse comme une entreprise ayant « un caractère d'accaparement et de matérialisation pour tuer la presse indépendante par une exploitation défiant toute concurrence ». Et il pousse un cri d'alarme quand il dit: « Le danger est incalculable ; il est le plus grand temps de faire front contre cet accaparement systématique de la presse. »

Et, de leur côté, MM. André Billy et Jean Piot ont mis ce danger en relief, lumineusement, dans leur intéressant ouvrage, *Le Monde des Journaux* (2) :

« La puissance de la presse est chose indéniable. A côté de l'Exécutif, du Législatif et du Judiciaire, elle représente le Contrôle.

. . . .

« Mais le journal n'est pas seulement une tribune, mais aussi une industrie. Il faut de l'argent pour l'imprimer, le lancer, le soutenir dans les moments difficiles. Les puissances financières le guettent, s'en emparent... Et le Quatrième Pouvoir risque de n'être plus bientôt qu'un pouvoir subordonné à un autre, le plus puissant de tous peut-être : l'Argent.

---

(1) *La Presse à travers les Ages*, par Paul de Sury d'Aspremont. — Desclée, de Brouwer et Cie, éd., Paris-Bruges.

(2) Ouvrage déjà cité.

« Le jour où il en serait ainsi, où un petit groupe d'hommes très riches aurait mis la main sur tous les journaux importants d'un pays, c'en serait fini de la liberté de la presse. Elle ne serait pas étouffée brutalement comme par le dictateur : elle serait anesthésiée. Pour être plus douce, sa mort n'en serait pas moins certaine. Et le danger serait pire encore, parce que, la fin de cette liberté n'étant pas annoncée, beaucoup de gens ne se méfieraient pas et seraient plus faciles à duper. Le « Contrôle » ne serait plus qu'une illusion.

« Ce jour-là, la presse, fille de la démocratie, aurait tué sa mère. »

LA PRESSE BELGE

Laissez dire, laissez-vous blâmer, condamner, laissez-vous pendre, mais publiez votre pensée. Ce n'est pas un droit, c'est un devoir, car, si votre pensée est bonne, on en profite ; mauvaise, on la corrige, et l'on en profite encore.

PAUL-LOUIS COURIER.

Les premiers journaux belges

Le premier journal européen fut donc un organe de langue flamande. C'est là certes un fait dont peuvent s'enorgueillir les Flamands, comme ils peuvent être fiers d'ailleurs en bien d'autres domaines encore et tout particulièrement dans celui de la peinture.

Nous avons recherché le document par lequel les archiducs Albert et Isabelle accordèrent à l'imprimeur Abraham Verhoeven le droit de publier ce premier organe et l'avons trouvé dans un remarquable article de M. Ph. Bourson. (1)

En voici la traduction fidèle :

Albert et Isabelle-Claire-Eugénie, archiducs d'Autriche, ducs de Bourgogne, de Brabant et princes souverains des Pays-Bas ont, par un privilège spécial, donné en l'an de Notre-Seigneur seize-cent et cinq signé I. De Busschere, octroyé et accordé à Abraham Verhoeven, imprimeur-juré en la ville d'Anvers, de pouvoir imprimer et graver sur planches de bois ou de cuivre et de vendre dans tous les pays soumis à leur obéissance toutes les nouvelles, victoires, sièges et prises de villes que lesdits princes feraient ou obtiendraient, soit en Frise, soit aux environs du Rhin.

---

(1) *Histoire de la Presse*, par Ph. Bourson, publié dans l'ouvrage *Patria Belgica*.

De Nieuwe Tijdingen, c'est le nom du journal d'Abraham Verhoeven, eut son privilège renouvelé en 1620, dans un document se trouvant aujourd'hui à la Bibliothèque Royale de Bruxelles. Cette dernière possède également des numéros du dit journal, datés de 1616.

Dès 1621, la prospérité de la curieuse entreprise fut complète. *De Nieuwe Tijdingen* en effet ne paraît plus, comme à ses débuts, sur une feuille volante, mais la plupart de ses numéros contiennent, dès lors, huit et seize pages! Evidemment pas du format de nos quotidiens modernes.

Notre reproduction du premier numéro de ce périodique indique nettement qu'il s'agit bien d'un journal, apportant à ses lecteurs des nouvelles diverses, variées, touchant à une série de questions de l'actualité de l'époque.

Ce ne fut que quarante-quatre ans plus tard que fut imprimé, à Bruxelles, le premier journal de langue française : *Le Courrier véritable des Pays-Bas ou Relations fidèles extraites de diverses lettres*, publié par Jean Mommaerts, imprimeur des Etats du Brabant.

Le premier numéro sortit de presse le 27 août 1649. Il contenait une profession de foi curieuse, dont nous croyons intéressant de reproduire le passage suivant :

« Dans les relations de ce courrier, vous ne trouverez rien de contraire à la qualité qu'il se donne de *véritable*. Les choses y sont récitées brièvement et naïvement, sans affectation, ni déguisement. Vous n'y rencontrerez point des descriptions inutiles ni des dénombrements superflus qui ne servent qu'à multiplier les feuillets ; moins encore des exagérations de petits faits, ni ce rabaissement des plus grands dont on abuse par une complaisance servile et une curieuse malignité. En un mot, ce ne seront point des gazettes dont le nom et le procédé sont généralement décriés. »

En réalité, cette profession de foi était une habile réclame accompagnée d'un joli coup de patte aux « confrères » dont *Le Courrier véritable* allait devenir le concurrent!

Tint-il ses engagements? Il vécut en tout cas cent quarante-deux ans, mais fit peau neuve à diverses reprises. Il changea aussi plusieurs fois de titre et devint successivement: les *Relations véritables*, la *Gazette de Bruxelles* et la *Gazette française des Pays-Bas*.

A Liége, il semble bien qu'il n'y eut pas de journaux avant 1678, date à laquelle « Maximilien-Henri de Bavière accorda à son imprimeur (1), Jean-François de Milst, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre *gazettes*, articles, conditions aux traités de paix, passe-volants, lettres, avis, *journaux*, relations et généralement toute autre sorte de nouvelles ordinaires et extraordinaires en quelle forme et manière qu'elles soient et comment qu'on les puisse intituler ou nommer tenant nature de *gazettes*. »

C'est sous ce privilège, sans doute, que parut à Liége, en un modeste in-quarto en quatre pages les *Relations véritables de divers quartiers*.

D'autres petites publications virent encore le jour dans la Cité ardente vers la fin du XVII^{e} siècle. Parmi celles-ci il convient de signaler une feuille bi-hebdomadaire, *Recueil de Nouvelles*. Mais, chose extraordinaire, « aucune de ses nouvelles ne se rapportait au pays de Liége, la censure interdisant de présenter sur les faits touchant de trop près à l'autorité locale des relations qui auraient pu comporter à l'égard de celle-ci quelqu'appréciation désobligeante. L'éditeur se bornait donc à colliger les événements dont les pays étrangers et lointains, tels que la Russie, la Turquie ou la Perse, étaient le théâtre. Quand on songe à la pénurie de moyens d'information à cette époque, on s'imagine aisément quelle dose de fantaisie entrait dans la composition de ce *Recueil de Nouvelles* ».

Enfin en 1725, le 31 janvier, les imprimeurs J. Milst et N. Procureur obtinrent l'autorisation d'imprimer la *Gazette de Liége* qui existe toujours aujourd'hui, mais sous le titre de *Journal de Liége !*

---

(1) *La Presse au Pays de Liége*, édité à l'occasion du XXV^{e} Anniversaire de la Section Liége-Luxembourg de l'Association de la Presse Belge.

La *Gazette de Liége* parut bientôt trois fois par semaine, avec 4 ou 8 pages, mais sur petit in-quarto. De temps à autre, on en sortait des éditions spéciales qui s'intitulaient : *Gazette extraordinaire de Liége*. La *Gazette* contenait des annonces diverses tout comme aujourd'hui: offres et demandes d'emploi, locations d'immeubles, objets perdus, ventes, etc., etc.

A ses débuts la *Gazette de Liége* se vendit 3 liards, prix qui fut ramené par la suite à 2 liards, ce qui représentait environ 3 centimes d'avant-guerre, ou 21 centimes de notre monnaie actuelle.

A dater de 1725, on peut noter que la plupart des villes belges de quelque importance furent dotées d'un petit organe. Et, à dater de 1750, c'est par dizaine que l'on pourrait, d'un bout à l'autre du pays, relever les titres de journaux.

Le premier quotidien belge

Mais le premier quotidien belge ne fit son apparition qu'en 1777, le 1er février, un mois après le *Journal de Paris*, dont le premier numéro sortit de presse le 1er janvier.

Le titre du premier quotidien belge constituait certes une innovation. Il répondait en effet au nom de... *la Feuille sans titre !*

Nous ne ferons pas un historique de ces journaux de notre pays. Constatons d'ailleurs, pour ce qui concerne les organes de langue française tout au moins, qu'ils empruntèrent leur facture à la presse de Paris, ce qui s'explique d'ailleurs très bien quand on sait qu'avant 1830 il n'y eut pas chez nous d'esprit national, du fait que nos provinces vécurent jusqu'alors sous diverses dépendances : occupations espagnole, autrichienne, française, hollandaise.

Les difficultés des premiers journaux belges

La presse belge, au cours de son premier siècle d'existence, connut, comme celle des autres pays, des tracasseries multiples, des périodes où elle fut littéralement traquée, où elle connut les pires rigueurs d'Anastasie (la censure).

Nous pourrions citer de nombreux exemples à ce sujet. Rappelons tout d'abord l'avis qui fut donné en 1793 par le conseiller Rapédius de Berg, consulté sur l'état de la législation relative à l'imprimerie. Il disait en effet « que par l'édit du 25 juin 1729, de Charles VI, le Gouvernement s'est assuré le moyen de gêner dans tous les temps la liberté de la presse et le commerce des livres, autant que la chose est possible et que les circonstances des temps peuvent l'exiger ».

Après la Révolution brabançonne, la presse belge respira quelque peu. Mais, après la rentrée des troupes autrichiennes, elle dut à nouveau se mettre en sourdine. En 1794, les troupes françaises occupant notre territoire, la liberté est relative puisqu'elle ne peut en réalité s'exercer qu'à la condition de louer le vainqueur !

Histoire du Directoire, histoire de l'Empire, histoire des Pays-Bas représentent pour la presse belge de sombres périodes que nous ne pouvons, ici, retracer par le détail.

En 1815, le 20 avril, un arrêté commine des peines sévères « contre ceux qui débiteraient des bruits ou annonces tendant à alarmer ou troubler le repos public ». Ces peines sont énormes. Elles relèvent d'une Cour spéciale. Il n'y a point d'information préalable du juge d'instruction, point de recours en appel ou en pourvoi et les arrêtés sont exécutoires dans les vingt-quatre heures.

Cet arrêté souleva évidemment des protestations nombreuses, mais elles ne trouvèrent guère d'échos.

La question fut cependant portée en 1828 devant la seconde Chambre par le député Charles de Brouckère, qui demanda

l'abrogation de l'arrêté de 1815 ainsi que celle d'une loi de 1818 sur la presse, loi s'inspirant du dit arrêté.

Cette proposition fut rejetée, mais, le 11 décembre de la même année, un message du roi fut soumis à la seconde Chambre, accompagné d'un nouveau projet de loi sur la presse. Ce projet était tout simplement jésuitique, car s'il prétendait abroger l'arrêté de 1815 et la loi de 1818, il en reprenait néanmoins les pires dispositions sous des formes nouvelles.

Le nouveau projet fut âprement discuté au Parlement. Il en sortit finalement sous forme d'une loi nouvelle, le 1er juin 1830. Cette loi, aussi mauvaise que celle qui la précédait, fut combattue par l'opinion publique qui en réclama l'abolition immédiate.

Après la Révolution de 1830

La Révolution éclatait trois mois plus tard et le Gouvernement provisoire « abolissait les entraves par lesquelles le pouvoir avait jusqu'alors enchaîné la presse dans son expression et son développement ».

Et le 7 février 1831 la Constitution déclarait : « La presse est libre ; la censure ne pourra jamais être rétablie ; il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs. » Suivent toutes les dispositions qui, de nos jours encore, garantissent en Belgique la liberté de la presse, dont les délits sont soumis au jury, celui-ci ne pouvant, en matière de délits politique ou de presse, prononcer le huis-clos qu'à l'unanimité.

Le Congrès National, de son côté, rendit, le 20 juillet 1831, un décret sur la presse, conforme à l'esprit et à la lettre de la Constitution. Ce décret, que l'on peut considérer comme la charte fondamentale de la presse belge, abrogea les lois du 16 mai 1829 et du 1er juin 1830. Une loi de juillet 1832 le prorogea jusqu'au 1er mai 1833, date à laquelle il fut prorogé indéfiniment.

Ce décret du 20 juillet 1831, tout en précisant le caractère des délits de presse, indique que ceux-ci ne pourront être pour-

suivis que sur la plainte de la partie calomniée ou injuriée, exception faite pour les délits d'injure ou de calomnie envers le roi, les membres de sa famille, envers les corps ou individus dépositaires ou agents de l'autorité publique, en leur qualité ou à l'occasion de leurs fonctions, qui pourront être poursuivis d'office.

C'est également ce décret de 1831 qui fixe la question du *droit de réponse*. Il dit textuellement: « Toute personne citée dans un journal, soit nominalement, soit indirectement, aura le droit d'y faire insérer une réponse, pourvu qu'elle n'excède pas mille lettres d'écriture ou le double de l'espace occupé par l'article qui l'aura provoquée. Cette réponse sera insérée, au plus tard, le surlendemain du jour où elle aura été déposée au bureau du journal à peine, contre l'éditeur, de vingt florins d'amende pour chaque jour de retard. »

Une loi du 6 avril 1847, relative aux offenses à la famille royale, apporte quelques modifications au décret de 1831. Une loi du 20 décembre 1832 relative à la répression des offenses envers les chefs des gouvernements étrangers; une loi du 12 mars 1858 concernant les crimes et les délits qui portent atteinte aux relations internationales ; une loi du 25 mars 1891 portant répression de la provocation à commettre des crimes ou des délits ; un arrêté-loi du 19 juillet 1926 déterminant les mesures destinées à réprimer les avis ou informations de nature à ébranler le crédit de l'Etat, constituent, avec le décret de 1831, la législation actuellement en vigueur, en Belgique, en ce qui concerne la presse.

Enfin, le 25 mai 1848, une loi abolit l'impôt du timbre sur les journaux et écrits périodiques. Cet impôt variait de 24 à 32 p. c. du produit brut des abonnements.

Cette loi ne fut pas, on le comprend, qu'un aspect nouveau de la volonté du législateur de renforcer la liberté de la presse, mais elle eut des conséquences énormes au point de vue du développement des journaux.

Cet impôt, très lourd, était une véritable entrave à la large diffusion des feuilles de l'époque. Sa suppression permit à leurs

directeurs d'agrandir les formats et de réduire les prix et par conséquent de pénétrer ainsi dans de nouveaux milieux.

Ajoutons qu'un essai de journal officiel fut tenté en 1830, le 19 octobre, sous le titre: *Union Belge*. Ce journal cessa de paraître le 3 mars 1831.

Le *Moniteur Belge* le remplaça. Il fut créé le 10 juin 1831.

La presse moderne en Belgique

La presse belge a, de tout temps, été inférieure à la presse de certains pays voisins, comme l'Allemagne, la Hollande, et la France d'ailleurs.

La coexistence de deux langues en Belgique, pour une population de sept millions d'habitants, réduit déjà singulièrement les possibilités de grands tirages. D'autre part, l'instruction obligatoire n'existant pas avant la guerre, nous comptions chez nous des milliers d'illettrés ou de gens ne pouvant faire l'effort intellectuel indispensable pour lire un journal. Second handicap. Il en est un troisième: c'est qu'en Belgique, plus qu'ailleurs, le journal fut toujours vendu à un prix ridiculement bas. Il est impossible dans ces conditions de fournir une matière abondante, variée, de première qualité.

Quelques journaux seulement en Belgique ont de sérieux tirages. Sur les 63 quotidiens que la bourgeoisie éditait en 1928, il en était plus de quarante à très petits tirages. Certains quotidiens belges de province ne tirent pas 2000 exemplaires !!

Ces journaux vivent souvent de subventions de clans politiques et de publicité. A ce dernier point de vue, ils n'hésitent pas à masquer, impudemment, leur tirage aux courtiers de publicité. Ils affirment souvent, sans vergogne, des tirages cinq ou six fois plus importants qu'ils ne sont en réalité !! Et ils trouvent toujours des commerçants naïfs pour les croire.

Il n'en est pas moins vrai que l'on rencontre, en province, dans des centres comme Liége, Charleroi, Anvers et Gand,

quelques organes bourgeois vraiment importants et pouvant rivaliser avec certains journaux bruxellois. C'est le cas, notamment, pour des organes comme *la Meuse* et la *Gazette de Charleroi*.

A Bruxelles, les organes bourgeois que l'on peut considérer comme les plus importants sont *le Soir*, organe neutre, officieux de tous les gouvernements qui se succèdent au pouvoir ; *la Dernière Heure*, vivant particulièrement de son information sportive ; *la Libre Belgique*, le grand organe catholique, et *la Nation Belge*, organe nationaliste. Signalons également les deux grands organes de langue flamande: *het Laaste Nieuws*, organe libéral, et *Nieuws van den Dag*, organe catholique.

Il est certain que le nombre des quotidiens belges est trop élevé pour l'exiguïté du territoire de notre pays. Le nombre des quotidiens de province est surtout anormal. Il ne faut pas perdre de vue que les grands quotidiens de Bruxelles, se tirant encore à onze heures du soir, voire à minuit, peuvent toujours être distribués dans de nombreuses localités du pays à la première tournée postale du matin.

Et si l'on tient compte qu'en de nombreuses petites villes il y a des journaux bi et tri-hebdomadaires, on conçoit aisément les faibles tirages auxquels nous faisons allusion, pour des quotidiens mal outillés, fatalement mal informés et d'une tenue spirituelle plus que médiocre. Et surtout si l'on considère que ces journaux sont vendus au même prix que ceux de la capitale.

Ce grand nombre de journaux quotidiens dans notre petit pays est aussi, incontestablement, l'une des causes d'infériorité qui caractérise la presse de notre pays, quand on la compare à celle de l'étranger.

LA PRESSE SOCIALISTE BELGE

La presse, machine qu'on ne peut plus briser, continuera à détruire l'ancien monde jusqu'à ce qu'elle en ait formé un nouveau.

CHATEAUBRIAND.

Les premiers journaux socialistes belges

Nous avons emprunté à une excellente brochure, éditée par *La Presse Socialiste*, les éléments de ce chapitre, tant en ce qui concerne l'histoire des premiers journaux socialistes qu'en ce qui concerne celle du grand quotidien *le Peuple*.

La Belgique, « terre promise du capitalisme », suivant la pittoresque expression de Karl Marx, comptait 45 pour cent d'illettrés lorsque les zélateurs de l'*Internationale* entreprirent de publier des journaux. Ce fut, dès 1867, *le Mirabeau*, rédigé par de pauvres tisserands verviétois ; puis, vers le même temps, *l'Ami du Peuple*, que dirigeait Mathèwe, un ouvrier tailleur de Liége ; en 1869, Philippe Coenen, ouvrier cordonnier, fonde *de Werker* et Louis Bertrand, alors ouvrier marbrier, édite en 1878 *la Voix de l'Ouvrier;* en 1884, le *Vooruit* paraît à Gand.

Feuilles éphémères pour la plupart, écloses un jour, mortes parfois le lendemain. Quelques-unes pourtant parvinrent à se maintenir au prix des grands sacrifices que s'imposaient leurs rédacteurs, leurs éditeurs, leurs typos et parfois... leurs imprimeurs.

Lorsque, le 15 novembre 1885, le quotidien démocrate *le National Belge*, de Bruxelles, cessa de paraître, son rédacteur en chef, Jean Volders, en collaboration avec ses amis de la rédaction, César de Paepe et Van Caubergh, fit paraître un journal hebdomadaire sous le titre : *La République*.

Mais le vœu des militants socialistes et ouvriers d'alors était de disposer, au plus tôt, d'un organe quotidien, si modeste fut-il. Il s'agissait, avant tout, pour réussir dans cette entreprise, d'unir les forces disponibles. Le Conseil Général du Parti Ouvrier belge y consacra ses efforts et, peu après, *la Voix de l'Ouvrier* fusionnait avec *la République* pour assurer la publication d'un organe quotidien, intitulé *le Peuple*, et qui devait se vendre 2 centimes .

CÉSAR DE PAEPE
Fondateur du Peuple

Le matériel typographique fut trouvé chez un camarade typographe, Guillaume Vanderlinden, et complété par un achat à tempérament. Les cinq camarades typographes, premiers compositeurs du *Peuple*, les citoyens G. Vanderlinden, Pierre Rogie, Gerrebos, Neeckxkens et H. Neefs, s'engageaient à régler la facture par des versements mensuels.

Au moment de la constitution de la coopérative *Le Peuple*, le matériel tout entier fut évalué 1,400 francs !

L'imprimerie, la rédaction et l'administration furent instal-

lées dans deux chambres de l'immeuble portant alors le n° 12 de la rue des Sables; la typographie au second étage, la rédaction, l'administration et l'expédition dans une seule et même pièce du premier étage !

Fondateur du Peuple

" Le Peuple " sort de presse

Le Peuple sortit de presse pour la première fois sous la date du 13 décembre 1885. C'était une toute petite feuille de quatre pages, contenant à peine la matière d'une demi-page du *Peuple* actuel.

Son programme tenait en ces quelques lignes vigoureuses :

Notre titre l'indique, c'est au nom de la grande foule anonyme que nous allons batailler, ferme et fort.

Il faut à la masse une feuille parlant son rude et mâle lan-

gage, attaquant sans crainte les oppresseurs, mettant à nu les turpitudes et les exactions d'en haut et les souffrances d'en bas.

Nous serons cette feuille.

Si tous ceux qui doivent nous aider font leur part de travail, le Peuple *vivra.*

Et c'est nécessaire.

Le principe de la constitution du journal en société coopérative avait été admis et bien que toutes les formalités légales n'eussent, à ce moment, point encore été accomplies, le premier numéro du nouvel organe socialiste sous le titre : « Notre journal », s'exprimait ainsi :

Le Peuple *est constitué en société coopérative.*

Les différents éléments de la classe ouvrière et les diverses organisations coopératives ont leurs représentants au sein de nos comités.

Le Comité de rédaction du journal est composé des citoyens Louis Bertrand, ancien rédacteur de la Voix de l'Ouvrier, *Gustave Defnet, secrétaire de la Ligue Ouvrière de Bruxelles, César de Paepe, président de la Ligue bruxelloise de la « Réforme électorale », Joseph Maheu, secrétaire du Parti Ouvrier, Adolphe Van Caubergh, président de la Libre Pensée de Bruxelles, Désiré Vandendorpe, secrétaire de la Générale Ouvrière, et Jean Volders, ancien rédacteur en chef du* National Belge.

Le Comité d'administration est composé des citoyens Edouard Anseele, rédacteur du Vooruit *de Gand, J.-E. Bosiers, secrétaire de la Boulangerie coopérative ouvrière de Bruxelles, Isidore Deneef, secrétaire du Parti Ouvrier, Oscar Falleur, secrétaire de l'Union Verrière de Charleroi, Joseph Milot, trésorier des Cosmopolitains, Romain Van Loo, ancien administrateur de* la Voix de l'Ouvrier, *et J.-B. Wets, président de l'Association générale ouvrière et secrétaire des Pharmacies populaires à Bruxelles.*

Le Comité de rédaction a un rédacteur-délégué, Jean Vol-

ders, et le Comité d'administration a un administrateur-délégué, Joseph Milot.

Deux rédacteurs sont payés; il en est de même de l'administrateur-délégué. Rédacteurs, administrateur-délégué et compositeurs touchent le même salaire, celui établi par l'Association Libre des Ouvriers Compositeurs-Typographes de Bruxelles.

Louis BERTRAND
Ministre d'Etat
Fondateur du Peuple *auquel il collabore depuis sa fondation*

Les premiers numéros du nouveau journal se vendirent à 11,000 et à 12,000 exemplaires, mais plus tard, en des heures difficiles, on enregistra une régression qui fit parfois tomber le tirage à 7,000 exemplaires.

Le Peuple ne se maintint, dans les débuts surtout, qu'au prix des sacrifices personnels les plus durs de ceux qui le composaient, qui l'écrivaient et qui travaillaient à sa diffusion.

On a rapporté à ce propos le mot du caissier, Jef Milot, répondant avec flegme à l'indésirable qui lui présentait une

quittance au moment où le dernier sou s'était envolé : « Il est 6 heures, mon ami; la caisse est fermée. »

La coopérative " Le Peuple "

Le 1er mars 1886, la société coopérative *Le Peuple* était définitivement constituée et son premier Conseil d'administration ainsi formé : Jean Volders, Louis Bertrand, Boone (ouvrier tailleur), Bosiers (bijoutier), Delmotte (typographe), Jef Milot et Léger.

Les commissaires furent les citoyens Ch. Faes, Ch. Minne et H. Neefs.

JOSEPH WAUTERS
dirigea Le Peuple *pendant vingt ans*
(Vu par H. Lemaire)

Les installations du journal, transférées rue du Persil, furent légèrement améliorées.

Mais, en raison de la modicité des ressources dont pouvait disposer un organe vendu 2 centimes l'exemplaire, *le Peuple* ne

parvenait à vivre que très péniblement. Il dut de résister aux coups du sort à l'intervention de la coopérative ouvrière la *Maison du Peuple* qui, finalement, reprit pour son compte l'actif et le passif de la coopérative *Le Peuple* et assura la publication régulière du journal.

Vers 1891, le format de l'organe socialiste avait été agrandi et sous cet aspect nouveau il se vendait 3 centimes l'exemplaire. Ce prix de vente trop modique ne permettait pas de faire un grand journal bien informé et capable de suffire à ses besoins.

C'est alors que Louis Bertrand proposa à Jean Volders, rédacteur en chef, d'éditer un grand *Peuple* à 5 centimes, quitte à faire paraître à côté de lui, sous le titre de *l'Echo du Peuple*, un diminutif du grand organe. Il fallait, pour rendre viable la combinaison nouvelle, créer une société coopérative disposant, au moins, d'un capital de 50,000 francs.

La « Presse Socialiste » est constituée

L'idée fut favorablement accueillie par les groupes du Parti Ouvrier belge et par les militants. Le 22 janvier 1892 l'acte constitutif de la société coopérative la « Presse Socialiste » paraissait au *Moniteur Belge*.

L'article 4 des statuts définit comme suit le but de l'entreprise :

« La Société a pour objet la publication à bon marché de journaux socialistes. »

Voici la liste des fondateurs de la « Presse Socialiste » :

1. Louis Bertrand; 2. Gustave Defnet; 3. Jean Eggerickx ; 4. Joseph Maheu ; 5. L. Renardy ; 6. G. Vanderlinden; 7. Romain Van Loo; 8. F. Van Nyllen; 9. Jean Volders; 10. Casimir Debecker; 11. Emile Mahieu; 12. Henri Van Havermaet.

Le Peuple, dès lors, parut en un format agrandi et se vendit

5 centimes, tandis que *l'Echo du Peuple,* doublure du grand journal, était vendu au prix de 2 centimes.

La « Presse Socialiste » fit l'acquisition d'un immeuble situé au n° 35 de la rue des Sables, à Bruxelles. C'est dans cet immeuble, transformé et considérablement agrandi avec le concours de la « Prévoyance Sociale », société coopérative ouvrière d'assurances, qui en est devenue propriétaire, que se trouvent installés tous les services du *Peuple :* rédaction, administration, imprimerie, expédition.

" Le Peuple " à 5 centimes " L'Echo du Peuple "

A partir de 1896, le grand journal socialiste d'expression française multiplie ses éditions, destinées aux grandes régions du pays: Bruxelles, Liége, le Centre (région de La Louvière) et le Borinage. Il paraît parfois sur six pages et son tirage passe de 11,000 à 45,000 exemplaires, tandis que *l'Echo du Peuple* tire à 15,000 et que le quotidien liégeois, édition du *Peuple* paraissant sous le titre *En Wallonie,* dessert plus de 15,000 lecteurs.

Quelque temps après, un nouvel effort est tenté pour assurer la pénétration de la presse socialiste française dans l'agglomération bruxelloise. Un appel, « Aux socialistes, aux démocrates, à tous les travailleurs », imprimé 35, rue des Sables, à Bruxelles, annonce que :

Le Peuple *aura deux éditions spécialement destinées à l'arrondissement de Bruxelles. La première paraîtra à 6 heures du soir avec le compte rendu complet de la Chambre et toutes les nouvelles de la journée, du pays et de l'étranger.*

La deuxième édition sera imprimée sur papier rose. Elle paraîtra le matin, à la première heure et contiendra les comptes rendus des séances des conseils communaux de l'agglomération bruxelloise et toutes les nouvelles de la soirée et de la nuit.

Nous nous efforcerons de faire du Peuple *un journal instructif, varié, agréable à lire, bien vivant, un organe d'étude, d'éducation et de combat mis au service de la démocratie socialiste.*

Cet idéal, la « Presse Socialiste » n'a cessé de le poursuivre et de s'en rapprocher autant que la chose a été en son pouvoir.

L'appel dont nous parlons insistait encore sur la contradiction du geste de ceux qui se disent socialistes ou prolétaires et qui soutiennent néanmoins, indirectement, la presse ennemie du prolétariat.

Chaque fois, disait-il, que des travailleurs dépensent 2 ou 5 centimes pour acheter un journal capitaliste, ils renforcent leur ennemi, ils trahissent les intérêts de leur parti et de leur cause. Que surgisse une grève, un grand mouvement politique ou économique, les journaux capitalistes lutteront contre la classe ouvrière avec l'argent même que les ouvriers leur ont bénévolement fourni. C'est ce qu'on appelle donner des verges pour se faire fouetter.

Toute cette propagande ininterrompue, aidée quelque peu par les événements de la vie politique et économique du pays, devait porter ses fruits.

82.000 exemplaires

Alors qu'en 1892 les tirages du *Peuple* et de *l'Echo du Peuple* réunis se chiffraient par une moyenne de 23,780 exemplaires, la vente de ces deux organes s'élevait, en 1906, à plus de 82,000 exemplaires.

Mais la direction de la « Presse Socialiste », son administration et les militants des groupes poussaient à la lecture du grand journal plus complet, plus riche d'articles de théorie et d'appréciations, moins « feuille de faits-divers » et davantage organe de formation intellectuelle des masses. Et des résultats heureux couronnent ces efforts incessants.

Le rapport sur la « Presse Socialiste », présenté au Congrès national du Parti Ouvrier Belge, en avril 1912, constate que l'augmentation du nombre des lecteurs du *Peuple,* obtenue en bonne partie au détriment de la diffusion de *l'Echo du Peuple,* a été, fin 1911, de 33,394.

A ce moment, sur l'ensemble des lecteurs des journaux édités par la « Presse Socialiste », l'augmentation enregistrée se chiffrait par 10,392.

LOUIS DE BROUCKÈRE
Sénateur
dirige la chronique étrangère du Peuple

Un tel résultat avait été rendu possible par les améliorations continuelles apportées dans la confection du *Peuple.* Les informations étaient plus étendues, plus variées, plus rapides. Des rubriques nouvelles avaient été ajoutées.

La progression était constante.

Ce mouvement est allé s'accentuant jusqu'au 20 août 1914.

Après la guerre

Ce jour-là, l'envahisseur du territoire belge ayant pénétré dans la capitale du pays, le *Peuple* cessa de paraître. Il reprit sa publication en novembre 1918, mais au prix des plus grandes

EMILE VANDERVELDE
Député, ancien Ministre
Leader socialiste belge
Collaborateur au Peuple *et à* La Wallonie

difficultés : l'occupant, en effet, avait commencé le démontage du matériel et enlevé les moteurs, ainsi que les pièces de cuivre des machines. Il fallut tirer le journal sur les presses d'une

imprimerie ayant échappé à la dévastation allemande, en attendant la reconstitution des rotatives et des machines à composer.

L'Echo du Peuple, dès ce moment, cessa de paraître ; *le Peuple* parut seul et bientôt son tirage atteignit celui des deux journaux réunis d'avant-guerre. Depuis lors, l'ascension ne s'est plus arrêtée. Le gain du nombre des lecteurs, qui fut de 8,000 en 1922 pour *le Peuple* et *la Wallonie,* s'accentua encore en 1923, année pendant laquelle on enregistre 5,000 lecteurs nouveaux.

Un nouveau bond, sensible, fut réalisé pour *le Peuple* en 1928, *l'Avenir du Borinage* ayant fusionné avec lui. Près de 20,000 lecteurs nouveaux furent acquis à cette occasion, qui fut suivie d'une grande campagne de propagande pour la diffusion la plus large de l'organe national, campagne qui fut dirigée avec méthode par le secrétaire de la Fédération boraine, le citoyen Georges Plumat.

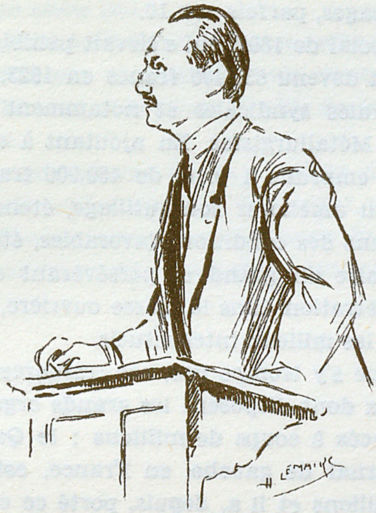
" La Wallonie „

Dès la reprise de la vie sociale et politique en Belgique, apparut aux yeux des dirigeants de la « Presse Socialiste » la nécessité de donner une place toute spéciale à l'édition de Liége, dont l'importance était déjà très grande en 1914. Il fallait satisfaire aux besoins un peu spéciaux de cette région industrielle, où le mouvement ouvrier est particulièrement puissant, où l'organisation syndicale est l'une des premières du pays.

On décida d'éditer un *Peuple de Liége* et de l'éditer sur place; il donnait les informations de la capitale, complétées par les dernières nouvelles locales.

En 1920, cette différenciation fut encore accentuée par un changement de titre et par l'élargissement des rubriques locales et régionales. C'est ainsi que *la Wallonie* vit le jour. Le succès ne se fit pas attendre et aujourd'hui *la Wallonie* est devenue l'un des plus importants sinon le plus important, et l'un des plus répandus parmi les journaux de la métropole wallonne.

Elle est logée dans un magnifique local, situé au cœur de la Cité ardente, rue de la Régence. Notre ami Isi Delvigne, qui en est le directeur, a fait d'ardentes campagnes en faveur de *la Wallonie*. La plus belle fut celle déclenchée en faveur de l'abonnement collectif des membres de la Centrale des métal-



Isi DELVIGNE
Député
Directeur de La Wallonie *et collaborateur au* Peuple
(vu par Lemaire)

lurgistes de la province de Liége, qui fut couronnée d'un plein succès et qui a eu pour conséquence d'accroître considérablement encore le tirage du vaillant organe. Celui-ci joue désormais dans la vie politique de la Fédération liégeoise un rôle de premier plan. Il aide également puissamment les autres fédérations de la province de Liége dans les mouvements de propagande.

6, 8 et 10 pages

Depuis 1910, *le Peuple*, qui paraissait sur 6 pages par intermittence, a augmenté le nombre de ses numéros à pages multiples. Chaque fois que le prix du papier et des matières premières l'ont permis, il a paru quotidiennement et régulièrement sur 6 pages. Depuis 1924, *le Peuple* et *la Wallonie* se tirent chaque jour sur 6 et 8 pages, parfois sur 10.

Le capital social de 1892, qui s'élevait péniblement à quelque 60,000 francs, est devenu 635,400 francs en 1923, par l'appui des puissantes centrales syndicales et notamment par celui des Mineurs et des Métallurgistes. En ajoutant à ce capital initial le produit d'un emprunt 4 p. c. de 450,000 francs, la « Presse Socialiste » a pu améliorer son outillage, étendre ses installations, acheter dans des conditions favorables, éteindre les dettes antérieures et faire un grand et persévérant effort de propagande et de pénétration dans la classe ouvrière, parmi les techniciens et dans les milieux intellectuels.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, ces ressources ne sont rien à côté des capitaux dont disposent les grands organes capitalistes ou bourgeois lancés à coups de millions ; *le Quotidien*, le nouveau grand journal de gauche, en France, est parti avec un capital de 10 millions et il a, depuis, porté ce capital à 25 millions. Ces chiffres doivent faire réfléchir tous les travailleurs avides d'avoir une presse libre et forte.

Les autres quotidiens socialistes belges

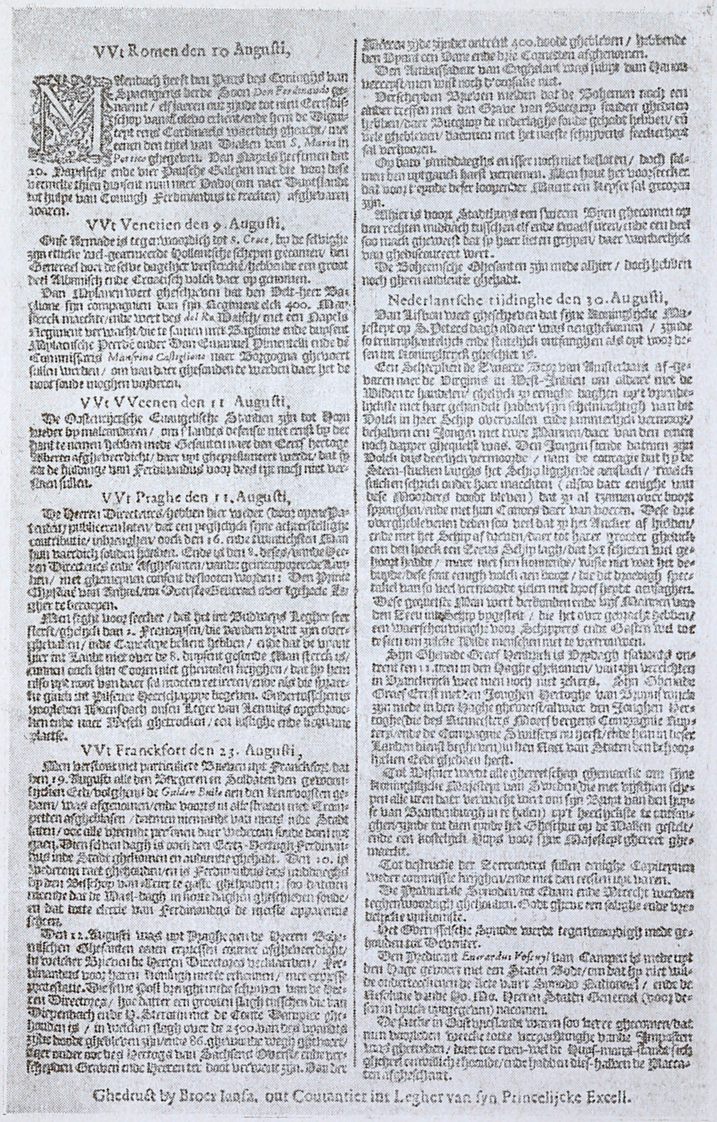
Indépendamment du *Peuple* et de *la Wallonie*, deux autres organes socialistes de langue française mènent également le bon combat en Wallonie : *le Journal de Charleroi*, que dirigent, avec autorité, Gustave et Marius des Essarts; *le Travail*, de Verviers, organe particulièrement syndicaliste, que dirige actuellement le

citoyen Masson, ancien secrétaire de la Centrale d'Education et que dirigea très longtemps le regretté Roggeman.

Le Parti Ouvrier Belge a aussi deux quotidiens officiels de langue flamande, organes très importants et qui ont, depuis quelques années, augmenté leur tirage dans des proportions vraiment remarquables. Le nombre des lecteurs à la presse socialiste flamande a plus que triplé sur les chiffres d'avant-guerre. Et la progression ne cesse pas.

Le *Vooruit* est édité à Gand. Il rayonne surtout sur les deux Flandres. Il est dirigé par un homme jeune, énergique et intelligent, Gustave Balthazar, échevin de la ville de Gand et député de l'arrondissement.

La *Volksgazet*, qui rayonne sur la province d'Anvers et les arrondissements de Bruxelles, Louvain, Tirlemont, etc., est dirigée par W. Eckelers, dont on connaît la puissance de travail et qui est, lui aussi, échevin de la ville d'Anvers et député de cet arrondissement.



VVt Romen den 10 Augusti,

MAendach heeft den Paus des Coninghs van Spaengiens derde Soon *Don Ferdinando* ghenaemt / als wesende in sijnde tot niet Eertsbisschop van Toledo ... ende hem de Dignitept eens Cardinaels waerdich gheacht / met ... den tytel van Diaken van *S. Maria in Portico* ghegeven. Van Napels verstaen men dat 10. Napelsche ende vier Pausche Galeyen met die van dese vermelte thien duysent man naer Dado(om naer Duytslandt tot hulpe van Coningh Ferdinandus te trecken) afghevaren waren.

VVt Venetien den 9. Augusti,

Onse Armade is tegenwoordich tot *S. Croce*, by de selvighe zijn ettelicke wel-gearmeerde Hollantsche schepen gecomen / den Generael door de selve dagelijcx versterckt / hebbende een groot deel Albanisch ende Croatisch volck daer op genomen.

Van Meylanen wert gheschreven dat den Velt-heer Barbione sijn compagnien van sijn Regiment elck 400. Man sterck maeckte / ende wert des *del Re* Walsch / met een Napels Regiment verwacht / die te samen met Barbione ende duysent Meylaensche Peerde onder Don Emanuel Pimentelli ende de Commissaris *Manfrino Castiglione* naer Borgogna ghevoert sullen werden / om van daer ghesonden te werden daer het de noot soude moghen vorderen.

VVt VVeenen den 11 Augusti,

De Oostenrijcksche Evangelische Standen zijn tot Horn weder by malcanderen / om 's landts defensie met ernst by der hant te nemen hebben mede Gesanten naer den Eerts hertoge Albertus afghevaerdicht / daer uyt gheprsatiteert werdt / dat sy ... de huldinge van Ferdinandus voor dees tijt noch niet verstaen sullen.

VVt Praghe den 11. Augusti,

De Heeren Directeurs / hebben hier weder (door opene Patenten) publiceeren laten / dat een yeghelijck sijne achterstellighe contributie / inbrenghen / oock den 16. ende twintichsten Man ... [illegible] ... Ende is den 8. deses / van de Heeren Directeurs ende Afghesanten / van de geincorporeerde Landen / met ghemeynen consent besloten worden: Den Prince ... van Anhalt / tot Overste Generael over ... Legher te beroepen.

Men seght voor seecker / dat het int Budweys Legher seer sterft / ghelijck dan 2. Fransoysen / die beyden bysont zijn overghevallen / ende ... hebben / ende dat de vyant hier int Landt niet over de 8. duysent gesonde Man sterck is / ... [illegible] ... Ondertusschen is ... [illegible] ... ende naer ... ghetrocken / een ... ende bequame plaetse.

VVt Franckfort den 23. Augusti,

Men verstaet met particuliere Brieven uyt Franckfort dat den 19. Augusti alle den Burgeren en Soldaten den gewoonlijcken Eet / volghens de *Gulden Bulle* aen den Keurvorsten gedaen / was afgenomen / ende voorts in alle straten met Trompetten afgheslagen / datmen niemandt van wat(s) inde Stadt laten / oock alle vreemde persoonen daer wederom souden ... gaen. Den selven dagh is oock den Eertz-Hertogh Ferdinandus inde Stadt ghekomen en audientie ghehadt. Den 20. is wederom raet ghehouden / en is Ferdinandus des middaechs by den Bisschop van Trier te gaste ghehouden; soo datmen meende dat de Wael-dagh in korte daghen gheschieden soude / en dat tot electie van Ferdinandus de meeste apparentie scheen.

Den 12. Augusti was uyt Praghe aen de Heeren Boheymischen Ghesanten eenen expressen courier afghevaerdicht / ... [illegible] ... de Heeren Directeurs verklaerden / Ferdinandus voor haren Koningh niet te erkennen / met expresse protestatie. Die selve Post brenght mede schryven van de Heeren Directeurs / hoe datter een grooten slagh tusschen die van Diepenbach ende H. Stratain met de Conte Dampier ghehouden is / in welcken slagh over de 2500. van des vyandts syde doode ghebleven zijn / ende 86. ghevanghen wegh ghevoert / ... [illegible] ... verscheyden Graven ende Heeren ter doot verwont zijn. Van der Wederszijde zijnder ontrent 400. doode ghebleven / hebbende den Vyant een Vane ende drie Cornetten afghenomen.

Den Ambassadeur van Enghelant was subijt van Hauwe vertrocken / men wist noch d'oorsake niet.

Verscheyden Brieven melden dat de Bohemen noch een ander treffen met den Grave van Bucquoy souden ghehadt hebben / daer Bucquoy de nederlaghe soude gehadt hebben / en vele ghebleven / daermen met het naeste schryvens seeckerheyt sal verstaen.

Op den ... [illegible] ... en isser noch niet besloten / doch salmen den uytganck haest vernemen. Men hout het voor seecker dat voor t'eynde deser loopender Maent een Keyser sal gecoren zijn.

Alhier is voor Stadthuys een swaeren Wyn ghecomen op den rechten middach tusschen elf ende twaelf uren / ende een deel soo machtich gheweest dat sy haer lieten grypen / daer wonderlijck van gediscoureert wert.

De Boheemsche Ghesanten zijn mede alhier / doch hebben noch gheen audientie ghehadt.

Nederlantsche tijdinghe den 30. Augusti,

Van Lisbon wert gheschreven dat sijne Koninghlijcke Majesteyt op S. Peters dagh aldaer was aenghekomen / zijnde so triumphantelijck ende statelijck ontfanghen als oyt voor desen int Koninghrijck gheschiet is.

Een Schepken de Swarte Beer van Amsterdam af-ghevaren naer de Virginis in West-Indien om aldaer met de Wilden te handelen / ghelijck sy eenighe daghen op't vriendelijckste met haer gehandelt hadden / sijn schelmachtigh van het Volck in haer Schip overvallen ende jammerlijck vermoort / behalven een Jongen met twee Mannen / daer van den eenen noch dapper ghequetst was. Den Jongen siende datmen zijn Volck dus deerlijck vermoorde / nam de couragie dat hy de Steen-stucken langhs het Schip ligghende aensach / welck stucken schrick onder haer maeckten (alsoo daer eenighe van dese Moorders doodt bleven) dat sy al tsamen over boort spronghen / ende met haer Canoes daer van voeren. Dese drie overghebleven deden soo veel dat sy het Ancker af hieuden / ende met het Schip af dreven / daer tot haer grooter gheluck om den hoeck een Eeuws Schip lagh / dat het schieten wel gehoort hadde / maer niet sien konnende / wiste niet wat het bedrydde / dese sont eenigh volck aen boort / die het droevigh spectakel van so veel vermoorde zielen met droefheyt aensaghen. Dese gequetste Man wert verbonden ende vyf Mannen van den Eeu int Schip ghestelt / die het over gebracht hebben / een waerschouwinghe voor Schippers ende Gasten wel toe te sien om sulcke Wilde menschen niet te vertrouwen.

Syn Ghenade Graef Hendrick is Dyndagh tsavonts ontrent ten 11. uren in den Haghe ghekomen / wat zijn verrichten in Vranckrijck weet men noch niet zekers. Syn Ghenade Graef Ernst met den Jonghen Hertoghe van Brunswijck zijn mede in den Haghe gheweest / alwaer den Jonghen Hertoghe (die des Ritmeesters Moers bergens Compagnie Ruyters / ende de Compagnie Switsers nu heeft / ende hem in deser Landen dienst beghe(ven)) in den Raet van Staten den behoorlijcken Eedt ghedaen heeft.

Tot Wismer wort alle ghereetschap ghemaeckt om sijne Koninghlijcke Majesteyt van Sweden (die met vijfthien schepen alle uren daer verwacht wort om syn Bruyt van den Huyse van Brandenburgh in te halen) op't heerlijckste te ontfanghen / zijnde tot den eynde het Gheschut op de Wallen gestelt / ende een kostelijck Huys voor sijne Majesteyt ghereet ghemaeckt.

Tot destructie der Zeeroovers sullen eenighe Capiteynen weder commissie krijghen / ende met den eersten uyt varen.

De Provinciale Synoden / tot Kram ende Utrecht werden teghenwoordigh ghehouden. Godt gheve een salighe ende vredelijcke uytkomste.

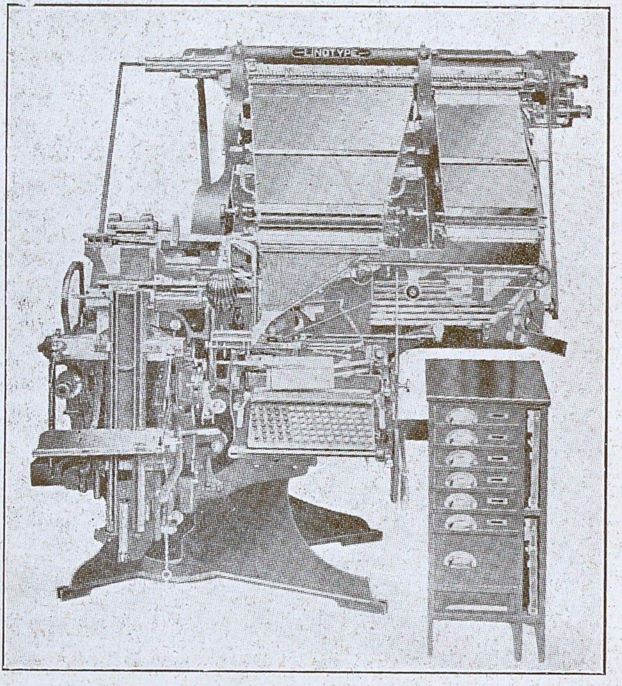
Het Over-ijselsche Synode werdt tegenwoordigh mede gehouden tot Deventer.

Den Predicant *Everardus Vosscuyl* van Campen is mede uyt den Hage gevoert met een Staten Bode / om dat hy niet wilde onderteeckenen de Acte van 't Synodo Nationael / ende de Resolutie van de Ho. Mo. Heeren Staten Generael (voor desen in druck uytgegeven) naecomen.

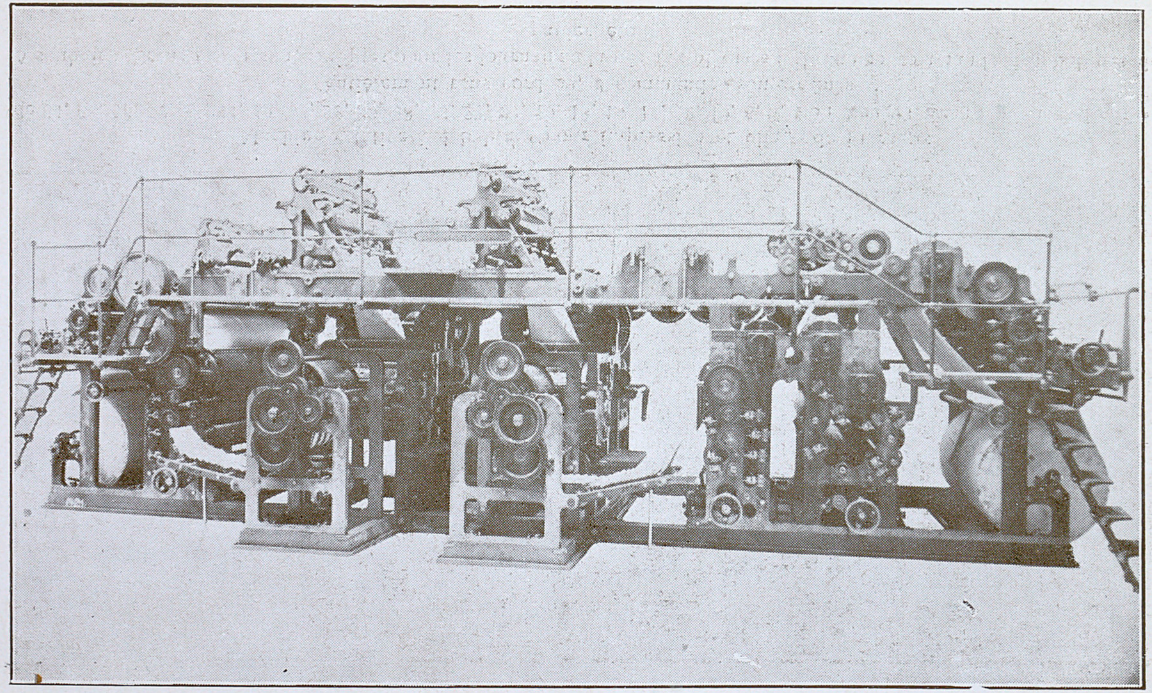
De saecke in Oost-vrieslandt waren soo verre ghecomen / dat men verbleven weecke tot de verpachtinghe van de Impositen was ghetreden / daer tot even-wel de Huys-mans-standt sich gheheel onwillich thoonde / ende hadden dies-halven de Placcaten afgheschavt.

Ghedruckt by Broer Iansz. out Couranties int Legher van syn Princelijcke Excell.

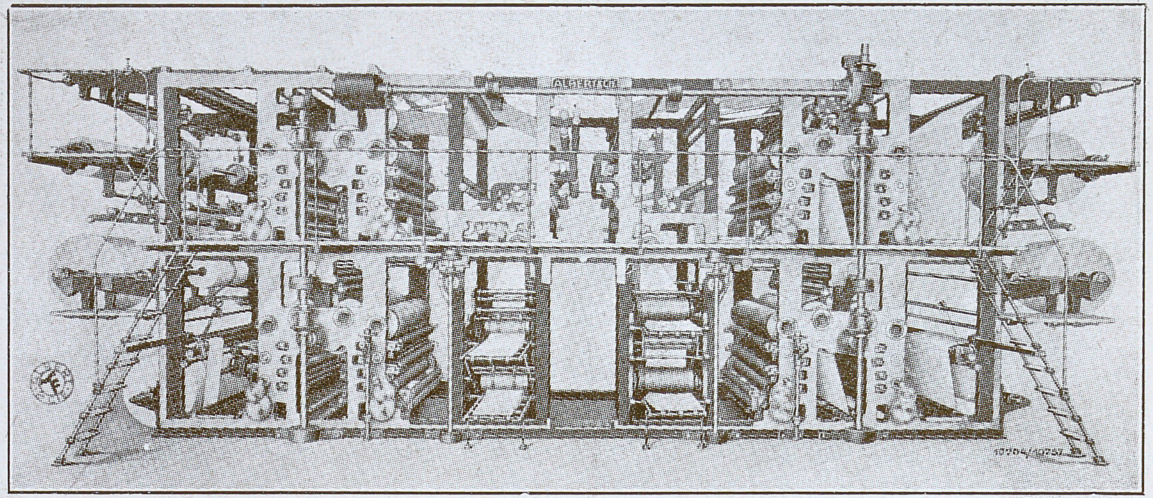
Fac-similé du premier numéro de *De Nieuwe Tijdingen*.



Une machine à composer *linotype*
Les ateliers du *Peuple* utilisent 10 linotypes,
ceux de *la Wallonie* 6.



La rotative sur laquelle est tiré *le Peuple*. Elle permet le tirage d'un journal de 32 pages.



Machine rotative à 4 bobines pour impression et pliage de journaux
de 64, 60, 56, 52, 48, 44, 40, 36, 32, 30, 28, 26, 24, 22, 20, 18, 16, 14, 12, 10, 8, 6, 4 ou 2 pages, avec 2 plieuses doubles entièrement sans cordons, 2 commandes souterraines

A souhait : Transporteurs mécaniques pour les journaux adaptés aux plieuses : de même commande des bobines de papier, etc.

L'INFLUENCE DE LA GRANDE PRESSE
CE QU'ELLE DÉFEND

C'est la presse qui fait l'opinion publique, qui infuse dans cette opinion les idées et les tendances. L'action du suffrage universel ne se traduit que tous les quatre ans. L'action de la presse, elle, se manifeste tous les jours ; elle est insidieuse, elle est constante, elle est enveloppante.

ISI DELVIGNE.

(Discours prononcé au Congrès de la Presse Socialiste, à Liége, le 13-11-1927.)

Le porte-voix immense

La grande presse moderne exerce, incontestablement, une grosse influence sur l'opinion publique. Nombre de gens « marchent » sur l'avis, l'opinion « de leur journal ». Parfois cette confiance est suivie d'amères désillusions, mais, dès le lendemain, on recommencera à croire, dur comme fer, que c'est la valeur boursière préconisée par « son journal » qui est la meilleure et la plus sûre, de même qu'on épousera les thèses politiques ou sociales qu'il défendra.

Ainsi va la crédulité publique !

P.-J. Proudhon, à une époque où la presse n'occupait pas encore la formidable place que nous lui connaissons aujourd'hui, soulignait déjà son influence quand, dans son *Avertissement aux Propriétaires*, il écrivait :

« Quand je me représente cette machine qu'on appelle un journal, et que je songe à tout le bien qu'elle peut faire, et au mal qu'elle fait presque toujours, je ne sais quoi l'emporte en mon âme, de la colère ou du dégoût ! Figurez-vous un porte-voix immense, ayant son embouchure dans le sombre bureau d'une imprimerie et se faisant entendre de plus loin que les signaux du télégraphe ne peuvent être aperçus.

« C'est par là que des crieurs ayant brevet et privilège répandent au loin les vraies et les fausses nouvelles ; c'est par ce tube gigantesque qu'à notre grand dommage, mais au grand

profit des crieurs, pleuvent sur nous chaque jour les invectives, les mensonges, les calomnies, les faits déguisés, mutilés ou malignement interprétés, les comptes rendus infidèles, les Premiers-Paris anarchiques, les invectives de la correspondance, les injures de la réclame et les obscénités de l'annonce. »

Que dirait aujourd'hui le grand sociologue devant les formidables trusts de presse qui ont amplifié le porte-voix à l'infini et ont multiplié sa puissance ?

La meilleure et la pire des choses

On a souvent comparé la presse aux langues d'Esope et jamais, peut-on dire, meilleur ne fut le rapprochement. La presse, en effet, peut être la meilleure et la pire des choses.

La meilleure si elle est utilisée à de nobles fins, à la défense des libertés les plus larges, des idées les plus généreuses ; si elle combat pour une humanité meilleure et se fait le champion de la Justice et de la Vérité.

La pire des choses si, au contraire, elle est à la remorque de bas intérêts, au service des puissances d'argent et si elle met des entraves aux grandes réalisations qui doivent apporter plus de bien-être, plus de bonheur à la collectivité.

Il faut malheureusement bien reconnaitre qu'au cours des cinquante dernières années, particulièrement dans les grands pays, l'immense majorité de la presse s'est rangée sous le drapeau du grand capitalisme, dont elle a défendu les intérêts avec une servilité qui, vraiment, n'est pas de nature à la placer sur un haut piédestal. Cette position de la grande presse, devenue avant tout une presse d'affaires, a déformé, dans la corporation des journalistes, qui devrait être la plus belle, bien des consciences, durci bien des cœurs. Et l'on comprend sans peine, quand on connaît tous les dessous de cette presse à tout faire, l'amer-

tume profonde d'un Brulat (1) et le mépris qu'il professe pour certains « as » du journalisme, considérés par lui comme « des agents de perversion intellectuelle et morale, vendant des éloges ou leur silence ».

Du Bluff au Chantage (2) est le titre d'un livre de F.-I. Mouthon, paru dans la série *Comment on fait l'opinion publique en France.* Il suffit de parcourir l'ouvrage pour se rendre compte que ce titre lapidaire n'a rien d'exagéré. On y raconte les dessous de toute une série de campagnes menées avant-guerre par un grand quotidien français et on constate que les mobiles qui présidèrent au déclenchement de ces campagnes ne sont guère reluisants ! On y signale notamment celle qui fut menée contre le roi des Belges, Léopold II, que l'on voulait amener à signer de larges concessions territoriales à la Compagnie de chemin de fer exploitant la ligne congolaise Matadi-Stanley-Pool, alors que la dite compagnie se refusait à tenir les engagements pris par elle en matière de tarifs de transports ! ! Et ce qui, dans ce cas, était particulièrement inouï, c'est que le dit organe semblait, en agissant ainsi, se poser en champion de la moralité publique ! !

D'autres campagnes, décrites dans leur dessous dans *Du Bluff au Chantage* montrent comment les grands financiers, disposant d'une presse puissante, « savent toujours faire marcher à la fois les gogos, les magistrats et les ministres ».

Vénalité, compromission, etc.

Dans la remarquable brochure (3) qu'il publia en 1912, notre ami André Morizet, alors rédacteur à *L'Humanité*, celle de

(1) *La Faiseuse de Gloire*, par Paul Brulat. — Société Mutuelle d'Edition, Paris.

(2) *Du Bluff au Chantage*, par F. I. Mouthon. — Pauwels, éd., Paris.

(3) *La Presse moderne*, par André Morizet. — Librairie du Parti Socialiste. (S. F. I. O.) — Epuisé.

Jaurès bien entendu, et aujourd'hui maire de Boulogne-sur-Seine, a consacré un chapitre à la retentissante affaire du Panama, en faveur de laquelle, malgré des gaspillages insensés et connus, une partie de la presse française draina la petite épargne française. Citant l'expert Flory, qui fut chargé de l'examen de la comptabilité du Panama, Morizet souligne que 1.620 journaux et 2.673 individus (journalistes) passèrent à la caisse de la malheureuse société (!) *qui leur paya un tribut global de 20.432.704 francs.* Et il convient de noter qu'il s'agissait alors de francs-or.

Et notre ami ajoute qu'il y a lieu aussi de mettre en relief — citant toujours l'expert Flory — que deux des plus gros seigneurs du journalisme parisien doivent, eux, leur fortune aux gains invraisemblables réalisés dans les travaux du Panama. M. Bunau-Varilla, principal actionnaire du *Matin*, était l'associé des entrepreneurs Artigue, Sonderegger et Cie, qui réalisèrent un bénéfice net de frs 11.437.381,91 ; M. Letellier, propriétaire du *Journal* était, lui, l'associé de la maison d'entreprises Baratoun, Letellier et C^ie^ qui gagna aussi, dans cette fabuleuse affaire, frs 12.513.382,80.

D'autres affaires retentissantes pourraient être citées, témoignant des mœurs de la grande presse : affaire Rochette, affaire de la *Gazette du Franc*, cette dernière étant le véritable centre d'un vaste mouvement d'affaires financières, dont le moins que l'on puisse dire, qu'elles étaient plus équivoques les unes que les autres (1).

En Belgique il y eut aussi certaines affaires d'envergure : qu'on se rappelle Nestor Wilmart et ses escroqueries et les frères Hutt et Decoman, monteurs d'affaires louches dans lesquelles se trouvait un Lœwenstein et, du coup, résurgissent les noms de certains journaux belges d'avant-guerre qui jouèrent un rôle lamentable dans ces affaires.

---

(1) *Le Scandale de la « Gazette du Franc »*, par Maurice Privat, Pierre Souval, éd., Paris.

La grande presse d'aujourd'hui se proclame toujours le plus ardent défenseur du patriotisme. En vérité celui-ci s'arrête généralement au seuil de la bonne affaire à réaliser. Et les cas sont fréquents où l'on a vu les journaux de plus grande renommée, dans la plupart des pays du monde, émarger à des fonds étrangers. Nombre de journaux français ont ainsi touché des sommes considérables leur allouées par le gouvernement du tsar pour défendre la politique de celui-ci.

M. Auguste Chirac, dans *La Vénalité dans le Journalisme* (1), rappelle à ce propos le retentissant discours que prononça à la Chambre française le vicomte de Kerveguen « accusant une partie de la presse française d'avoir touché, en 1866, sur les fonds secrets allemands, 1.500.000 francs-or »! Et il précisait que cinq grands journaux parisiens avaient obtenu la grosse part de ce gâteau !

Mais il ne faut pas remonter à 1866 pour que s'étalent des mœurs du genre. Au début de juillet 1929, *la Libre Belgique*, dans un article intitulé *La Vénalité de certains journaux politiques français* (2), soulignait une série d'accusations formulées en France contre des journaux subsidiés par des gouvernements étrangers. Et elle mettait en relief ce fait qu'un journal français aurait usé de procédés d'intimidation auprès du gouvernement grec pour l'inciter à lui verser des fonds. Le dit journal, cité à différentes reprises par des confrères français, n'a pas répondu et n'a pas intenté de procès à ses accusateurs, ce qui, tout de même, paraît bien extraordinaire.

Avant-guerre également, de grands établissements industriels, fabricants d'armes de guerre, n'hésitaient pas à donner des notes tendancieuses (et largement payées) dans des journaux de pays étrangers, pour propager de fausses nouvelles sur les armements de ceux-ci et essayer ainsi d'obtenir, de leur propre parlement, des crédits nouveaux pour la fabrication de

---

(1) *La Vénalité dans le Journalisme*, par Aug Chirac. — Bibliothèque populaire. Edité sous le patronage du P. O. B. — 1887.

(2) *La Libre Belgique*, n° 190, année 1929.

matériel: canons, fusils, cuirassés, etc. Ces journaux, naturellement d'un patriotardisme échevelé, contribuaient ainsi à augmenter les armements de pays voisins, souvent adversaires du leur!

Dans sa retentissante brochure parue en 1911, Francis Delaisi (1) souligne également que dans les conflits entre nations la presse, généralement, dupe l'opinion publique. Dans certains pays, émargeant à des fonds secrets, elle reflète souvent l'opinion du gouvernement qui les lui alloue et répand ainsi des nouvelles tendancieuses.

La publicité financière

La publicité financière est, de nos jours, celle qui rapporte le plus à certains journaux. Et cette publicité, loin s'en faut, ne sert pas toujours les affaires les plus saines.

On lance souvent, par la voix de la presse, sur le marché financier d'un pays, pour des millions et parfois des milliards de titres, souvent étrangers : Balkans, Afrique, Extrême-Orient, sans se préoccuper d'ailleurs un seul instant de la valeur de l'affaire émettant ces titres. Bien plus, on dit cette affaire mirifique, on la monte en épingle, on fait un énorme battage à son sujet, on cite des chiffres éblouissants !

Et c'est ainsi que, souvent, on draine odieusement la petite épargne vers des affaires louches, équivoques, sans avenir, ruinant sans vergogne des milliers et des milliers de petites gens, dont les économies parfois représentent toute une vie de labeur.

Cette publicité financière, dit André Morizet dans sa brochure déjà citée, « c'est la mine d'or de la presse. Il va de soi qu'elle n'a pas de tarif. Elle se traite de gré à gré, en tenant compte de la valeur des journaux, c'est-à-dire de leur tirage, de la qualité de leur clientèle, *de leur puissance de bluff*, de tout ce qui, pour la finance, représente leur possibilité de rendement ».

---

(1) *La Guerre qui vient*, par Francis Delaisi. — Edition de la *Guerre Sociale*.

Toutes les grandes banques disposent, de nos jours, d'un budget destiné à alimenter le bulletin financier de la presse. Nombre d'agents de change également usent du procédé. Les grandes firmes industrielles elles-mêmes entrent dans cette voie, car elles ont aussi de très gros intérêts à défendre. Et, souvent, des articles en apparence inspirés des meilleurs sentiments cachent tout simplement l'habile réclame d'une usine, en vue de commandes éventuelles à obtenir des pouvoirs publics !

La publicité financière peut donc constituer un véritable danger pour les lecteurs d'un journal, car généralement ils ignorent, précisément, qu'il s'agit de publicité. Ils croient à la véracité de l'information publiée par la feuille qu'ils lisent quotidiennement, en qui ils ont confiance et ne peuvent concevoir qu'on leur sert un produit frelaté.

Les journaux qui acceptent pareil « arrosage » ont évidemment aussi comme principe de cacher à leurs lecteurs toutes les affaires en déconfiture, les faillites, les scandales qui, éclatant un beau jour, atteignent une des puissances financières ou industrielles leur fournissant de plantureuses ressources.

M. Herman-George Scheffauer, dans *Visage de la Nouvelle Amérique* (1), a signalé à ce propos dans le chapitre consacré à la presse des Etats-Unis que les journaux de Philadelphie firent le silence le plus complet sur la mise en accusation, pour bénéfices de guerre illicites, d'une grande firme de cette ville. Seul un journal dénonça le scandale à l'opinion publique, mais il appartenait au propriétaire d'une grande entreprise commerciale concurrente de la firme incriminée !!

L'Humanité, sous la plume du citoyen Allart, signalait déjà avant-guerre (2) combien étaient lamentables les mœurs introduites dans la presse au point de vue publicité financière. Il disait notamment :

« Le capitalisme effréné a transformé la presse en une sorte

(1) Ouvrage déjà cité.
(2) *L'Humanité,* 25 juillet 1912.

de sentine industrielle et commerciale où, entre des histoires de brigands et des contes de la Mère l'Oie, on ne sert au public que des renseignements frelatés et des articles éclairés qui ne tendent, les uns et les autres, qu'à des fins financières et à l'enrichissement de groupes qui vivent grassement de la sottise générale. »

Et, plus loin, l'organe de Jaurès ajoutait :

« Les principales ressources des journaux à fort tirage se trouvent dans la publicité, dans les tripotages et dans les grosses sommes qui leur sont versées pour les entreprises coloniales, pour le lancement des emprunts et de certaines affaires industrielles, pour la défense de gros intérêts capitalistes. Rappelez-vous le Panama, l'enthousiasme des fêtes franco-russes. Tout cela se payait. Les plus belles tirades patriotiques, les articles documentés sur la protection et le libre-échange..., tout cela est matière à bénéfices, car il y a des affaires derrière. »

Les catholiques belges et la presse

Ce n'est pas seulement dans de grands pays comme l'Angleterre que de gros efforts sont faits par le monde capitaliste en faveur de la presse. En Belgique aussi de très sérieux sacrifices financiers ont été consentis, dès le lendemain de la guerre, en faveur de certains journaux. On peut même affirmer que, sans ces sacrifices, d'anciens organes très répandus avant-guerre n'auraient pu continuer leur publication.

Le parti catholique, de son côté, tend de plus en plus à perfectionner sa presse pour lui assurer la plus large diffusion.

M. l'abbé Sianne, de Liége, homme spécialement attaché aux œuvres de presse catholique dans sa région, dans une bro-

chure de propagande publiée en 1929 (1), déclare avec force qu'il considère la presse « comme étant la grande école du peuple » et que le devoir du parti catholique est de faire tous les efforts indispensables pour faire donner à cette tribune permanente le maximum de rendement.

Très combattif, ce prêtre de la Cité ardente attaque avec vigueur la presse neutre dont, dit-il, « la principale préoccupation est de gagner de l'argent ». Et il formule, à l'égard de cette presse, les réflexions suivantes, peu flatteuses en vérité :

« Affichant la prétention de contenter tout le monde, de ne froisser personne, elle évite de prendre position dans les graves problèmes qui agitent l'opinion, accueille l'information d'où qu'elle vienne. Pour se faire acheter, cette presse flattera les goûts du public et se taillera un succès facile par ses frivolités et ses complaisances.

« Ce n'est pas le vice franc, carré, cynique et dont on se détourne avec horreur ; c'est un abominable vice élégant et masqué; c'est la boue (et quelle boue) en flacon d'or.

« Cette presse, d'apparence inoffensive, attaque les convictions religieuses à la manière d'un corrosif qui les ronge ou du chloroforme qui les endort.

« C'est la presse anesthésiante, débilitante, asphyxiante. »

Quant à la presse socialiste, l'abbé Sianne, on le conçoit, la considère sous un plus mauvais angle encore. Elle est, pour lui, l'ennemi qu'il faut combattre sans merci, sans défaillance, qu'il faut faire reculer, qu'il faut miner dans l'esprit des masses. Il la redoute d'autant plus qu'il se rend compte de la faveur dont elle jouit dans certains milieux. Et, tout comme le Comité Central Industriel, il dénonce l'abonnement collectif des syndiqués aux journaux socialistes :

---

(1) *La Presse et l'Action catholique*, par l'abbé Sianne. La Presse catholique. Liége.

« On ne pourrait assez stigmatiser l'audace satanique de ceux qui, dans la province de Liége, sont parvenus à imposer l'abonnement au journal socialiste à des dizaines de milliers d'ouvriers syndiqués dont une partie de la cotisation est affectée au payement de l'abonnement. »

Isi Delvigne, dans un article consacré à la brochure de M. Sianne (1), a, spirituellement, marqué le touchant accord de l'auteur, sur cet objet, avec le grand organisme de combat des patrons belges.

En conclusion de son travail et pour renforcer sa thèse en faveur d'une presse catholique puissante, l'abbé liégeois invoque l'autorité de divers princes de l'Eglise qui, en diverses circonstances, n'ont pas hésité à proclamer très haut les services qu'ils attendent de la presse catholique.

Epinglons ici quelques-unes des citations de ces messieurs :

« En vain, vous bâtiriez des églises, vous prêcheriez des missions, vous fonderiez des écoles, toutes vos bonnes œuvres, tous vos efforts seront détruits, si vous ne savez pas manier en même temps l'arme défensive de la presse catholique ». (Pie X).

« Si je devais donner ma croix pastorale, mes ornements d'église et mes meubles pour garantir l'existence de *la Difesa*, je le ferais volontiers ». (Pie X, ci-devant archevêque de Venise).

« Moi, archevêque, je retarderais la construction d'une église pour participer à la fondation d'un journal catholique ». (Cardinal Mercier).

« J'estime qu'actuellement les œuvres de presse doivent passer *les premières*, même avant les écoles ». (Mgr Dadolle).

Cette dernière citation ne manque pas de naïveté. Elle indique bien le caractère des écoles libres catholiques. Celles-ci,

---

(1) *La Grande Ecole du Peuple*, par Isi Delvigne, *La Wallonie*. Liége, 9 août 1929.

comme la presse, sont des œuvres de combat. Nous ne pouvons que remercier Mgr Dadolle de l'avoir hautement proclamé.

Il n'y a pas, en Belgique, que les cléricaux qui font un effort en faveur de leur presse. Le Comité Central Industriel de Belgique, lui aussi, a tenté à diverses reprises de fortifier les positions de la presse bourgeoise. A cet effet, il adressa une circulaire à tous ses membres, circulaire disant notamment :

« Bon nombre de nos membres, appréhendant les conséquences que peut avoir la diffusion, artificiellement accrue, de la presse syndicale à couleur politique (abonnement obligatoire pour tous les membres de certaines centrales ouvrières), nous demandent notre avis quant au moyen de réagir.

« Deux méthodes, qui ont déjà fait leurs preuves, sont à envisager :

« La première consiste à mettre la presse antirévolutionnaire plus à la portée, à tous les points de vue, des ouvriers ; d'utiles initiatives peuvent être prises à cet effet par les journaux existants, éventuellement avec le concours des patrons et des groupements patronaux. Cette méthode présente cependant un inconvénient, résidant dans le fait que chaque journal a sa nuance politique propre et que le patronat, s'il est soucieux de combattre une propagande néfaste à l'industrie, répugne, d'un autre côté, à intervenir dans les opinions politiques des travailleurs.

« La seconde méthode, qui a déjà été appliquée dans d'importants centres industriels, consiste à créer des organes strictement neutres, bien adaptés à la mentalité des ouvriers et répondant à la fois à leurs occupations professionnelles et à leur désir de s'instruire. Semblables journaux, rédigés en français et en flamand, existent et jouissent de la faveur de dizaines de milliers de lecteurs.

« Mais, quelle que soit la méthode à préférer, il est hors de doute qu'un effort doit être fait pour assainir l'atmosphère, pour neutraliser l'influence de certaine presse, dont le but avéré est

d'affaiblir l'esprit de collaboration industrielle et de conduire, petit à petit, au renversement de l'ordre social. »

On a, dans certains milieux catholiques et libéraux du Hainaut, essayé de mettre en application la tactique préconisée dans cette circulaire. Et, en novembre 1927, une réunion eut lieu à Tournai, au cours de laquelle des libéraux et des cléricaux s'occupèrent de fusions éventuelles de la presse des deux partis, dans chaque région de la province. La constitution d'un trust fut même envisagée. Et le *Courrier de l'Escaut,* le 19 novembre 1927, écrivait :

« Le trust vise à absorber tout ce qui ne parviendra pas à se soustraire à son étreinte, tant du côté libéral que du côté catholique. Il agit, comme il l'avoue ingénument lui-même dans une de ses circulaires confidentielles, à l'initiative « d'organismes qui ne peuvent être cités ». Pourquoi ce mystère ?

« Et n'est-ce rien, ce fait que lorsqu'on suit le fil de chacune des combinaisons envisagées, on aboutit dans les bureaux de très grosses banques de Bruxelles ? Un chef d'une de ces institutions, recevant tout récemment les protestations de journalistes libéraux, ne répondit-il pas que les termes « catholique » et « libéral » étaient périmés? On comprend dès lors qu'ait pu germer dans certains cerveaux l'idée de truster la presse par le moyen de deux sociétés, l'une catholique, l'autre libérale, agissant de concert, et imposant aux deux presses un langage identique. »

Il y eut donc des résistances et la combinaison ne put réussir. Néanmoins certains organes hennuyers qui étaient bien malades ont été renfloués, sans doute par « les grosses banques de Bruxelles » auxquelles fit allusion le *Courrier de l'Escaut?* Et le mot d'ordre, paraît-il, donné à ces organes fut : sus au Parti Ouvrier Belge ; sourdine aux querelles entre catholiques et libéraux.

A Verviers également, sur la fin de 1927, des tractations de ce genre eurent lieu. *La Dernière Heure* les dénonça. Il n'en reste pas moins qu'à cette époque *la Presse*, de Verviers, journal

libéral du grand industriel Peltzer, fit appel à un directeur clérical, sortant en ligne directe du *XXe Siècle*, où il était rédacteur !

Autre exemple où l'on vit des industriels s'efforcer de se servir de la presse existante pour la défense de leurs intérêts de classe.

Le 24 octobre 1925, M. Lechat, président de l'Association patronale des constructeurs des provinces de Liége, Limbourg et Luxembourg, adressait aux membres de la dite association une lettre dans laquelle il les invitait à abonner les membres de leur personnel au *Journal de Seraing*, dirigé par M. Grandry, celui-ci ayant consenti à insérer dans le dit journal les articles que les industriels lui adresseraient. La lettre ajoutait qu'en agissant ainsi les industriels lutteraient « contre les néfastes doctrines de lutte des classes prêchées dans la presse ouvrière ».

Le *Journal de Seraing* est un organe qui se présente à ses lecteurs avec le caractère de neutralité. La lettre de M. Lechat, dont nous avons résumé la substance, démontre ce que vaut en réalité cette prétendue neutralité. Souvent elle masque habilement la défense d'intérêts particuliers.

Une campagne odieuse

La presse, en Belgique comme ailleurs, peut exercer une certaine influence sur l'opinion publique, particulièrement dans des périodes anormales, où cette opinion est inquiète et ne demande qu'à suivre quelqu'un ou quelque chose !

Les journaux belges, catholiques et libéraux, ont d'ailleurs démontré, dans leur quasi-unanimité, par la campagne qu'ils menèrent contre le gouvernement Poullet, en 1926, qu'ils étaient passés maîtres en l'art de dénaturer les faits les mieux établis et que la calomnie, le mensonge, les injures étaient, pour eux, monnaie courante.

Le gouvernement Poullet, issu des élections législatives du 5 avril 1925, représentait incontestablement la volonté du corps

électoral. Celui-ci avait, d'une façon éclatante, manifesté sa sympathie au Parti Ouvrier, dont il avait renforcé solidement les positions à la Chambre des députés et au Sénat. Il avait, de plus, dans les Flandres, mis en recul les conservateurs cléricaux au profit des démocrates-chrétiens. La constitution d'un gouvernement s'appuyant sur la représentation socialiste et sur la représentation démocratique-chrétienne était donc bien le respect du verdict électoral.

Ce gouvernement ne prit nullement allure démagogique. La déclaration ministérielle fut modérée. Il ne fit aucune promesse qu'il n'eût pu tenir en raison de la situation financière du pays qui, dès sa constitution, fut exposée du haut de la tribune parlementaire par le chef du gouvernement lui-même qui déclarait à la séance de la Chambre du 23 juin 1925 : « Le point faible et particulièrement vulnérable de la situation financière réside dans l'existence d'une lourde dette flottante, dont le renouvellement et la consolidation ultérieure ne pourront être réalisés que dans une atmosphère de confiance ». (1)

Et M. Jaspar, le lendemain, donc le 24 juin 1925, confirmait cette déclaration du premier ministre, en déclarant : « La dette flottante nous met devant un péril constant. Il faut, à tout prix, la consolider. »

Cette dette flottante était en sérieuse partie le fait des trois gouvernements qui précédèrent le gouvernement Poullet, c'est-à-dire des trois gouvernements catholico-libéraux qui se succédèrent de 1921 à 1925 et furent présidés par M. Georges Theunis.

Il suffit, pour prouver cette affirmation, de rappeler les lignes suivantes, extraites d'une déclaration faite à la Chambre des Représentants par M. Janssen, ministre des finances du gouvernement Poullet. (2)

Il dit textuellement : « Le total de la dette flottante tomba à 4 milliards en 1923. Mais à partir d'août 1924, malgré les recettes considérables résultant de notre priorité sur les répa-

(1) Déclaration ministérielle du gouvernement Poullet, 23 juin 1925.
(2) Discours de M. Janssen à la Chambre des Députés, le 4 mai 1926.

rations allemandes, recettes qui en 1924 dépassèrent 1 milliard 800 millions, l'ensemble de la dette flottante fut porté à 5 milliards 800 millions, total qu'elle atteignait à l'avènement du gouvernement Poullet. »

Ces trois déclarations de MM. Poullet, Jaspar et Janssen indiquent nettement que, quand le gouvernement Poullet prit le pouvoir, la situation financière de la Belgique était déjà tragique.

Le gouvernement démocratique s'en rendit compte. Aussi réalisa-t-il, sur le seul budget qu'il eut à élaborer, des réductions s'élevant à 250 millions pour l'ensemble des départements ministériels. M. Paul Tschoffen, ancien ministre de la Justice et ancien ministre du Travail, le reconnut, dans un article du *Soir* (1) quand il écrivit: « Bien qu'il ait été, de tous les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir, le plus économe des deniers publics, l'opinion publique le tenait, *à priori*, comme incapable d'une gestion financière éclairée. »

La dernière partie de cette phrase aurait dû, à notre avis, être précisée, car la vérité est que la presse, catholique et libérale, qui mena une campagne acharnée contre le gouvernement Poullet jeta la panique dans l'opinion publique en accusant ce gouvernement, particulièrement économe de l'avis de M. Tschoffen, d'être un gouvernement de gaspillage des deniers publics ! !

Et cette presse n'hésita pas à agir de cette façon au moment même où le gouvernement démocratique allait tenter de réaliser la stabilisation monétaire et de mettre en application le plan à cet effet élaboré par M. Janssen, ministre des Finances, technicien averti qui avait, précédemment à ses fonctions de ministre, été chargé par la Société des Nations de la restauration de la situation financière de l'Autriche et y avait brillamment réussi. Le plan de M. Janssen était, de l'avis des compétences financières, inattaquable du point de vue technique et il aurait dû réussir, si la presse n'avait pas miné, tant en Belgique

---

(1) Tribune libre du *Soir* du 1er mars 1929. Paul Tschoffen, sénateur, ancien ministre.

qu'à l'étranger, la confiance en le gouvernement démocratique.

M. Emile Hoffman, avocat français, qui a consacré un livre à la stabilisation du franc belge (1), a consacré un chapitre de celui-ci à la tentative de stabilisation du gouvernement Poullet. Il n'hésite pas à y souligner que parmi les causes de l'échec de cette tentative se trouve la campagne de presse qui fut menée contre le dit gouvernement.

Il écrit, au sujet de cette campagne :

« Elle fut violente, odieuse parfois, d'un acharnement inouï qui stupéfiait les lecteurs étrangers. Certains journaux ont poussé la violence jusqu'à la mauvaise foi et la calomnie, contribuant ainsi à tourner contre le ministère Poullet une opinion publique déjà travaillée par toutes sortes de nouvelles tendancieuses et contradictoires, répandues souvent en même temps aux quatre coins du pays. »

Plus loin il ajoute, après avoir analysé les griefs formulés contre le gouvernement :

« Les griefs motivant la campagne de presse étaient donc, en somme, peu fondés ; ils ne pouvaient certainement justifier cet acharnement invraisemblable, semant le défaitisme et la méfiance, s'ingéniant à dénaturer tous les actes du gouvernement et ses meilleures intentions. »

Et, après avoir cité le nom de journaux qui prirent la tête du mouvement et notamment stigmatisé l'attitude de *la Libre Belgique*, en suite d'un article particulièrement venimeux publié le 12 mars 1926 dans ce journal, l'économiste français écrit les lignes lapidaires suivantes :

« De tels procédés sont répugnants. La presse a dénaturé, à ce moment-là, le problème de l'assainissement financier. Elle voulait faire échec au cabinet Poullet, sans s'inquiéter du sort du franc. »

---

(1) *La Stabilisation du franc belge*, par Emile Hoffman, avocat à Lille.

Si ce chapitre du livre de M. Hoffman constitue une condamnation terrible de l'abominable campagne de presse, il n'en reste pas moins que celle-ci mina le crédit du gouvernement démocratique à l'étranger, qu'elle jeta la panique à l'intérieur du pays, qu'elle eut pour conséquence de placer la Belgique au bord du gouffre de l'inflation et qu'elle força, en dernière analyse, le gouvernement issu de la volonté populaire à se retirer.

Elle servait alors les intérêts d'une minorité de factieux de la haute banque contre les intérêts généraux et supérieurs du pays.

Sur le terrain des luttes sociales

Nous pourrions, dans le domaine économique et social, citer d'autres campagnes de la presse catholique et libérale. Notons d'abord celle qui fut menée, en 1921, contre la grève de solidarité des tramwaymen de Bruxelles. Ceux-ci avaient quitté le travail en suite du renvoi arbitraire de cinq ou six de leurs compagnons de travail. Il s'agissait donc d'un mouvement devant, par sa nature, forcer le respect de tous les honnêtes gens. Or la plupart des journaux catholiques et libéraux, laissant ignorer le vrai motif de la grève à leurs lecteurs, firent croire à ceux-ci qu'il s'agissait d'une grève révolutionnaire, menée par des gens stipendiés par l'or bolchéviste. Elle indisposa ainsi l'opinion publique de Bruxelles contre des hommes qui avaient posé un acte de haute humanité. Et la grève, ayant ainsi une forte partie de l'opinion publique contre elle, fut perdue pour les ouvriers.

L'influence de la grande presse

Autre exemple : pendant la grève de la Fabrique Nationale d'Armes de Herstal, un journal quotidien liégeois fut, chaque jour, adressé à tous les grévistes, par les soins de la direction de l'usine. Des articles contre l'organisation syndicale y étaient

insérés. On s'efforçait de décourager les grévistes, de miner leur moral, de les amener à la reprise du travail.

On n'y réussit pas, pour la bonne raison que *la Wallonie*, le vaillant organe socialiste de Liége, pénétrait, lui aussi, chaque jour chez les grévistes appartenant à la Centrale des Métallurgistes de la province de Liége, qui a réalisé l'abonnement collectif pour tous ses membres. Et *la Wallonie* réfutait, au jour le jour, toutes les inepties, tous les mensonges, toutes les calomnies répandues contre la Centrale et contre le Comité de grève. C'est ainsi que le moral de nos camarades en lutte resta excellent jusqu'à la fin du conflit et que l'issue de la grève fut couronnée de succès.

Nous pourrions ainsi multiplier les exemples. Il est incontestable — et les travailleurs le savent bien — que dans chaque conflit mettant le capital et le travail aux prises, tous les organes bourgeois se rangent, toujours, du côté du capital. Jamais même ils ne font un effort d'impartialité en s'efforçant de rechercher les mobiles qui ont amené les travailleurs à se mettre en grève. Jamais ils ne se demandent si ces mobiles ne sont pas légitimes, si les ouvriers n'ont pas à se plaindre soit de la médiocrité de leur salaire, soit de mauvaises conditions de travail.

Non! Le conflit a éclaté et les travailleurs ont toujours tort. Toujours ils sont des gens insatiables, ne gagnant jamais assez, n'étant jamais contents, capables toujours de compromettre la prospérité de l'entreprise où ils sont occupés.

Toutes les lois sociales ne sont-elles pas également critiquées âprement par la presse bourgeoise : pensions ouvrières, journée de huit heures, assurances sociales, commissions paritaires, établissement de l'index-number, etc.

On peut dire que chaque semaine, dans la presse catholique et libérale de Belgique, on peut trouver plusieurs articles dirigés contre l'une ou l'autre de ces réformes.

Il est d'ailleurs bien inutile d'insister longuement à cet égard. Et la chose est bien naturelle, car ces journaux, souvent, n'ont

pas été créés pour la défense des intérêts des travailleurs, mais bien au contraire, pour celle des intérêts capitalistes.

En agissant comme ils le font, ces journaux ne font que répondre à la volonté de ceux qui ont aidé à leur création.

ont été créés pour la défense des intérêts des travailleurs mais bien au contraire, pour celle des intérêts des capitalistes.

En agissant comme ils le font, ces centrales ne font que obéissent à la volonté de ceux qui ont aidé à leur création.

LA PRESSE SOCIALISTE DOIT ÊTRE PUISSANTE

Il y a, en Belgique, près de 70 journaux quotidiens, sans compter ceux qui viennent de l'étranger.

Parmi eux, il s'en trouve 6 qui sont les porte-parole des organisations ouvrières socialistes.

En face d'eux, se rangent 63 feuilles cléricales, libérales, financières ou neutres. Presque toutes sont hostiles aux travailleurs organisés.

J. WAUTERS.

(Discours prononcé au Borinage, au cours de la campagne en faveur du *Peuple*, en 1928.)

De gros capitaux sont indispensables

Les divers exemples que nous avons cités dans le chapitre précédent — campagnes contre le gouvernement Poullet et sur le terrain des luttes sociales — montrent, avec force, le mal que la presse, chez nous comme ailleurs, peut faire en des circonstances particulières.

Mais ils démontrent aussi combien il est nécessaire, pour le Parti Ouvrier, pour le socialisme, d'avoir une presse puissante, bien outillée, bien informée, largement répandue, capable ainsi de réagir, avec chance de succès, contre le flot de nouvelles tendancieuses charrié chaque jour par les organes de la réaction.

Le grand disparu du P. O. B., Joseph Wauters, l'avait admirablement compris et, au cours des dernières années d'une vie si merveilleusement remplie, il réalisa un immense effort en faveur du développement de la presse socialiste en Belgique. C'est qu'il se rappelait aussi, indépendamment des campagnes que nous avons mises en relief dans le précédent chapitre, celles qui furent menées contre Emile Vandervelde et son œuvre de pacification des peuples, contre la loi sur la journée de huit heures, contre la loi sur la pension des employés, contre l'œuvre de ravitaillement qui fut entreprise au lendemain de la guerre sous sa direction, contre les commissions paritaires, contre les assurances sociales, contre toutes les réformes sociales qui

tiraient, petit à petit, le prolétariat belge des abîmes de misère où il avait été plongé si longtemps.

Et notre camarade se rendait parfaitement compte que l'œuvre sociale que le socialisme réalisait devait être accompagnée d'un effort réalisé dans le domaine moral, sur le plan spirituel aussi. Il sentait bien que le meilleur moyen de consolider l'œuvre matérielle en voie d'accomplissement était encore de bien la faire connaître, de la défendre chaque jour, dans la presse, à l'aide d'une documentation sûre, irréfutable, pouvant déconcerter tous les assauts d'adversaires intéressés et réduire à néant leur argumentation, trop souvent intéressée.

Mais Joseph Wauters savait qu'une presse puissante nécessite de gros capitaux. Une rotative moderne capable d'assurer un tirage sérieux d'un grand quotidien coûte plus de deux millions de francs. Les machines à composer coûtent de 180.000 à 200.000 francs. Il serait difficile, aujourd'hui, sans parler des locaux, d'équiper une imprimerie moderne, pour l'impression d'un grand journal, à moins de cinq ou six millions de francs. Et encore en ne prévoyant qu'une seule rotative.

C'est pourquoi notre regretté camarade insistait si souvent sur la nécessité, pour le Parti Ouvrier Belge, de faire un effort immense pour outiller sa presse. C'est pourquoi encore dans le rapport — le dernier qu'il présenta — rédigé par lui sur son lit de douleur en vue du Congrès socialiste de 1929, il demandait pour la « Presse Socialiste » un capital fixe de cinq millions, pouvant lui permettre de porter au plus haut sommet la valeur du *Peuple* et de *la Wallonie*.

L'effort des socialistes étrangers

Les partis socialistes de divers pays, depuis quelques années, ont placé cette question du développement de la presse au premier plan de leurs préoccupations.

Nos camarades allemands, notamment, ont compris, depuis

longtemps déjà, que leur presse devait être puissante. Ils ont fait des efforts énormes pour l'outiller de la façon la plus moderne et pour lui donner la meilleure facture. Ils ont réalisé une concentration de leurs efforts. Ils possédaient, au début de 1929, au sein de cette concentration, 197 quotidiens, composés par 472 linotypes et tirés par 140 rotatives.

524 rédacteurs sont au service de la presse socialiste allemande.

La concentration n'édite pas que des journaux. Elle fait toutes les impressions. Elle dispose, en plus des rotatives, de 376 presses rapides. Et, indépendamment de ses 524 rédacteurs, elle occupe 1168 employés au service commercial, 273 employés dans ses librairies et 5.906 personnes dans ses services techniques. 12.000 porteurs et porteuses des journaux et illustrés sont également employés par la concentration de la presse social-démocrate. Celle-ci compte 1.253.247 abonnés à ses 197 organes, indépendamment, bien entendu, d'une énorme vente au numéro.

Ces chiffres se rapportent au 31 décembre 1928. (1)

En Hollande également un formidable progrès a été réalisé en ces dernières années en faveur de la presse socialiste et ouvrière. Les deux grands quotidiens socialistes, *het Volk* et *de Voorwaarts* ont reçu, des organisations syndicales hollandaises, un million de florins, ce qui représente quatorze millions de francs belges.

Les deux organes sont édités par la même coopérative d'imprimerie et sont animés par un seul directeur qui les a transformés radicalement. Ils sont aujourd'hui d'une facture leur permettant de rivaliser avec les grands organes bourgeois de Hollande.

---

(1) Il faut noter que la presse catholique est aussi excessivement puissante en Allemagne. Elle dispose de 451 quotidiens, contre 126 en 1871. La progression est donc formidable. La Bavière, à elle seule, compte 134 quotidiens catholiques. Une organisation de presse très puissante fonctionne constamment, le *Presverein*. Elle dispose de 35.000 membres actifs. 1057 organisations y sont affiliées !!

Nos amis de ce pays ont également une maison d'édition puissante, qui fait honneur au Parti Socialiste hollandais.

Les travaillistes anglais, eux aussi, comprenant que seule une presse développée pourrait leur permettre de nouveaux progrès, n'ont pas hésité à incorporer leur grand quotidien, le *Daily Herald* dans une puissante société, l'*Odhams Press Limited*, société qui a déjà renfloué plusieurs organes de gauche. Le *Daily Herald* peut ainsi disposer des capitaux gigantesques qui sont nécessaires pour concurrencer les géants de la presse capitaliste d'outre-Manche.

Nos amis espèrent que leur journal pourra ainsi atteindre un tirage de près de 2 millions d'exemplaires, ce qui lui permettra aussi d'être mis sur un pied d'égalité, au point de vue publicité, avec les plus grands organes anglais.

La ligne politique du *Daily Herald* est garantie, entièrement, par diverses clauses du contrat passé entre les Trades-Unions britanniques et l'*Odhams Press Limited.*

Les socialistes autrichiens ont également fait un énorme effort en faveur de leur presse. Ils ont un grand quotidien, d'une haute tenue intellectuelle, *Arbeiter Zeitung*, qui tire à 120.000 exemplaires. En 1927 ils ont lancé, à côté de celui-ci, un quotidien populaire, *Das Kleine Blatt* qui, rapidement, a atteint un tirage de 150.000 exemplaires, sans nuire au tirage de l'*Arbeiter Zeitung*. Les deux quotidiens socialistes autrichiens atteignent donc un tirage global de 270.000 exemplaires. Et si on y ajoute les autres journaux socialistes du pays, quotidiens régionaux ou hebdomadaires, on constate que la presse ouvrière, en ce petit pays, atteint un tirage de plus de 650.000 exemplaires.

Nous pourrions encore citer d'autres exemples, notamment pour ce qui concerne les pays scandinaves, où la presse socialiste a fait d'énormes progrès, tant au point de vue du nombre de lecteurs qu'elle atteint qu'à celui de la matière qui leur est servie.

Les socialistes belges ne peuvent rester en arrière

Il faut qu'en Belgique aussi la presse socialiste soit puissante. Un formidable effort doit être déclenché pour atteindre ce but.

A vrai dire cet effort est commencé et en pleine voie de développement. Au cours de l'année 1928, après la fusion de *l'Avenir du Borinage* avec *le Peuple* et la campagne qui fut menée dans tout le pays, le grand quotidien de langue française, organe officiel du Parti Ouvrier Belge, a gagné plus de 20.000 nouveaux lecteurs.

Faut-il souligner que dans le Centre, à l'initiative de Gaston Hoyaux, existent, depuis 1919, des comités de presse locaux qui ont effectué un énorme travail, patient, tenace, méthodique, qui a donné de merveilleux résultats au point que dans certaines communes du Centre on compte 85 % de lecteurs socialistes, en se basant sur le nombre d'habitations.

En 1928, cette belle région socialiste comptait 32 comités de presse, avec près de 350 membres représentant 203 organisations : coopératives, mutuelles, syndicats, ligues ouvrieres.

Un comité régional coordonne l'activité des comités locaux et prend, avec le concours de ceux-ci, des initiatives intéressantes : congrès régionaux annuels de la presse socialiste. (Depuis 1920, il s'en est tenu 9, qui ont réuni beaucoup de délégués.) Cours pour correspondants locaux et secrétaires des Comités de presse. Journées de l'affichage de la presse socialiste. (Elles ont lieu le 1er mai.) Exposition de la presse socialiste. (En 1923, 15.000 documents furent réunis. Il y eut 25.000 visiteurs. En 1924 et 1925, il y eut des expositions dans 17 localités.) Cortèges cyclistes de la presse socialiste. Concours pour enfants. Fêtes de propagande. Réunions régionales de délégués de Comités de presse. Campagnes de propagande, organisées d'accord avec les coopératives et les syndicats. (62 conférences

réunirent, en 1925, plus de 15.000 auditeurs.) Groupes d'amis de la presse dans les usines, les mines, etc.

Cette activité remarquable doit s'amplifier. Elle doit devenir la règle pour toutes les régions du pays.

La conception de l'abonnement collectif par les syndicats, mise en pratique depuis plusieurs années par la Centrale des Métallurgistes de la province de Liége, retient l'attention des grandes Centrales nationales. Une grande partie des métallurgistes du Brabant sont abonnés collectivement à un organe quotidien socialiste.

En Flandres, le *Vooruit*, disposant de capitaux frais — cinq millions — est en pleine voie d'évolution. La *Volskgazet*, de son côté, se perfectionne avec rapidité.

Mais le nombre de lecteurs des six quotidiens socialistes reste toujours en dessous de la force du socialisme belge : plus de 800.000 électeurs ; 560.000 syndiqués ; 490.000 mutuellistes ; 400.000 coopérateurs ; 600.000 affiliés au P. O. B.

Pour répondre à cette puissance, en tenant compte des doubles ou triples affiliations aux organismes précités, les quotidiens belges devraient atteindre un tirage de 400.000 exemplaires au moins. Nous dirons même qu'ils devraient aller au demi-million ! Ce n'est pas chose impossible.

C'est seulement par un tirage de cette force qu'ils pourront lutter efficacement contre les soixante-trois quotidiens de la bourgeoisie belge.

Pour que le peuple lise

Il faut, pour atteindre ce but, que les derniers appels de Joseph Wauters soient entendus dans les syndicats, dans les coopératives, dans les mutualités, dans tous les groupes abrités sous la bannière du Parti Ouvrier Belge.

Que son cri de ralliement: *Pour que le peuple lise*, se répercute d'un bout à l'autre du pays, qu'il soit, pour tous les militants, grands et petits, un *leit-motiv* toujours présent à la mémoire.

C'est par cet effort concerté de toutes les organisations ouvrières, de tous les hommes d'œuvre du socialisme que l'on pourra arriver à limiter la portée du porte-voix immense dont parlait jadis Proudhon. A côté de ce porte-voix il faut en dresser un autre, plus puissant, plus immense encore, qui répandra, lui, sur la multitude des hommes, non plus le mensonge et la calomnie, non plus l'esprit de haine, mais la vérité et l'esprit de justice et de fraternité, qui défendra, non plus des intérêts particuliers comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui, mais les intérêts de la collectivité humaine.

Il n'y aura plus lieu de craindre, le jour où ce but sera atteint, comme le font André Billy et Jean Piot dans *Le Monde des Journaux,* que la presse, fille de la démocratie, tue sa mère. Au contraire elle continuera à exercer le Quatrième Pouvoir, avec sérénité, sans faiblesse mais sans passion. Et par ce contrôle constant, vigilant, de l'action des hommes politiques, des pouvoirs publics, des corps délibérants, des puissances financières et industrielles, elle réduira les abus et les iniquités à leur plus simple expression, assurera la sauvegarde de toutes les libertés, aidera puissamment à l'élaboration d'un monde nouveau, basé sur la souveraineté du travail.

Une importante décision du Conseil Général du P. O. B.

Le présent ouvrage était à la composition le 16 octobre 1929, jour où le Conseil Général du Parti Ouvrier Belge a consacré toute une séance à l'examen de la question de la presse.

Nous avions nous-même proposé cette séance de l'organisme central du Parti, à l'occasion de la nomination de notre ami Arthur Wauters à la direction de notre grand organe officiel de langue française, *le Peuple.*

Après que nous eûmes fait, avec Balthazar et Arthur Wauters, l'exposé de la situation des journaux socialistes et de la

presse en général dans un pays où les prix de vente sont restés bien en deçà de la montée de l'index; après des interventions de Louis de Brouckère, d'Eckelers et du président de la séance, Max Hallet, le Conseil Général, à l'unanimité, a voté l'ordre du jour suivant, proposé par Balthazar et appuyé par Louis de Brouckère :

Le Conseil Général décide de réunir les fonds nécessaires pour améliorer, en 1930, les moyens dont disposent les organes du P. O. B.

Les quatre bureaux sont chargés d'étudier les modalités d'exécution et de déposer leurs propositions avant la fin de l'année.

Cette importante décision est le point de départ du grand effort de propagande et du grand effort financier que préconisait Joseph Wauters peu avant sa mort. Sa grande voix aura donc été entendue du Parti auquel il consacra sa vie.

Il en résultera, pour la presse socialiste belge, une efflorescence nouvelle qui aidera puissamment au triomphe du socialisme.

Il faut créer, partout, des Comités de presse

La décision du Conseil Général doit être l'occasion, pour tous les groupes du Parti Ouvrier Belge, de créer, dans toutes les communes du pays, le formidable courant de propagande qui s'impose *pour que le peuple lise.*

L'exemple du Centre démontre, à l'évidence, que l'existence de Comités de presse, dans une région, est un gros élément de succès, car ces Comités permettent une action vigilante, tenace et soutenue. Il faut donc que, dans toutes les Fédérations, l'effort porte sur la création de ces organismes de propagande.

Dans toutes les régions du pays, la presse socialiste compte des camarades qui lui sont dévoués et auxquels, jamais, elle ne fit appel en vain. Il faut que les efforts de ces camarades soient coordonnés, agencés, dirigés.

Seuls les Comités de presse peuvent aboutir à ce résultat.

Mais le problème n'est pas aussi simple qu'on se l'imagine, car il faut que les Comités de presse soient de bons comités.

Il ne suffit pas, en un moment d'enthousiasme, de réunir à la hâte quelques camarades et de leur confier la mission de faire la propagande en faveur de la presse socialiste.

Un Comité créé sans méthode peut-il être un organisme vivant ? Le premier mouvement d'enthousiasme passé, ce Comité continuera-t-il son effort méthodiquement, avec ténacité? Et les camarades que l'on aura ainsi désignés, un peu au hasard, en se basant trop sur le dévouement dont ils font preuve en d'autres domaines de l'activité ouvrière, ne seront-ils pas, fatalement, absorbés par des tâches multiples et qu'ils pourront peut-être, en se plaçant d'un point de vue local, considérer comme étant plus importantes que celles consistant à recruter des lecteurs aux journaux du parti?

Si nous posons ces questions, c'est que l'expérience nous a appris qu'il fallait surtout procéder à un bon recrutement des membres des Comités de presse pour aboutir à des résultats sérieux.

S'agit-il d'une commune un peu étendue, comprenant divers hameaux? Il faut alors que le Comité soit composé de camarades de chacun de ces hameaux, connaissant bien les habitants de ceux-ci. Et, s'il y a plusieurs organisations : syndicat, coopétive, mutualité, jeune garde, cercle sportif, ligue ouvrière, il faut que chacune de ces organisations soit représentée au sein du Comité de presse. Chacune, en effet, connaît mieux ses membres, tient un contact plus étroit avec eux et peut, plus utilement, aider à faire la propagande auprès de ceux qui ne sont pas encore lecteurs d'un organe socialiste et leur faire comprendre qu'ils n'accomplissent pas tout leur devoir envers le Parti

Ouvrier auquel ils sont affiliés, envers le syndicat, la mutualité, la coopérative dont ils sont membres, puisque la presse socialiste, chaque jour, aide ces organisations et fait la propagande en leur faveur.

Il faut tout particulièrement choisir un secrétaire actif. Il ne faut pas que ce soit un camarade déjà surchargé de travail. Il faut, au contraire, qu'il s'agisse d'un homme qui pourra consacrer la plus grande partie de son activité militante à la mission lui confiée.

Il faut aussi s'efforcer d'intéresser les jeunes camarades à cette œuvre, qui est toute d'éducation, et leur faire comprendre le beau rôle qu'ils tiendront là, dans le cadre général de propagande en faveur de la diffusion de nos idées.

Le Comité, constitué, doit pouvoir se réunir fréquemment, surtout au début; il doit dresser son plan d'action. C'est ici que les délégués des hameaux et des divers groupes pourront fournir des renseignements précieux sur les moyens à employer pour réussir dans les divers milieux de la commune.

Le découragement ne doit pas venir après avoir effectué quelques efforts qui n'auront peut-être pas donné tout ce que l'on escomptait. L'œuvre est délicate, difficile. On ne change pas aisément les habitudes d'un lecteur habitué à un journal. Il faut de la persévérance. Mais nous pouvons affirmer que partout où l'action a été menée méthodiquement, là même où le travail paraissait particulièrement ardu, on a abouti à des résultats appréciables.

Et comme il existe déjà des Comités de presse nombreux, nous sommes convaincus que, dans la multiplicité des méthodes de propagande mises en application par les uns et par les autres, on peut toujours trouver des exemples pouvant servir dans les localités nouvelles où nos amis se mettront au travail.

COMMENT ON FAIT "LE PEUPLE"

Le journaliste est celui qui ne fait que du journalisme, qui rapporte tout à son journal, qui ne travaille que pour son journal, qui n'a d'imagination que pour son journal, qui court le monde pour son journal, et qui, le soir venu, quand tout dort et s'amuse, penché sur des épreuves encore grasses ou sur du plomb encore chaud, met le meilleur de son cerveau à confectionner un numéro de journal.

Stéphane LAUZANNE.

(Sa Majesté La Presse.)

Que de journaux ! Que de lettres !

Neuf heures du matin.

Sur la vaste table qui emplit quasiment la salle commune de la rédaction du *Peuple* se cotoyent, impressionnants, une pile de journaux, un monticule de correspondances.

Maurice Hambursin, secrétaire-adjoint de la rédaction, vient d'entrer, pipe aux dents. Son œil, avant tout, va de la pile au monticule, qu'il s'efforce, comme si la chose était possible, d'évaluer en colonnes ! !

Son premier mot est un juron, accompagné d'une phrase répétée depuis des jours sans nombre: « Il y a encore là pour fabriquer au moins trois journaux. » Et il pense, comme chaque matin d'ailleurs, que tantôt les rédacteurs arriveront de partout, les mains pleines de copie d'actualité, qu'il faudra absolument donner.

Hambursin, philosophiquement, n'en commencera pas moins l'inspection de la correspondance : lettres de tous formats, de toutes épaisseurs, de toutes couleurs ! ! Il y a de tout, là-dedans, depuis le conte ou la poésie du poète méconnu jusqu'au compte rendu d'une importante séance, en passant par les avis de réunions, de concerts, de fêtes ; les protestations de particuliers contre les incuries administratives ; les avis des redresseurs de torts sur les questions les plus diverses ; les réformes que d'aucuns voudraient voir réaliser tantôt sur le plan communal,

tantôt au point de vue national ; les propositions de polémique en suite de l'une ou l'autre attaque d'un journal adversaire; des chroniques sportives ; des demandes de renseignements ; la plainte d'un inventeur malheureux ; des articles défendant un problème soi-disant d'intérêt public ; des notes sur le mouvement ouvrier, etc., etc.

ARTHUR WAUTERS
Directeur de la Presse Socialiste
(vu par Rali)

Bien des papiers, évidemment, prendront le chemin du panier, ne présentant le moindre intérêt pour personne, si ce n'est pour leur signataire !

Mais néanmoins la partie retenue représente déjà quelque chose de sérieux. Il faudra la revoir de plus près avant de la passer à la composition.

Frédéric Denis et Léopold Deswaef revoient ainsi généra-

lement tout ce qui concerne l'information ouvrière et sociale, Gaston Thuns, ce qui intéresse l'information du Grand Bruxelles, et Emma Guillaume, ce qui doit passionner nos femmes. Elle reverra aussi les faits-divers, transmis par l'agence Dailly.

Les informations politiques, elles, sont dirigées chez Auguste Dewinne, rédacteur en chef, tandis qu'une série de questions d'un caractère douteux ou dangereux sont laissées à l'appréciation d'Emilio (Emile Housiaux), secrétaire de rédaction, qui sera « sur le pont » dès le début de l'après-midi.

ANTONY VIENNE
Administrateur au Peuple
(vu par Casimir)

10 1/2 heures.

A peu près tout ce qui, de ce premier courrier du matin, était de nature à retenir l'attention se trouve « au marbre », c'est-à-dire à l'atelier de typographie, prêt à passer à la composition.

Entre-temps une bonne partie des journaux ont également été dépouillés. Tout ce qui méritait d'y provoquer les polémiques a déjà inspiré des « carnets politiques », des « filets » de première ou de seconde page, selon l'importance du fait envisagé.

AUGUSTE DEWINNE
Rédacteur en chef du Peuple
(vu par Ochs)

Les premières « copies »

Toute cette « copie » du premier courrier constitue déjà un sérieux « matelas » qui, transformé en lignes de plomb, pourra déjà « boucher » pas mal de colonnes. Et il faut y ajouter l'article de fond, une chronique médicale, un conte et la publicité! Les six pages dont on dispose *à priori* pourront déjà être, presque, remplies !

Et il y a un second courrier à onze heures? Et il y en aura encore l'après-midi ? Et l'on n'a rien encore de l'information du jour, tant pour ce qui concerne l'étranger que l'intérieur du pays ?

Plusieurs rédacteurs à qui le secrétaire de rédaction a, la veille, ou le matin même, indiqué des affaires à suivre sont en route. Ils arriveront dans le début de l'après-midi avec « des papiers ».

Quant à l'étranger, il n'a rien donné le matin. Les dépêches Belga, Havas, Reuter ont été avares de renseignements. Il y a cependant de graves affaires internationales en cours. Sans doute aura-t-on des nouvelles dans l'après-midi.

Il faudra aussi donner l'italique de Fischer sur la politique intérieure et le commentaire de Jexas sur l'événement important de l'étranger. Au troisième étage, Louis de Brouckère, Joseph Saxe (Jexas) et Joseph Antoine parcourent les grands quotidiens de Londres, Paris, Berlin, Vienne, etc. Combien de colonnes donnera aujourd'hui l'étranger ?

« Faudra faire huit pages », bougonne Hambursin en tirant sur sa bouffarde — une magnifique bruyère de la coopérative *La Pipe*, de St-Claude, dans le Jura —. « Faudra faire huit pages et Vienne va encore g...ler. Et cependant je ne puis tout de même fourrer toute cette copie à mon... ce que l'on devine !! »

Il faut faire un bon journal

1 h. 30 de l'après-midi.

Emile Housiaux est au poste. Il a, d'un coup d'œil assuré et rapide, d'un coup d'œil de maître, vu la situation. Et il en discute avec son directeur, Arthur Wauters, qui vient d'avoir un long entretien avec Auguste Dewinne au sujet d'une série d'articles politiques.

Housiaux sait qu'il y a, comme chaque jour, abondance de matière. Il sait qu'il faudra, impitoyablement, sabrer dans les « longueurs », rapetisser plus de dix comptes rendus qui cependant ont déjà subi des amputations le matin. Il sait aussi qu'il faudra bien sacrifier certaine copie, d'un intérêt relatif.

Et, tel un chirurgien sûr de lui-même, devant charcuter

un patient pour tirer celui-ci d'un mauvais pas, il n'hésitera pas, *pour faire un bon journal,* à donner à chaque fait, à chaque article, à chaque filet, la place qui lui revient. Il aura, de suite, et il le sait encore, des engueulades avec les rédacteurs, mais il prendra l'offensive. Il en aura, demain, des correspondants et des collaborateurs. Il le sait bien, très bien, mais ne s'en émeut pas. N'y a-t-il pas trente ans et plus qu'il connaît ça? Et n'est-il pas un journaliste, dont Joseph Wauters a écrit : « Il a le sens de l'actualité ; il est spontané et vrai ; travaille vite et bien ; il a de réelles connaissances historiques et sait arranger un document. »

EMILE HOUSIAUX
Secrétaire de Rédaction au Peuple
(vu par Casimir)

Voilà Housiaux à l'atelier de typographie. Il revoit le « matelas » de copie qui attend, sur un coin du marbre, le moment de passer aux mains des linotypistes qui transformeront toutes ces « pattes de mouche » des divers collaborateurs en un beau

caractère typographique, flambant neuf, la machine à composer coulant sans cesse du caractère nouveau.

Un seul souci guide Housiaux. Il faut que le journal soit bien équilibré. Il faut que, le soir, quand il sortira de presse, il contienne tout ce qui peut intéresser le lecteur... et pas seulement ce qui intéressait spécialement un rédacteur ou un collaborateur. Il faut qu'aucun événement sérieux ne soit raté, que la vie de la journée, pour le pays et l'étranger, se reflète dans les colonnes servies à la clientèle du journal.

La vie trépidante

2 heures 30.

Francis Silvart, chapeau boule sur l'oreille, arrive en trombe. Il sort du ministère des Colonies, où trône M. Jaspar, à la fois premier ministre de Belgique et roi du Congo ! M. Jaspar a des difficultés, de grandes difficultés. Depuis les élections de mai 1929, qui consacrèrent la victoire des partis d'ordre, il ne dort plus, il ne dîne plus, il ne chante plus, il n'a plus de bonne humeur, vous savez de cette bonne humeur qui lui est coutumière. Il rêve des frontistes que M. Van de Vyvere veut incorporer au parti catholique, de libéraux qui s'allient aux socialistes dans les conseils provinciaux, de démocrates-chrétiens qui ne veulent pas marcher pour l'aménagement de la supertaxe et qui menacent de proposer un nouveau gouvernement démocratique aux socialistes.

M. Jaspar a eu, le matin, des entrevues avec les *as* de sa majorité. A la sortie de ces Messieurs, des indiscrétions ont été commises. Silvart a, là-dessus, un papier « sensationnel », « définitif », qui « fera du pétard ». Il réclame la priorité, la première page, un gros titre, des sous-titres ; c'est urgent, ça doit passer, insiste-t-il.

— Dring, dring, dring.

— Allo... Allo...

— ...

— Ah ! c'est Denis ! La Cour d'Assises d'Anvers ? Nom de Dieu. Nous n'y pensions plus. Est-ce important aujourd'hui ?

— ...

— Hein ! Chevalier de Vrière ! Qui est ce béotien ?

— ...

— Importante déposition? Ah! Eh bien vas-y.

— Emile. c'est la Cour d'Assises d'Anvers. Cent lignes, dit Denis. Il faut réserver une place très importante.

— Dring... dring... dring.

— C'est le 221.12 qui sonne. Vois un peu, Emma.

— Allo ! Allo !

— ...

— Charleroi ? Quelque chose d'intéressant ?

— ...

— Oh ! Oh ! Un terrible drame de l'adultère... Amant tué — Maîtresse agonisante. — Allez, donnez !

— Allez dire à Emile de réserver une tête de colonne. Grosse affaire. — Détails intéressants.

— Dring... dring... dring.

— Allo ! Allo !

— ..

— Ah ! oui, c'est vrai. L'histoire de la sécheresse. Réunion des mayeurs du Grand-Bruxelles. Combien de lignes, Gaston ?

— ...

— Cent lignes. Mille bon Dieu, où allons-nous les mettre !

— Je t'assure, Emile, que cette exposition est de tout premier plan. Quelques types épatants là-dedans. Il faut mettre ça en relief.

C'est Louis Piérard qui parle. Il vient, rentrant de Londres, de visiter à Bruxelles, au Palais des Beaux-Arts, une grande exposition de peinture et il tient à ce que son papier ne soit pas remis au lendemain, car, affirme-t-il, tous les autres journaux auront au moins une colonne là-dessus. Et comme il part ce

soir même pour Varsovie il compte sur le secrétariat de rédaction pour « soigner » son exposition !

Louis PIÉRARD
Député
Le globe-trotter du Peuple
(vu par Ex)

— Dring... dring... dring.

— Nom de Dieu! On ne cessera donc pas aujourd'hui! hurle Hambursin qui n'a pas encore « arrangé » le précédent filet transmis par téléphone.

— Qui est là. Allo ! Allo ! Allo ! ! Eh bien, quoi ! Qui êtes-vous ?

— ...

— Qui ? Comprends pas !

— ...

Camille HUYSMANS
Député, ancien Ministre
Collaborateur au Peuple *et à* La Wallonie
(vu par H. Lemaire)

— Deswaef ! Ah ! C'est Deswaef ! Quel Deswaef ? Deswaef l'ancien ! Ah ! Où es-tu ? Commission paritaire des mines ? Ah!! Convention des salaires. Oui... important. Eh! bien, vas-y, mon vieux.

— Vite à l'atelier prévenir Housiaux. Cinquante lignes sur la Commission paritaire des mines. Gros titre — 6 % d'augmentation des salaires.

4 heures.

— Beaucoup de copie de l'intérieur ?

— Trois fois trop...

— Ah! C'est embêtant... J'ai trois petits filets « étranger » qui devraient passer..., absolument passer...

— Auriez pas pu les donner plus tôt... On boucle la première édition à 4 h. 30. Vous le savez bien...

— Et puis ! l'étranger ! !

— Quoi, l'étranger ?

— Ça ne compte pas... On s'en f. .t ! Tout le monde s'en f...t ! !

— Ah ! oui, vous, Vienne, je sais...

— Mais mon vieux Saxe, la Chine, Tombouctou, la République d'Andorre, tout ça, c'est de l'hébreu !

Et le dialogue, taquin, se poursuit encore que déjà les trois filets sont aux linotypes où ils se « matérialisent ».

— N'entends rien du tout. Tout le monde gueule ici, autour de moi.

— C'est quoi Liége? Ah! C'est Truffaut de *la Wallonie*...

— ...

— Mais il est trop tard pour la première édition... Il est 4 h. 20... on n'aura plus le temps de composer...

— ...

— Un hall s'est écroulé dans une usine à Ougrée ? Quatre tués ? Et des blessés ?... Attendez ! Donnez-moi la nouvelle, avec le nom de l'usine. On va la donner en cinq lignes dans l'édition qui va sortir.

— ...

— Portez vite à l'atelier. Un gros titre, avec sous-titre — tête de colonne ou « dernières nouvelles ». On donnera les détails dans l'édition suivante.

— Dring ! Dring ! Dring !

— Allo ! Allo ! Allo !

— ...

— Eh bien, Maurice, ça colle. En voilà des téléphones.

— Ouf ! Pourvu que Hoyaux et Harmegnies n'aient rien de bien grave.

— Et Mons ? Il y a une importante réunion des mineurs à Hornu...

ACHILLE DELATTRE
Député
Collaborateur au Peuple *et à* La Wallonie
(vu par Casimir)

— Oui. Mais elle commence à 6 heures. On a le temps de respirer. Et les « rédacs » du soir ont un sténo à leur disposition.

— Pas beaucoup de faits-divers à Bruxelles, Emma? Dailly (agence de faits-divers) n'a pas trouvé « un beau crime » ?

— Non ! De petits cambriolages, des bricoles ! Rien de sérieux.

— Allons, tant mieux. La capitale devient le refuge des braves gens.

La première édition

A l'atelier, c'est le « coup de feu ». Housiaux va d'un marbre a l'autre, sur lesquels les « formes » sont ouvertes. Elles s'emplissent à vue d'œil. La première est déjà à la clicherie, contenant quatre illustrations.

La publicité est abondante : près de trois pages. Aussi Vienne n'a pas gu...lé au sujet des huit pages. Il fallait « y aller carrément », car la situation « n'était pas drôle ».

Les linotypes, machines à composer, ont crépité tout particulièrement cet après-midi. On n'a guère respiré. Tout le monde en a mis « un bon coup ». Les correcteurs sont abrutis...

Et cependant il n'y avait pas, ce jour, séance de la Chambre, ni séance du Sénat, ni une session de Conseil provincial ! !

5 heures.

Les formes, clichées, viennent de descendre. Un bruit sourd se fait entendre de la salle des machines...

— On roule, dit Emile Housiaux...

Et cinquante secondes plus tard, De Brouckère, Arthur Wauters et Housiaux, pour la rédaction, parcourent les premiers numéros du *Peuple*, édition de cinq heures (Bruxelles et faubourgs), numéros fleurant à plein nez l'encre d'imprimerie grasse et fraîche. A la machine, Vienne est là, avec le chef d'atelier, Alexandre Theunissen. Le premier voit si les annonces « viennent bien» et le second « si l'ensemble du journal est parfait ».

A l'expédition c'est l'affairement. La première édition doit desservir les aubettes de la capitale et de ses faubourgs, les porteuses des ligues ouvrières du Grand-Bruxelles et une par-

tie des abonnés postes. Et l'on doit être rapidement partout. Aussi une bonne demi-heure après le début du tirage de l'édition de cinq heures, tout est terminé. Et trois ou quatre camionnettes s'ébranlent, ayant chacune à effectuer un circuit sérieux, afin de déposer les paquets de journaux en de multiples points.

Les éditions de province

Cette première édition liquidée, il ne faut pas croire que l'on pourra flâner longtemps.

A la rédaction notamment, on ne connait pas de repos. C'est qu'il reste cinq éditions à monter et que parmi celles-ci il en est quatre consacrées spécialement à la province. Deux d'entre elles, notamment, contiennent une page spéciale : *Peuple du Borinage* et *Peuple du Centre.*

Les divers correspondants et rédacteurs du pays : Liége, Verviers, Gand, Anvers, Ostende, Mouscron, Namur, Charleroi, Centre, Tournaisis, Mons, ont déjà, dans l'après-midi, envoyé des « express », contenant de petites informations : politiques, administratives, ou sur la vie du parti, des syndicats, coopératives, mutualités de leurs régions respectives. Ils y ont donné également « la copie » des correspondants locaux, qu'ils ont déjà revue et parfois raccourcie — bien que trop souvent ils préfèrent laisser cette responsabilité à la rédaction de Bruxelles ! !

Plusieurs d'entre eux, à partir de six heures, vont téléphoner les dernières nouvelles, les informations de l'après-midi : accidents, drames, événements politiques ou autres étant de nature à intéresser les lecteurs.

Emma Guillaume a déjà revu plusieurs des « express » dans l'après-midi. Les rédacteurs des éditions suivantes, Jumeau et Deswaef Oscar notamment, doivent dépouiller ceux arrivant après cinq heures, de même qu'ils devront, avec le sténographe, prendre les multiples communications téléphoniques.

Plusieurs rédacteurs sont, à ce moment, sur le pont. Jexas doit donner son italique commentant l'événement de politique étrangère pour l'édition de neuf heures, la seconde. Il est en plein travail, de même que Franz Fischer qui doit donner « l'éditorial », c'est-à-dire le filet italique relatif au fait saillant de politique intérieure. Et les nouvelles transmises par l'Agence *Belga* continuent à arriver par plis réguliers. Il faut les dépouiller rapidement, au fur et à mesure des éditions, afin que chacune de celles-ci puisse avoir le maximum d'informations. C'est le travail d'Antoine.

Il y a aussi les journaux du soir à parcourir rapidement. Ils peuvent contenir des informations de sources spéciales qu'il est intéressant de reprendre, des informations de parti dont on peut tirer dix lignes ou qu'il importe de commenter rapidement. Housiaux, aidé de Deswaef Oscar et de Jumeau, effectue ce travail.

Plus que dans la journée peut-être le téléphone retentit : au 221.13, au 12, au 14. Harmegnies de Namur, Hoyaux du Centre, la rédaction du *Peuple du Borinage*, Truffaut de Liége, Detry de Verviers, etc., etc., ont des nouvelles intéressantes. Il faut les prendre au téléphone rapidement. Les unes valent pour toutes les éditions, les autres seulement pour l'édition de la région d'où elles émanent. Les rédacteurs, immédiatement, doivent en juger et donner, à l'atelier, toutes les indications pour qu'il n'y ait pas confusion.

Ce travail du soir est dur, pénible, énervant. Il ne laisse pas un seul instant de repos. Les nerfs sont tendus du début à la fin de la soirée.

N'importe ! les éditions se suivent avec régularité. Les « formes » s'ouvrent et se referment rapidement, passent à la clicherie où sont prises les empreintes sur « flans » qui permettent de couler les formes indispensables à chaque édition.

Et l'on arrivera ainsi jusqu'à « l'édition 1 étoile », qui dessert aussi Bruxelles et ses faubourgs et atteint tous les grands centres du pays : Anvers, Gand, Louvain, Liége, Namur, Char-

leroi, Tournai, etc., (service des bibliothèques des gares et des marchands des villes).

Œuvre éphémère mais vivante et répétée

Plus de cent personnes — et nous ne parlons pas des correspondants de province, des marchands, porteurs ou porteuses de journaux — ont participé à la confection de ces six éditions: rédacteurs, employés de l'administration, typographes, correcteurs, photograveurs, clicheurs, rotativistes, expéditeurs. Œuvre éphémère, mais vivante, qu'ils recommenceront demain, après-demain, tous les jours de l'année, dans la même fébrilité, avec un souci constant : ne pas rater les nouvelles, ne négliger aucune information, faire un journal complet, intéressant, ne pas rater les postes, ne pas rater les trains.

Œuvre éphémère, oui ! Mais répandue dans cent mille foyers, examinée par cent mille camarades. Et, malgré tout le désir de bien faire, on ne peut toujours donner satisfaction à tout le monde. Aussi des critiques, souvent, sont formulées, pour les motifs les plus divers. Toujours on en tient compte, toujours elles sont examinées avec le souci d'améliorer une œuvre créée pour notre grand parti, pour la classe ouvrière, pour la défense des intérets de celle-ci.

Œuvre éphémère, oui ! Mais répétée tous les jours de l'année et qui finit par tracer de profonds sillons où germe la bonne graine répandue chaque jour à foison !

Souvent nous avons souhaité que tous les lecteurs du *Peuple* puissent passer par les locaux où celui-ci est confectionné chaque jour et puissent suivre, d'un bout à l'autre, tout le travail et toutes les opérations que nécessite cette confection. Ils se rendraient compte des difficultés multiples qui sont à surmonter quotidiennement pour arriver à donner un bon journal, capable d'intéresser l'ensemble des lecteurs.

Soyons heureux tout de même. Les militants, dans le pays, connaissent bien l'effort accompli. Les améliorations, les progrès

réalisés au cours des dernières années ont été appréciés et partout, dans le pays, on dit aujourd'hui : *le Peuple* est maintenant un beau et grand journal, d'une belle tenue intellectuelle, d'une facture agréable, bien informé dans tous les domaines.

Chez nos adversaires on doit aussi reconnaître cet effort et, fréquemment, des éloges sont formulés à l'égard de notre grand quotidien.

Faut-il, à ce propos, rappeler une fois de plus ce qu'écrivit M. René Delforge, directeur du journal catholique de Namur, *Vers l'Avenir*, en 1925, à l'occasion du 40e anniversaire de la fondation du *Peuple*. Il disait notamment :

« A ses débuts, *le Peuple* était un fort modeste organe, de dimensions réduites, très imparfait. C'est aujourd'hui un grand journal, parfaitement outillé, bien renseigné, de grande diffusion. En 1885, le Parti socialiste naissait en Belgique ; il n'avait aucune influence. Aujourd'hui, il est assis au banc du Gouvernement et il détient au Parlement un nombre de sièges très considérable. On peut dire qu'une grande partie de ses succès, il la doit à sa presse, et c'est donc à bon escient qu'il fête son journal quadragénaire.

« Tous les dirigeants du Parti, les Vandervelde, les Jules Destrée, les Camille Huysmans, les Louis Bertrand, collaborent au *Peuple* ; ils lui envoient des articles et des informations. Ils témoignent ainsi de leur attachement à leur journal et donnent à tous les affiliés un éloquent exemple.

« La rédaction du *Peuple* compte, par ailleurs, des journalistes expérimentés; ils sont nombreux — une vingtaine — et bien rétribués; ils défendent passionnément leurs idées. »

Pareil éloge se passe de commentaire.

C'est la preuve certaine que *le Peuple* est dans la bonne voie. Mais comme toute œuvre humaine est perfectible à l'infini, il faudra faire mieux encore.

Ce sera l'œuvre de demain !

réalisés au cours des dernières années ont été appréciés et partout, dans le pays, on dit aujourd'hui : le Peuple est maintenant un beau et grand journal d'une belle tenue intellectuelle, d'une facture agréable, bien informé dans tous les domaines.

Cette [illegible] est donc [illegible] est effectivement, des étapes sont franchies à l'égard de notre grand quotidien.

Faut-il à ce propos rappeler une fois de plus [illegible] M. Louis Delisse, directeur du journal catholique de Namur, *Vers l'Avenir*, en 1953, à l'occasion du 60e anniversaire de la fondation du Peuple. Il disait notamment :

« Au départ, le Peuple était [illegible] organe de [illegible]. C'est aujourd'hui un grand journal [illegible] de grande diffusion. [illegible]

« Pour les dirigeants du Parti, les Vandervelde, les Jules Destrée, les Camille Huysmans, les Louis Bertrand, collaborent au Peuple ; ils lui envoient des articles et des informations. Ils témoignent ainsi de leur attachement à leur journal et donnent à tous les militants un éloquent exemple.

« La rédaction du Peuple connaît, par ailleurs, des journalistes remarquables ; ils sont nombreux — une vingtaine — et leurs travaux [illegible] généralement [illegible] »

[illegible] se passer de commentaires.

C'est la preuve certaine que le Peuple est dans la bonne voie. Mais comme toute œuvre humaine est perfectible, il faudra faire mieux encore.

Ce sera l'œuvre de demain !

JOURNALISTES & TYPOS
LA COQUILLE

> Oh ! la coquille ! la coquille ! quel fléau de l'imprimerie et du journalisme ! Quel monstre ennemi des dieux et des hommes !
>
> Eugène DUBIEF.

Journalistes d'hier et d'aujourd'hui

Dix ans avant la guerre, le journaliste, pour le grand public, relevait du monde de la plus pure bohême. La vérité est qu'en ces temps, dont rêvent les jeunes reporters, bon nombre de journalistes pouvaient se permettre une vie de bâtons de chaises, rédiger leurs papiers sur un coin de table, dans le tohu-bohu d'un boui-boui. Peut-être le souci de l'information rigoureusement exacte ne s'imposait pas, comme de nos jours, pour des multitudes de questions, que l'on présentait au public sous une forme agréable, certes, mais parfois bien fantaisiste.

Camille Huysmans, qui fut jadis au *Petit Bleu*, ne nous a-t-il pas révélé que c'est dans ce journal, dirigé par Gérard Harry, qu'il apprit à écrire d'excellentes « Lettres » de Berlin, de Vienne, de Londres, etc., sans quitter Bruxelles !!

C'était aussi le temps où l'on se permettait facilement de publier le compte rendu d'une séance à laquelle on n'avait pas assisté, de donner l'interview d'un vieux sénateur que l'on n'avait même pas vu, le reporter étant convaincu que ce sénateur se garderait bien de démentir la chose, tout heureux qu'un journal voulût bien le citer et publier, en même temps, sa photographie en place d'honneur. N'en serait-il pas encore de même de nos jours ?

C'était le bon temps, affirment les anciens, le bon temps où la profession n'était pas réglementée dans les moindres détails,

où le *reporter* était roi. Mettez un vieux journaliste sur le terrain du « passé » et aussitôt vous constaterez que vous avez ouvert un robinet déversant à flots les anecdotes pittoresques, campant drôlement ou magnifiquement des personnages politiques, croquant avec humour des événements multiples qui firent époque dans la vie de ceux qui nous les content.

Les journalistes de ce bon temps, affirment toujours les anciens, étaient plus gais que ceux de notre époque. N'y a-t-il pas ici exagération ? Tous les hommes de l'âge mûr ne vous diront-ils pas, eux aussi, que, de leur temps, tout allait mieux, tout était plus gai ? En vieillissant, ils se font ermites et ne voient pas, ne veulent pas voir ce qu'il y a de bien et de beau dans les temps nouveaux.

La vérité, pour le journaliste, c'est que l'après-guerre a amené tous les journaux à modifier leur facture, à se préoccuper des gros problèmes posés, dans tous les pays, par la catastrophe. Il est certain, par exemple, qu'un chroniqueur s'occupant des questions de politique étrangère ne pourrait plus se permettre d'écrire des lettres de Berlin ou de Londres, tout en restant en pantoufles à Bruxelles. Les questions à envisager sont trop délicates, trop complexes, nécessitent des enquêtes approfondies, sur place. On ne pourrait pas les traiter avec légèreté, avec fantaisie.

N'en est-il pas de même des problèmes financiers qui se posent à l'examen de tous les gouvernements ?

Evidemment, il est encore des journaux qui vont à travers tout. Mais ceux-là n'ont aucun crédit auprès des gens informés.

Et puis, pour en revenir à l'esprit du journaliste, il faut bien reconnaître que la presse, en se transformant, en devenant surtout une presse d'affaires, a bouleversé bien des choses. Nombre de journalistes n'ont plus l'indépendance d'allure qu'on affichait jadis dans la corporation. Les directeurs de journaux agissent, non plus en hommes d'idées, mais en hommes d'affaires. Leurs rédacteurs sont devenus, trop souvent, des employés, dont on exige une grande ponctualité, des heures de présence déterminées et minutieusement contrôlées. Certains directeurs ne vont-

ils pas jusqu'à exiger... un nombre de lignes quotidiennement, comme si les événements pouvaient se plier à leur volonté!?

Cette réglementation trop rigoureuse a, naturellement, enlevé au journaliste la possibilité de prendre de larges initiatives et d'afficher ce caractère d'indépendance dont étaient si fiers les anciens.

Mais il n'en reste pas moins vrai que les particularités du métier, dans une certaine mesure, sont restées ce qu'elles étaient jadis et que le journaliste, malgré tout, reste un homme bien spécial... dans la faune humaine.

Le fait de devoir, toujours, être à l'affût de l'événement intéressant, de la nouvelle sensationnelle, aiguise évidemment son flair et lui donne des qualités d'observateur très développées, pour peu qu'il ait la passion de son métier. Passant dans la rue, antennes au vent, le moindre incident qui ne retiendra l'attention de personne le mettra, lui, incontinent, sur une piste excellente, lui permettant de fournir « un beau papier » à son journal. C'est là, chez lui, une préoccupation de tous les instants, quel que soit l'endroit où il se trouve. Elle ne le quitte pas, elle le hante, le poursuit sans trêve.

D'autre part, le fait de côtoyer tous les mondes, à tous les plans de l'échelle sociale et de pouvoir aborder, avec presque autant de facilité, les plus hauts personnages que les plus humbles mortels rend le journaliste un peu sceptique. Il voit les choses de trop près, comme le valet de chambre du grand seigneur. Et souvent tel puissant ministre, dont il parlera lui-même en termes enthousiastes et chaleureux dans son journal, tel puissant personnage dont les photographies, à certains moments, tiendront la place d'honneur dans toutes les feuilles imprimées d'un pays, sera, par lui, jugé d'une tout autre façon dans l'intimité.

En général, le journaliste «en fonctions», courant dans la rue, pénétrant au Palais de Justice, à l'Hôtel-de-Ville, au Parlement, n'a pas d'ennemis. Il doit faire bonne figure à chacun, même à l'adversaire résolu de son journal, car il sera appelé à l'inter-

viewer demain, ou à le solliciter pour obtenir le « dernier tuyau » sur la réunion secrète de son groupe.

Journalistes et typos

Mais s'il n'a pas d'ennemis à l'extérieur de son « canard », il en compte un — et de dimension — sous les toits abritant celui-ci. C'est le typo, avec lequel, de tout temps, le journaliste s'est chamaillé.

C'est que le typo est chargé, lui, de matérialiser la prose apportée par les rédacteurs. Mais dans quelles conditions doit-il le faire, généralement, grands dieux !!

La copie est mauvaise. Elle a été rédigée en quatrième vitesse, sur du papier de trente-sixième qualité. On l'apporte au dernier moment, avec des flots d'autres copies. Il faut transformer le tout en lignes de plomb, et cela en tapotant, rapidement, sur un clavier ressemblant assez à celui d'une machine à écrire. Les matrices tombent, en un cliquetis continu et assourdissant. Dix, quinze, vingt linotypistes parfois travaillent ensemble, dans le même énervement, avec la même pensée: c'est que tout doit être composé à temps pour l'édition.

Comment, dans ces conditions, n'y aurait-il pas des *doublons*, c'est-à-dire des mots composés deux fois, où des *bourdons*, c'est-à-dire des mots oubliés. On raconte que c'est un bourdon qui amena, en 1812, la guerre de Russie. Le rédacteur du *Journal de l'Empire*, parlant de Napoléon et d'Alexandre, avait écrit : « *L'Union* des deux empereurs dominera l'Europe. » Et le typo, facétieux, transcrivit froidement : « *L'un* des deux empereurs dominera l'Europe ! » Mais ceci est de l'anecdote et nous éloigne un peu de notre sujet.

Généralement d'ailleurs, le *doublon* et le *bourdon* sont dépistés par le correcteur et, rarement, ils subsistent après la correction.

Il n'en est pas de même de la *coquille*, qui, depuis l'invention

de l'imprimerie, fut la terreur de tous les éditeurs, de tous les auteurs, de tous les journalistes !

La coquille, insidieuse, se glisse partout. Et l'on dirait qu'elle se cache vraiment, ne se laissant découvrir que quand il est trop tard, que quand votre livre est terminé, qu'il trône à la devanture d'une librairie ; que quand les cent mille exemplaires de votre journal sont tous sortis de presse et qu'il n'y a plus rien à faire ...sinon s'arracher les cheveux.

La *coquille?* Mais oui, la coquille! Oh! c'est une petite ,toute petite chose. Il semble, quand on la dénonce, qu'il n'y ait pas lieu de s'en faire? Une lettre placée pour une autre. La belle affaire !

Oui, la belle affaire !! Et qui parfois peut vous faire dire des choses extraordinaires et auxquelles vous étiez à mille lieues de penser.

Voici quelques exemples de coquilles célèbres :

« M. Guizot, un jour, déclare à la tribune qu'il est au bout de ses *forces ;* le *Moniteur,* lui, imprime : au bout de ses *farces.* Sieyès, dans un discours justificatif de sa conduite, avait dit : j'ai *adjuré* la république ; on lui fait dire : j'ai *abjuré,* ce qui l'amène à écrire, le lendemain: « L'imprimeur veut me faire guillotiner. » Pendant une maladie du prince Jérôme, un journal officieux, donnant des nouvelles rassurantes de l'oncle de l'Empereur, écrit : le *vieux* persiste, pour le *mieux* persiste. Le roi Louis-Philippe s'étant *perdu* dans la forêt, le typo annonce qu'il s'est *pendu.* Une autre coquille, assez philosophique celle-ci, nous apprend que les mots sont les *singes* de nos idées. Ici les deux lettres ont été transposées. Un autre typo n'hésite pas à donner huit jours *d'empoisonnement* à un pauvre diable, coupable d'une faute légère. »

On pourrait allonger la liste indéfiniment et tout lecteur d'un journal quotidien pourrait, chaque semaine, collectionner quelques coquilles bien amusantes et qui ne le céderaient en rien, soyons-en convaincu, à celles nous révélées par un auteur inconnu, dans cette curieuse *Ode à la Coquille :*

Je veux chanter tous tes hauts faits,
Je veux dire tous tes forfaits.
S'agit-il d'un homme de bien,
Tu m'en fais un homme de rien.
Fait-il quelque action insigne,
Ta malice la rend indigne,
Et par toi sa capacite
Devient de la rapacité !
Que sur un vaisseau quelque prince
Visite nos ports en province,
D'un brave et fameux amiral
Tu fais un fameux animal
Et son émotion visible
Devient émotion risible.
Un savant maître fait des cours,
Tu lui fais opérer des tours,
Il parle du divin Homère
O sacrilège ! on lit Comère.
L'amphithéâtre et ses gradins
Ne sont que d'affreux gredins.

. . . .

Léonidas aux Thermopyles
Montre-t-il un beau dévoûment,
Horreur ! Voilà que tu jubiles
En lui donnant le devoiment.

Les journalistes qui ont du métier finissent évidemment par se cuirasser et par accepter philosophiquement toutes les fantaisies de la *coquille*. Aussi ceux-là font-ils bon ménage avec le typo. Mais que dire des nouveaux venus dans la profession, de ceux qui publient leurs premiers articles, qu'ils ont signés, et qui attendent, avec une impatience fiévreuse, la sortie de presse du journal !! Ils poussent de hauts cris, trépignent, se désolent. Ils voudraient que l'on arrête le tirage, que l'on rectifie l'erreur sur le champ, sans souci de la poste, du train, des lecteurs. Il n'y a plus, à ce moment, pour eux, que l'affreuse petite chose, que cette malencontreuse lettre mal placée qui rend « sinistre » le « ministre » dont ils parlent par ailleurs avec le plus profond

respect ou qui transforme en « dépité » l'influent parlementaire, ami du directeur du journal !!

Mais les jeunes, comme les autres, s'habitueront et, après s'être quelquefois enguirlandés copieusement avec le malicieux typo, ils deviendront, eux aussi, ses bons amis, car tout de même il est, malgré tout, pour eux, un bon collaborateur.

Et la *coquille*, en fin de compte, devient un aspect joyeux du métier.

Les petites mésaventures du métier

Il n'y a pas que celui-là. On pourrait écrire tout un gros volume sur les bonnes farces qui furent jouées à des journalistes par des confrères facétieux.

En voici quelques-unes nous revenant à la mémoire.

La première date de l'après-guerre. C'était à la veille d'une élection communale. Un correspondant sportif d'un journal de province s'était vanté, étant candidat dans sa commune, qu'il serait élu, avec tout son groupe, et affirmait qu'il serait présenté par celui-ci comme candidat aux hautes fonctions de bourgmestre. Il habitait la commune, mettons de Z. Un jour, il venait de rédiger sa chronique sportive sur la course des Six Jours de Bruxelles. Et il terminait en disant: « Bien qu'il y ait encore douze heures avant la fin de la grande épreuve, on prévoit que l'équipe brabançonne arrivera en tête. » Lâchant sa copie pour un instant et passant dans un bureau voisin, un de ses camarades de rédaction, jetant un rapide coup d'œil sur le manuscrit, y ajouta les mots : *Si le bourgmestre de Z. le permet !* Et, le lendemain, à la grande fureur du chroniqueur, on pouvait lire dans son journal : *L'équipe brabançonne arrivera en tête, si le bourgmestre de Z. le permet !!*

***

Faut-il dévoiler la formidable blague qui fut faite, peu avant-guerre, à l'un des plus sympathiques journalistes de la capitale, au cours d'une séance de la Chambre où l'on discutait les projets militaires de M. de Broqueville.

Il y avait séance prolongée. Les journalistes parlementaires étaient harassés, devant prendre discours sur discours. Soudain le dit journaliste dut se retirer précipitamment, au beau milieu d'un grand discours prononcé par un député catholique, abandonnant ainsi sa copie pour quelques instants. Il avait à peine franchi la porte de la tribune de la presse que son voisin, joyeux monteur de bateaux, ajoutait sur le feuillet à moitié vierge cette phrase ahurissante : « Nous nous précipitons au grand bazar du Boulevard Anspach, nous le dépouillons de ses fusils, de ses canons, de ses sabres et de ses tambours et nous voilà en route vers la frontière, aux cris répétés de : Vive le roi, vive la Belgique »!! L'autre, sans méfiance, reprend sa place, se remet hâtivement au travail sans se relire et envoie ses feuillets au journal. Horreur! celui-ci, le lendemain, publiait le tout sans y avoir changé un iota !!

***

N'est-elle pas aussi délicieuse, cette aventure arrivée à un excellent journaliste ayant, un après-midi, assisté à une séance d'un congrès de médecine et le soir à un concert au Conservatoire. Sortant de son journal après avoir rédigé les deux comptes rendus, il se rendit avant de rentrer chez lui, dans un établissement où il rencontre un pianiste s'étant produit au concert auquel le journaliste venait d'assister. Il lui demande s'il a été assez aimable de le citer, ce à quoi le journaliste répond affirmativement. Or, il n'en était rien. Immédiatement le confrère se rend au téléphone et dicte au rédacteur de service à son journal une phrase gentille pour le pianiste oublié. Le lendemain il retrouve celle-ci... dans le compte rendu de la séance du congrès médical, entre deux discours de graves savants !!

***

Rappelons, enfin, la mésaventure arrivée à un confrère, sous le ministère Theunis, donc après la guerre.

Depuis tout un temps, à l'issue des Conseils de Cabinet, le premier ministre de l'époque faisait remettre aux journalistes un « pâle communiqué », qui n'était que l'amplification du libellé de l'ordre du jour de la séance. La chose était devenue tellement normale que la plupart des chroniqueurs des ministères passaient, le matin, au cabinet du premier ministre, où ils s'entretenaient quelques instants avec le chef de cabinet, pour s'informer des objets figurant à l'ordre du jour de la séance de l'après-midi. Et ils pouvaient, ainsi, rédiger leur communiqué dans de meilleures conditions, avant même que la séance ait eu lieu.

Un lundi notre chroniqueur se présenta donc auprès du chef de cabinet. Il en sortit muni de quarante bonnes lignes sur la séance qui devait avoir lieu l'après-midi même. Il les envoya à son journal avec la mention : à publier dans la première édition.

Et vers deux heures, après avoir déjeuné, comme le temps était magnifique, il se dirigea vers Tervueren, en tram découvert, goûtant ainsi tout le charme d'un bel après-midi de septembre. Vers six heures du soir il était de retour rue de la Loi, au cabinet de M. Theunis, afin de s'informer si rien de neuf ne s'était produit au cours de la séance du Conseil. Malédiction, cette séance n'avait pu être tenue, le premier ministre étant grippé!! Heureusement, il apprit qu'un communiqué avait été adressé à l'agence Belga, qui devait le transmettre aux journaux!

Néanmoins, notre pauvre journaliste se précipita à la première aubette à journaux qu'il rencontra et y acheta un numéro de son journal.

Le communiqué du Conseil des Ministres s'y étalait, insolemment, en première page, avec un titre énorme, éblouissant et des sous-titres circonstanciés ! Qu'allait-il attraper en arrivant au journal ?

Mais arrêtons-nous ici, car nous n'en finirions pas de conter

des anecdotes de ce genre, qui valent bien celles « du temps passé ».

Tout ceci prouve simplement que l'atmosphère dans laquelle travaillent les journalistes n'est pas ordinaire. Ils sont en perpétuelle ébullition. Du matin au soir ils vont, ils viennent, toujours hantés par l'heure des éditions de leur journal. Et c'est ce qui explique que des aventures du genre de celles que nous venons de conter leur arrivent de temps à autre.

Le lecteur peut-il leur en vouloir ? Pas le moins du monde. Au contraire, cela l'amuse et le déride... quand il s'en aperçoit.

APPENDICE

Le journalisme est né d'hier. C'est une profession encore toute neuve, l'une des quatre ou cinq plus jeunes du monde. Il existe des acteurs, des musiciens, des architectes depuis qu'il existe des hommes. Il n'y a des journalistes proprement dits que depuis quelques générations. Toutes les initiatives du passé doivent être considérées comme œuvres de précurseurs.

(Les Conditions de travail et de vie des journalistes. Ed. du B. I. T.*)*

Le recrutement des journalistes

Nous aurions voulu, en fin de cet ouvrage, présenter au lecteur un aperçu général sur les conditions de travail des journalistes. Mais, après examen, nous avons dû y renoncer, nous rendant compte qu'un volume entier devrait être consacré au problème pour apporter des vues précises sur l'ensemble de celui-ci.

Or, ce volume existe. C'est l'étude très fouillée et très complète publiée par le Bureau International du Travail, ouvrage que nous citons par ailleurs et qui est intitulé : *Conditions de Travail et de Vie des journalistes.*

Ce travail est divisé en six chapitres portant sur: 1° La profession (formation et recrutement des journalistes ; aspect, composition et organisation de la profession); 2° Le statut des journalistes; 3° La cessation de service et la solution des conflits; 4° Les conditions de travail (durée, travail de nuit, repos hebdomadaire, vacances annuelles, salaires); 5° Le marché du travail (chômage-placement); 6° Les institutions de prévoyance.

Tous ceux que la question intéresse y puiseront de précieux enseignements sur ces divers aspects des conditions de travail des journalistes dans les principaux pays du monde.

Soulignons néanmoins que la profession de journaliste est encore, à l'heure actuelle, très peu réglementée, du point de vue législatif, dans la plupart des pays. L'une des principales raisons

de cette situation est l'individualisme vraiment exagéré qui a toujours régné dans le monde de la presse, de même que le caractère assez fermé de la profession.

C'est ainsi ,à ce dernier point de vue, que dans plusieurs pays les associations de journalistes se sont toujours élevées contre la constitution d'écoles spéciales, d'instituts pour journalistes, estimant « que la carrière exige, avant tout, des dispositions innées et un talent naturel, et qu'une bonne culture générale, acquise dans n'importe quelle école, suffit à nourrir ce talent et que la pratique de la profession constitue l'élément principal de la formation d'un bon journaliste ».

En Belgique, cependant, l'Association générale de la Presse a créé, en avril 1922, un Institut pour journalistes qui existe toujours et où sont donnés des cours d'histoire, de droit, d'économie politique, de critique artistique, littéraire et musicale, cours complétés par des exercices pratiques : dépouillement des dépêches, compte rendu de tribunaux, du parlement, de théâtres, etc., etc.

Nous croyons pouvoir affirmer que, si tous les élèves qui suivent les cours de cet Institut ne deviendront pas des journalistes, il a déjà fourni à la profession quelques éléments intéressants qui, demain, se signaleront certainement à l'opinion publique de notre pays.

C'est en Allemagne que l'idée des écoles de journalisme a fait le plus de progrès. Des cours sur la matière existent dans seize Universités, deux écoles techniques et cinq écoles supérieures de commerce. Des cours de journalisme sont également donnés à l'Université suisse de Zurich. En Italie, en Angleterre, en Tchécoslovaquie, la question est posée. En Amérique, plusieurs écoles importantes de journalisme ont été créées récemment.

Nous pensons que de plus en plus cette conception s'imposera, car les temps difficiles de l'après-guerre ont amené nombre d'intellectuels, professeurs, avocats, ingénieurs, etc., à rechercher dans le journalisme des suppléments de traitement. Il en résulte, pour les journalistes professionnels, un malaise qui va

en s'accentuant et qui trouve sa source dans un avilissement des salaires qui leur sont octroyés.

Cette question de la formation des rédacteurs de journaux est fatalement liée à celle de l'élaboration d'un statut des journalistes, problème qui commence à préoccuper sérieusement les associations de presse de tous les pays.

Sous la pression de circonstances défavorables, les journalistes commencent à comprendre qu'ils doivent s'occuper collectivement de leur sort. Dans la plupart des pays, la question a été étudiée sérieusement au cours de ces dernières années.

Le statut du journaliste

Il est certain, malgré les résistances que l'on rencontre encore actuellement au sein des associations de presse, que l'on s'oriente un peu partout vers l'adoption des dispositions légales, devant former le statut des journalistes.

Citons, à ce propos, le passage de l'étude du Bureau International du Travail. Il pose, mieux que nous ne pourrions le faire, le problème dans son ensemble et sous tous ses aspects et démontre que c'est bien vers la solution que nous indiquons que se dirigent les efforts des éléments actifs de la profession, s'inquiétant, à juste titre, de l'avenir de celle-ci :

« L'engagement, le travail, la cessation de service d'un journaliste et d'une manière générale l'ensemble des rapports existant entre le collaborateur d'un journal et l'éditeur de ce journal peuvent être déterminés de quatre manières différentes: 1° par simple entente verbale ; 2° par contrat écrit individuel ; 3° par contrat collectif; 4° par la loi.

« C'est dans cet ordre d'énumération qu'en général ces quatre modes se succèdent chronologiquement ; l'histoire du journalisme, en effet, montre qu'après avoir été réglé par le système de l'entente verbale, le travail du journaliste l'a été par celui du

contrat individuel écrit et pour finir par celui du contrat collectif et de la législation.

« Sans doute, cette remarque, toute générale, n'a-t-elle rien d'absolu et ne prétend-elle pas établir entre les systèmes une hiérarchie normative. Ici les journalistes ont passé sans transition de l'entente verbale au contrat collectif; là, du contrat individuel à la loi. Ailleurs, des formes théoriquement successives, ententes verbales et contrats écrits, coexistent. Et il est possible que toutes les solutions différentes déterminées par les circonstances soient également bonnes. En tout cas, cet exposé de faits n'est point le lieu pour débattre une telle question de doctrine.

« L'entente verbale, qui a existé un peu partout à l'aube du journalisme, s'est maintenue, à l'heure qu'il est, dans certains pays, soit par attachement à certaines coutumes, soit parce que le journalisme y a gardé d'anciennes formes et n'a pas été atteint par l'industrialisation du grand journal moderne, soit encore parce que, même touché par cette industrialisation, il a conservé de vieux systèmes d'emploi par suite de l'inaction et de l'impuissance des journalistes. L'entente verbale est, comme son nom l'indique, le résultat d'une simple discussion entre employeurs et employés, ne donnant lieu à aucun document. Susceptible de se prolonger sans avatars si les deux parties demeurent en bonne intelligence, elle ne leur donne aucune réelle sécurité et risque de leur causer de graves embarras et de valoir tout au moins à l'une d'entre elles un sérieux dommage si elles cessent de vivre en harmonie.

« L'entente verbale, quoique sujette à l'arbitraire et au bon plaisir, ne leur est pas complètement soumise. Il y a dans le journalisme, comme dans tout corps de métier, des coutumes, des usages, souvent tyranniques, auxquels il n'est pas aisé de se soustraire. Ces usages sont jusqu'à un certain point une garantie pour l'employé: ils le défendent contre un complet arbitraire et assurent dans les emplois une certaine uniformité plus ou moins équitable. Mais ils lui sont, d'autre part, nuisibles, d'abord parce que ce ne sont que des usages qu'il n'est pas impossible d'enfrein-

dre à son détriment, ensuite parce que, malgré toute la fragilité qu'ils peuvent révéler à son désavantage, ils sont susceptibles, au contraire, d'acquérir selon les circonstances une rigidité implacable, bien faite pour briser toute tentative de sa part tendant à améliorer sa situation. Et il faut reconnaître que les usages ne sont souvent plus en rapport avec la situation que fait à l'employé le développement des événements. Partout les usages vieillissent vite aujourd'hui: ce sont souvent de très anciennes choses qui n'ont pu suivre le progrès. Mais dans une profession comme le journalisme, qui s'est développée de façon vertigineuse, les usages, sans appartenir à une époque très ancienne, ne sont déjà plus de la nôtre. Ils sont restés immuables, tandis que les conditions changaient à vue d'œil, ou se sont si peu modifiés qu'ils ne correspondent plus à la réalité. C'est pourquoi une entente fondée sur de simples usages risque fort, à côté de l'insécurité que donne l'absence d'un document et de signatures, de créer une situation anachronique et de léser gravement celui qui est obligé de travailler à d'anciennes conditions et de vivre dans un monde actuel.

« Le contrat écrit individuel a sur l'entente verbale l'avantage de donner aux signataires une sécurité que ne procure pas cette dernière. Il sert de base à la solution des différends pouvant s'élever entre employeur et employé et procure à l'un et à l'autre au moins la possibilité de recourir aux dispositions, parfois très vagues, il est vrai, du Code civil concernant le louage de services. Il a par contre le défaut de n'être, lui aussi, fondé(exception faite des dispositions éventuelles, toujours si générales, du Code civil) que sur des usages.

« Les journalistes ont si bien senti les inconvénients de ces systèmes de contrats particuliers, oraux et écrits, qu'ils sont entrés résolument dans la voie tracée par les travailleurs manuels, et qu'ils ont cherché à obtenir l'établissement de contrats collectifs qui pussent leur donner tous les avantages d'une détermination générale et uniforme des conditions de travail.

« Le contrat collectif que signent les organisations des employeurs et des employés et qui règle les conditions de travail,

non plus dans des cas particuliers, mais pour de grandes quantités d'individus. peut avoir plus ou moins d'étendue. Tantôt il ne porte que sur une partie des conditions de travail, comme le contrat collectif de salaires, tantôt il ne s'applique qu'à une catégorie ou deux de travailleurs, les collaborateurs extérieurs du journal, par exemple, ou les dessinateurs et photographes. Il peut aussi être plus ou moins précis, plus ou moins détaillé, ne donner que les principes généraux devant servir de base aux contrats individuels ou, au contraire, indiquer avec précision toutes les modalités des conditions de travail, à tel point que les contrats individuels ne font plus qu'en reproduire les clauses ou s'y reporter.

« Le contrat collectif constitue, aux yeux des journalistes, un immense progrès sur le système du contrat individuel, oral ou écrit. On peut dire que le but principal de leurs organisations professionnelles, qui était autrefois, nous l'avons vu, d'instituer le secours mutuel, est maintenant d'obtenir, de conserver et d'améliorer des contrats collectifs.

« Il est certain que le contrat collectif présente de grands avantages. Et d'abord celui de déterminer une réglementation uniforme des conditions de travail, gage d'un maximum d'équité, possibilité de simplification de l'engagement et d'une plus grande clarté dans l'administration du journal. N'aurait-il que l'avantage de codifier, d'unifier des usages existants, sa valeur serait certaine. Mais il y a plus. La conclusion du contrat collectif et son maintien supposent l'existence d'organisations professionnelles solidement constituées. Pour obtenir un contrat collectif, il a fallu que l'organisation professionnelle montrât une vitalité, fît preuve d'une énergie telles que le résultat en est généralement non seulement une unification des conditions de travail, mais une amélioration de ces conditions.

« Il est rare, en effet, qu'un contrat collectif n'introduise pas quelques heureuses innovations. Et ces innovations ne sont pas les dernières. Le contrat a un terme, au bout duquel on discute son renouvellement. A ce moment encore ce ne sont pas des indi-

vidus isolés, mais l'organisation tout entière qui se présente pour discuter. Elle a bien des chances de faire entendre de nouveau sa voix, de faire accepter quelques-unes au moins de ses revendications et de signer un nouveau contrat meilleur que le premier. En somme, le contrat collectif, outre qu'il régularise les conditions de travail, est l'instrument de précieuses améliorations et le gage de perfectionnements futurs.

« Il est loin d'ailleurs de ne présenter des avantages que pour les travailleurs. Les employeurs y trouvent, eux aussi, leur compte, ne serait-ce que dans les garanties qu'il leur donne contre la concurrence des entreprises voisines, dans la suppression des différends perpétuels, souvent coûteux, qui naissent du désordre des conditions d'emploi, et dans l'apaisement du mécontentement et de l'amertume qui ôtent à leurs collaborateurs la bonne volonté, l'enthousiasme si nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.

« La loi, enfin, apporte parfois au journaliste l'appui de ses sanctions. La législation peut intéresser les journalistes de plusieurs manières. Tantôt il s'agit de lois générales auxquelles sont soumis travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, comme c'est le cas en Grande-Bretagne pour ce qui concerne l'indemnisation de l'accident. Tantôt ce sont des lois plus limitées dans leur champ d'application, n'atteignant par exemple que les travailleurs non manuels ou une partie d'entre eux, les employés, et il arrive, comme on le voit au Luxembourg, que la définition de ces derniers permette d'y englober les journalistes. Tantôt enfin les journalistes sont expressément et spécialement visés. Les lois de cette dernière sorte peuvent être générales ou partielles; autrement dit, elles peuvent réglementer l'ensemble des conditions de travail des journalistes, déterminer leur statut tout entier, comme c'est le cas dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ou ne viser qu'une partie de ces conditions, le repos hebdomadaire par exemple, comme en France. Il peut arriver encore que des lois d'application restreinte, ne visant que les travailleurs manuels et nullement les journalistes, les atteignent pourtant

indirectement. Sans y être soumis, ils en subissent le contre-coup. C'est ce qui se passe en Hongrie, où l'interdiction du travail du dimanche dans les imprimeries assure le repos hebdomadaire des journalistes.

« De même qu'ils s'efforcent d'obtenir des contrats collectifs, les journalistes tâchent de faire élaborer des lois s'appliquant à leur statut particulier. Ils pensent avec raison que les lois générales ou celles, plus restreintes, qui se rapportent à la grande catégorie des employés privés, ne peuvent convenir pleinement à leur cas. Les conditions du travail journalistique sont si particulières, elles se distinguent par tant de côtés de celles du travail manuel, de celles des employés et même de celles des autres professions intellectuelles qu'on ne saurait en faire une réglementation raisonnable et efficace que par le moyen de lois spéciales. C'est ce qu'on a compris dans deux ou trois pays, où il existe des dispositions législatives s'appliquant expressément à l'ensemble du statut des journalistes ou à une partie de ce statut.

« Les journalistes, en général, voient dans l'élaboration de telles lois le couronnement de leurs efforts. Un certain nombre d'entre eux, cependant, lui préfèrent le système des contrats collectifs, plus souple et susceptible de se modifier plus rapidement au gré des circonstances. Il est, d'ailleurs, possible de concilier les deux systèmes et de n'inscrire dans la loi que l'obligation de conclure des contrats, l'énumération des points que doivent viser ces derniers et l'énoncé des principes fondamentaux qui doivent trouver place dans la réglementation des conditions de travail du journaliste, tout en laissant aux contrats le soin d'en fixer les détails. »

***

En Belgique, il n'existe aucune loi spéciale réglant les conditions d'embauchage et cessation de travail des journalistes.

Divers cas de renvoi ont déjà été soumis à la juridiction des tribunaux de commerce et ont été résolus dans des conditions

assez satisfaisantes pour les journalistes intéressés. Dans certains cas, ceux-ci ont obtenu un dédit de douze mois.

Les conflits s'élevant entre les rédacteurs et leurs employeurs, sont soumis à la juridiction des tribunaux de prud'hommes pour les traitements inférieurs à 6.000 francs et aux tribunaux de commerce pour les traitements supérieurs à cette somme.

Comme il n'existe plus de traitements inférieurs à 6.000 frs, si ce n'est pour des correspondants ayant une situation dans un autre journal, ce sont donc les tribunaux de commerce qui sont appelés à statuer dans tous les conflits.

D'autre part, les journalistes belges, en matière de pension, relèvent provisoirement, en attendant l'adoption d'un statut spécial, de la loi sur la pension des employés.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 7

UNE MAGNIFIQUE LEÇON DE JOURNALISME . 11

UN PEU D'HISTOIRE 17

C'est en Belgique que fut créé le premier journal . 19
Des journalistes sans journaux . . . 20
Le journal officieux 22
Les premiers organes quotidiens . . . 23
La liberté de la presse . . . 24
La création des journaux à bon marché . . 28

LE JOURNAL MODERNE . . . 31

Des milliers de journaux . . . 33
Les géants de la presse 36
La rédaction d'un grand quotidien . . 40
Les trusts de la presse 43
Un danger terrible 48

LA PRESSE BELGE 51

Les premiers journaux belges . . . 53
Le premier quotidien belge . . . 56
Les difficultés des premiers journaux belges . 57

Après la Révolution de 1830 . . . 58
La presse moderne en Belgique . . . 60

LA PRESSE SOCIALISTE BELGE . . 63

Les premiers journaux socialistes belges . . 65
« Le Peuple » sort de presse . . . 67
La coopérative « Le Peuple » . . . 70
« La Presse Socialiste » est constituée . . 71
« Le Peuple » à 5 centimes. « L'Echo du Peuple » . 72
82.000 exemplaires 73
Après la guerre 75
« La Wallonie » 76
6, 8 et 10 pages 78
Les autres quotidiens socialistes belges . 78

L'INFLUENCE DE LA GRANDE PRESSE. — CE QU'ELLE DÉFEND . . . 81

Le porte-voix immense 83
La meilleure et la pire des choses . . 84
Vénalité, compromission, etc. . . . 85
La publicité financière 88
Les catholiques belges et la presse . . 90
Une campagne odieuse 95
Sur le terrain des luttes sociales . . 99
L'influence de la grande presse . . . 99

LA PRESSE SOCIALISTE DOIT ÊTRE PUISSANTE. 103

De gros capitaux sont indispensables . . 105
L'effort des socialistes étrangers . . 106
Les socialistes belges ne peuvent rester en arrière . 109
Pour que le peuple lise. . . . 110

Une importante décision du Conseil Général du P. O. B. 111
Il faut créer partout des Comités de presse . 112

COMMENT ON FAIT « LE PEUPLE » . . 115

Que de journaux ! Que de lettres ! . . 117
Les premières « copies ». . . . 120
Il faut faire un bon journal . . . 121
La vie trépidante 123
La première édition 129
Les éditions de province . . . 130
Œuvre éphémère, mais vivante et répétée . . 132

JOURNALISTES ET TYPOS. — LA COQUILLE . 135

Journalistes d'hier et d'aujourd'hui . . 137
Journalistes et typos . . . 140
Les petites mésaventures du métier . . 143

APPENDICE 147

Le recrutement des journalistes . . . 149
Le statut du journaliste 151

TABLE DES PORTRAITS

César de PAEPE 66
Jean VOLDERS 67
Louis BERTRAND 69
Joseph WAUTERS 70
Louis de BROUCKÈRE 74
Emile VANDERVELDE 75
Isi DELVIGNE 77
Arthur WAUTERS 118
Antony VIENNE 119
Auguste DEWINNE 120
Emile HOUSIAUX 121
Louis PIÉRARD 125
Camille HUYSMANS 126
Achille DELATTRE 128

Maison d'édition L'ÉGLANTINE
20, Rue de Lenglentier, BRUXELLES

Téléphones : 259.12 / 159.84 — *Chèques Postaux : 990.93*

EXTRAIT DU CATALOGUE

Bauer, Otto. — *Le Socialisme, la Religion et l'Eglise.* fr. 15.00
Bertrand, Louis. — *L'Ouvrier belge depuis un siècle.* fr. 10.00
— *Anseele, sa vie, son œuvre* . . . . fr. 5.00
Blume, D.-J. — *Christianisme et Socialisme* . . . . fr. 8.00
Bologne, Maurice. — *L'insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique* . . . . fr. 6.00
Brizon, Pierre. — *Histoire du travail et des travailleurs* (4[me] édition, illustrée) . . . . fr. 20.00
Danneberg, Robert. — *La Municipalité social-démocrate de Vienne* (illustré) . . . . fr. 12.00
De Gruyter, J. — *Mac Donald et le Labour Party* . fr. 18.00
De Man, Henri. — *Au delà du Marxisme*. . . . . . fr. 60.00
Destrée, Jules. — *Introduction à la vie socialiste* . . fr. 15.00
Drechsel, Max. — *Le traité de Versailles et le mécanisme des conventions internationales du travail* fr. 15.00
Fuss, Henri. — *La prévention du chômage et la stabilisation économique* . . . . fr. 8.00
Jaumin, A. et Jottard, M. — *La question de l'Escaut* fr. 10.00
Jauniaux, Arthur .— *Manuel des écoles socialistes* (2 vol.) . . . . fr. 5.00
Kautsky, Karl. — *La révolution prolétarienne et son programme* . . . . fr. 12.00

Legavre, Léon. — *Le chemin des hommes* (2me édition)	fr.	10.00
Mertens, Corneille. — *Le mouvement syndical en Belgique*	fr.	3.50
Moch, Jules. — *Socialisme et Rationalisation*	fr.	12.00
Otlet, Paul. — *La Banque internationale*	fr.	15.00
Piérard, Louis. — *Wallons et Flamands*	fr.	6.00
Stern, Evzen. — *Le socialisme de Masaryk*	fr.	8.00
Vandervelde, Emile. — *Vers la souveraineté du travail. Le P. O. B., 1885-1925*	fr.	25.00
— *Journalisme socialiste*	fr.	6.00
Vienne, A. et Wauters, A. — *La réforme du réformisme*	fr.	10.00
Wauters, Arthur. — *Vandervelde et la doctrine socialiste*	fr.	6.00
— *La réforme agraire en Europe*	fr.	15.00
Wauters, Joseph. — *Le Congo au travail* (2me édition)	fr.	12.00
Woytinsky, Wl. — *Les Etats-Unis d'Europe*	fr.	12.00
Bouché, Benoît. — *Le problème de l'éducation et le socialisme*	fr.	12.00
Delrez, Jacques. — *La raison, justice éternelle*	fr.	3.50
— *Controverse philosophique*	fr.	6.00
De Potter, Agathon. — *La logique* (3me édition)	fr.	15.00
Dr Forel. — *Mensonge ou erreur chez l'homme normal*	fr.	5.00
Hamélius, Paul. — *Histoire du mouvement flamand au XIXme siècle*	fr.	12.50
Jadot, René. — *L'école contre la société*	fr.	10.00
Vermeylen, Aug. — *Quelques aspects de la question des langues en Belgique*	fr.	5.00
Wasnair, Emile. — *La grande pitié de l'école belge*	fr.	2.50